

D'ICI ET D'AILLEURS
Que soit
et reste Djenné

NOTRE PLANÈTE
Grands barrages:
la fin d'une époque

SIGNES DES TEMPS
Musées africains:
le meurtre du père

ENTRETIEN
Voyage au bout
du temps avec Enki Bilal

UNESCO le Courrier

Avril 2000

Guerre et paix des langues



Sommaire

Avril 2000

D'ICI ET D'AILLEURS

3 Que soit et reste Djenné

Photos de Christien Jaspars, texte d'Albakaye Ousmane Kounta

OPINION

9 Culture clonée et métissage

Eduardo Portella

NOTRE PLANÈTE

10 Grands barrages: la fin d'une époque

Peter Coles

11 Inde: le tollé des paysans

Peter Coles et Lyla Bavadam

APPRENDRE

14 Etats-Unis: quand la publicité entre à l'école

Mark Walsh

17 Dossier

Guerre et paix des langues

La lutte pour la survie des langues «minoritaires» est ouverte, aujourd'hui plus que jamais. Au-delà du simple idiome, c'est le destin culturel des peuples concernés qui est en jeu. Ce dossier présente la «guerre des langues», qui s'affrontent pour dominer ou pour survivre. Il évoque aussi la «paix des langues», garante de la pluralité des cultures et du dialogue entre les peuples.

Le sommaire détaillé est page 17.

ÉTHIQUES

37 L'ADN au banc des accusés

Martine Jacot

SIGNES DES TEMPS

40 Musées africains: le meurtre du père

Cynthia Guttman

42 Namibie: le précieux concours des élèves

Zoe Titus

CONNEXIONS

43 Presse au Sud: la voie de l'autorégulation

Jean Huteau

ENTRETIEN

46 Voyage au bout du temps avec Enki Bilal

Couverture: © Philippe Franchini, Paris

UNESCO
le Courrier

53^e année

Mensuel publié en 27 langues et en braille par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.

31, rue François Bonvin, 75732 PARIS Cedex 15, France
Télécopie: 01.45.68.57.45/01.45.68.57.47
Courrier électronique: courrier.unesco@unesco.org
Internet: http://www.unesco.org/courier

Directeur: René Lefort
Rédacteur en chef: James Burnet
Anglais: Roy Malkin
Espagnol: Araceli Ortiz de Urbina
Français: Martine Jacot
Secrétariat de direction/éditions en braille:
Annie Brachet (01.45.68.47.15)

Rédaction

Ethirajan Anbarasan
Sophie Boukhar
Cynthia Guttman
Lucia Iglesias Kuntz
Asbel López
Amy Olchet

Traduction

Miguel Labarca

Unité artistique/fabrication: Georges Servat,
Photogravure: Annick Coueffé
Illustration: Ariane Bailey (01.45.68.46.90)
Documentation: José Banaag (01.45.68.46.85)
Relations Editions hors Siège et presse:
Solange Belin (01.45.68.46.87)
Assistante administrative:
Thérèse Pinck (01.45.68.45.86)

Comité éditorial

René Lefort (animateur), Jérôme Bindé, Milagros del Corral, Alcino Da Costa, Babacar Fall, Sue Williams

Editions hors siège

Russe: Irina Outkina (Moscou)
Allemand: Urs Aregger (Berne)
Arabe: Fawzi Abdel Zaher (Le Caire)
Italien: Giovanni Puglisi, Gianluca Formichi (Florence)
Hindi: Shri Samay Singh (Delhi)
Tamoul: M. Mohammed Mustapha (Madras)
Persan: Jalil Shahi (Téhéran)
Portugais: Alzira Alves de Abreu (Rio de Janeiro)
Oourdou: Mirza Muhammad Mushir (Islamabad)
Catalan: Jordi Folch (Barcelone)
Malais: Sidin Ahmad Ishak (Kuala Lumpur)
Kiswahili: Leonard J. Shuma (Dar es-Salaam)
Slovène: Aleksandra Kornhauser (Ljubljana)
Chinois: Feng Mingxia (Beijing)
Bulgare: Luba Randjeva (Sofia)
Grec: Sophie Costopoulos (Athènes)
Ginghalais: Lal Perera (Colombo)
Basque: Juxto Egaña (Donostia)
Thaï: Suchitra Chitranukroh (Bangkok)
Vietnamien: Ho Tien Nghi (Hanoi)
Bengali: Kafil uddin Ahmad (Dhaka)
Ukrainien: Volodymyr Vasiliuk (Kiev)
Galicien: Xavier Senín Fernández (Saint-Jacques-de-Compostelle)
Serbe: Boris Ijlenko (Belgrade)

Diffusion et promotion

Télécopie: 01.45.68.57.45

Abonnements et renseignements:

Michel Ravassard (01.45.68.45.91)
Relations agents et prestataires:
Mohamed Salah El Din (01.45.68.49.19)
Gestion des stocks et expéditions:
Pham Van Dung (01.45.68.45.94)

Les articles et photos non copyright peuvent être reproduits à condition d'être accompagnés du nom de l'auteur et de la mention «Reproduits du Courrier de l'UNESCO», en précisant la date du numéro. Trois justificatifs devront être envoyés à la direction du Courrier. Les photos non copyright seront fournies aux publications qui en feront la demande. Les manuscrits non sollicités par la rédaction ne seront renvoyés que s'ils sont accompagnés d'un coupon-réponse international. Le Courrier de l'UNESCO, destiné à l'information, n'est pas un document officiel de l'Organisation. Les articles expriment l'opinion de leurs auteurs et pas nécessairement celles de l'UNESCO. Les frontières qui figurent sur les cartes que nous publions n'impliquent pas reconnaissance officielle par l'UNESCO ou les Nations unies.

IMPRIMÉ EN FRANCE (Printed in France)

DÉPOT LÉGAL - C1 - AVRIL 2000

COMMISSION PARITAIRE N° 71842 -

Diffusé par les N.M.P.P.

The UNESCO Courier (USPS 016686) is published monthly in Paris by UNESCO. Printed in France. Periodicals postage paid at Champlain NY and additional mailing offices.

Photocomposition et photogravure:

Le Courrier de l'UNESCO.

Impression: Maulde & Renou

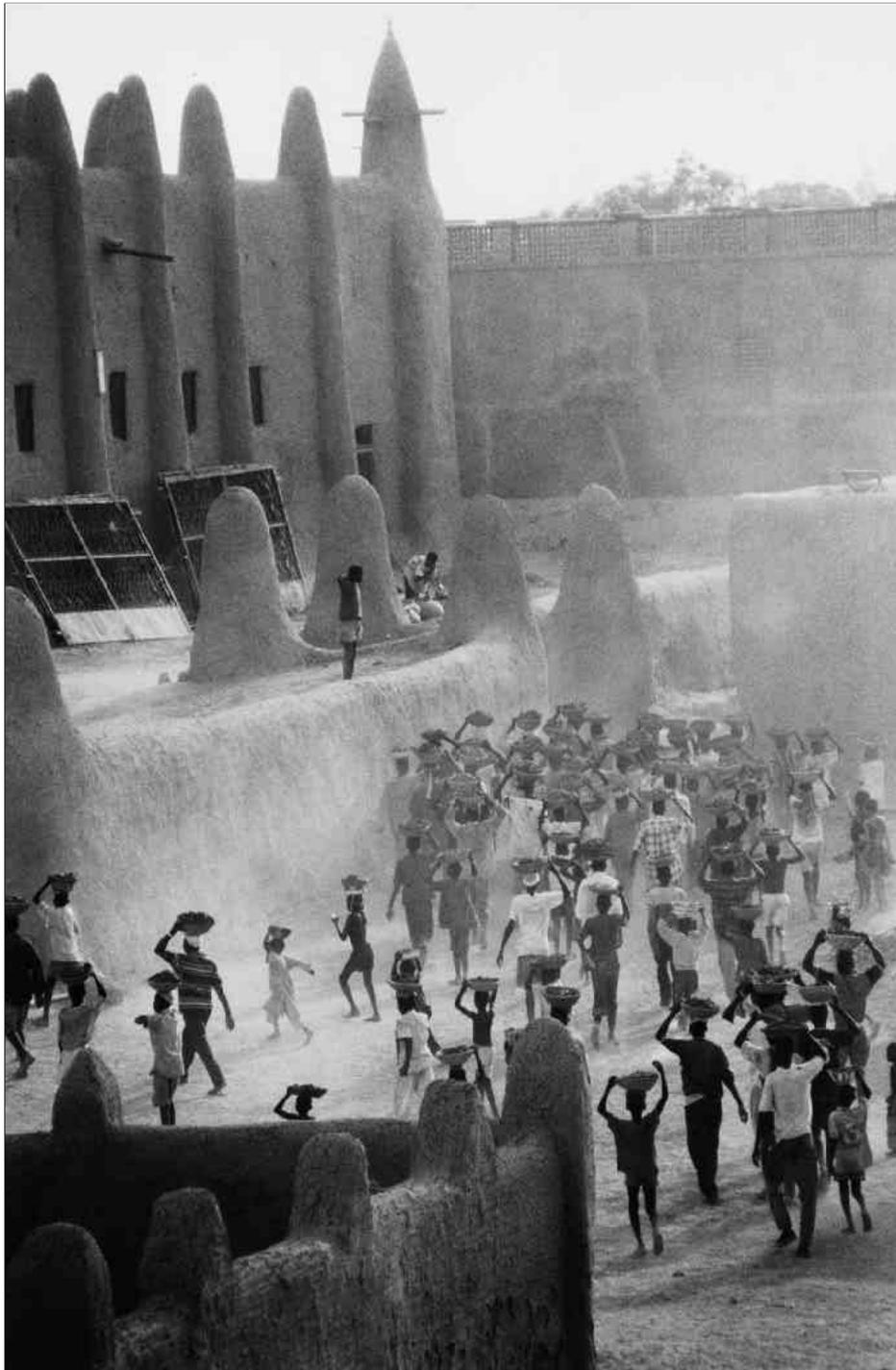
ISSN 0304-3118

N° 4-2000-OPI 00-590 F

QUE SOIT ET RESTE DJENNÉ

► Photographies de Christien Jaspars; texte d'Albakaye Ousmane Kounta

Chaque année, les habitants de Djenné (centre du Mali) donnent un coup de neuf à leur grande mosquée d'adobe, argile séché au soleil. Cette «fête du crépissage» commence à l'aube, à la fin du ramadan.



© Christien Jaspars/Panos Pictures, Londres

■ On était jour de fête. C'était la fin du mois du ramadan. Les habitants de Djenné étaient venus sur la grande place de la mosquée, célébrer la prière de neuf heures de ce jour sacré.

C'était la fin du rituel. Les hommes restaient assis sur la grande place de la mosquée, écoutant le sermon de l'Imam, transmis par le plus grand des griots¹, un homme svelte à l'aspect vif et à la langue agile, promenant sa voix métallique sur l'assemblée – semblant sonder l'expression de chacun.

Il tenait le pouls de la foule dans ses mains et dans son regard.

A la fin du sermon, son œil d'épervier aperçut le bâton du patriarche, que celui-ci leva. Ce chef s'en servit pour donner trois coups secs sur le sol; et chacun les entendit car tout était muet et silence. Et le griot s'apprêta à transmettre les paroles du vieux chef.

Le griot écouta les mots, les phrases et les sons qu'il retint un moment dans ses oreilles, dans sa poitrine et dans sa tête; puis sa langue les massa, les lessiva, les tira, les fila, les rinça et les livra ainsi à l'assemblée, propres de toute douleur et de tout poison; car la parole peut être douleur qui assassine et poignard qui écorche pour la vie.

Il dit:

Que le vent du nord grossit à chaque aube

Et chaque jour murmure

Et vide tout de toute eau

Que les eaux des deux fleuves

Chaque jour fuient vers l'est

Il dit:

Que les murs ont fini de larmoyer

Et qu'il est temps de fermer

Les plaies par l'hivernage laissées

On comprit:

On se tourna vers l'ouest

► Respectivement photographe hollandaise basée à Amsterdam, passionnée par le Mali, et écrivain, poète et conteur malien, auteur notamment des recueils *Sanglots et Dédains* (Ed. Jamana, Mali, 1995), *Les Sans Repères* (Ed. Balanzan, Mali, 1997) et *Un Complot de chèvres* (Ed. Jamana et Beauchemin, Canada, 1998). Pour en savoir plus: www.promali.org/kounta

1. En Afrique noire, très souvent, l'Imam, comme toutes les grandes personnalités, ne s'adresse pas directement à la foule, mais par l'intermédiaire d'un griot.

► Vers le sanctuaire de Tapama²
On fera appel aux grands pêcheurs

Aux Karanyara³
Aux Famenta
Aux Kasaminta
Maîtres des vagues de la nuit
Aux Niomenta
Aux Sininta
Aux Tienda
Maîtres des lamantins et des crocodiles

On alla à la porte sud et tout droit à l'opposé vers celle de Sory puis à l'est à la «mare du lait frais».
Là étaient les maçons-bâisseurs
Les hommes qui tracent sur le sable
Avec des mains de bois
Les formules magiques
Ceux qui deviennent lézards
Et collent aux murs
Ou colombes au creux
Des colonnes.

On alla parler
A ceux qui giflent le mur
Avec les tartines d'argile

On alla enfin à la rencontre des deux fleuves
Le petit fleuve, le Bani
Mignon comme une petite sœur
Le grand fleuve, le Djoliba⁴

Comme un puissant taureau
On alla trouver tous les Soninkés,
tous les Sonraïs, tous les peuples autres.
Pour crépir le sanctuaire
Des gens bossus par l'âge
Qui dorment dans le sein de la terre

Les chefs prêtèrent leur bâton
Pour ordonner sur tous les tons
Quel que soit et l'âge et le clan
Que soit et reste Djenné.

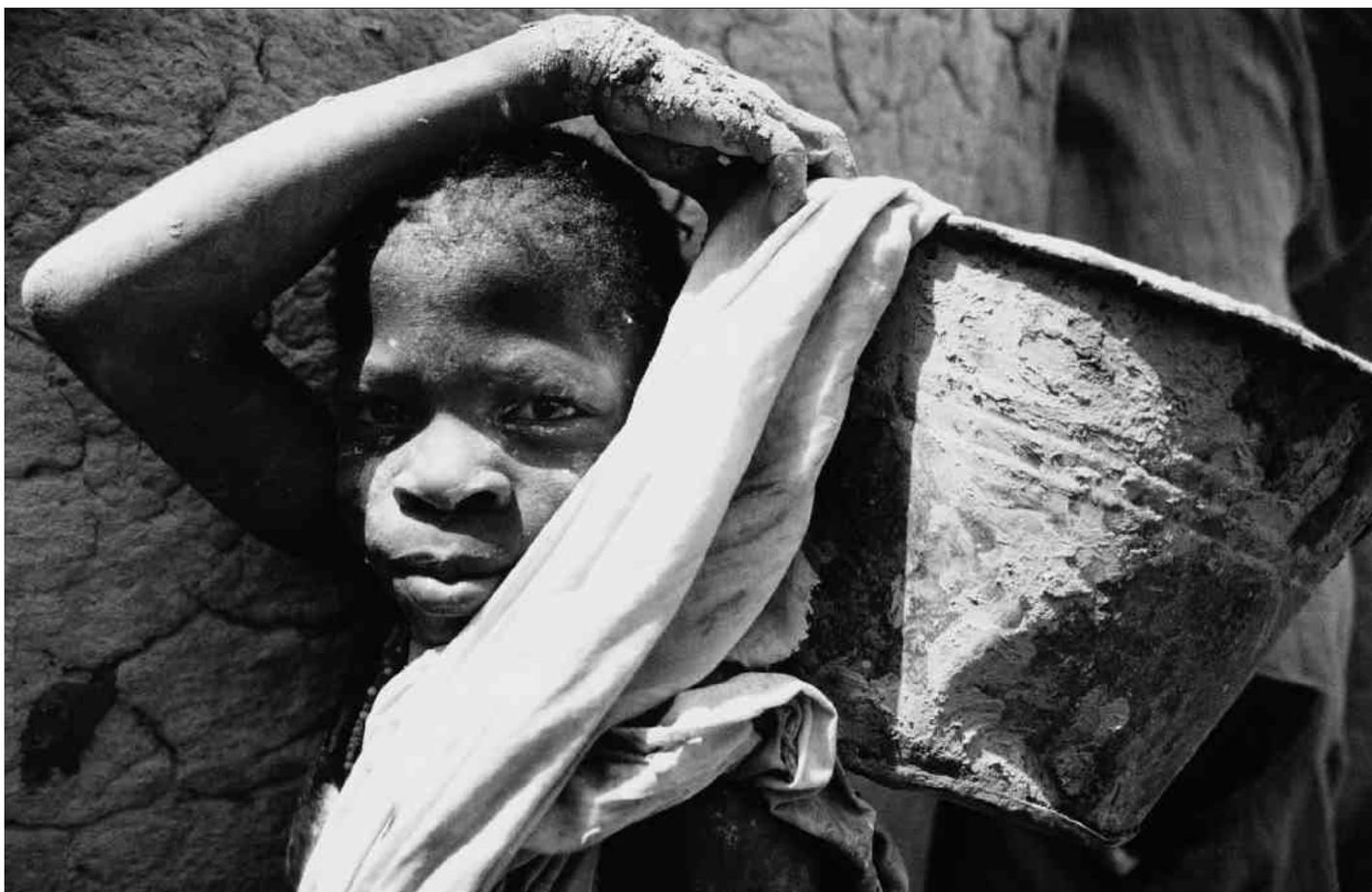
L'argile était déjà
Malaxée de paille poudreuse de riz
Pétrie de balles et de son de mil
Les pieds nus la piétinaient
Les mains nues la massaient

On en remplit tout récipient
Avec les pelles et les grands dabas⁵
Et par centaines, femmes et hommes
Formaient foule qui coulait
Vers les murs géants
De la mosquée de Djenné la grande.

2. Jeune fille sacrifiée au génie du fleuve lors de la fondation de Djenné.
3. Ce nom et ceux qui suivent sont ceux de familles fondatrices de Djenné.
4. Le fleuve Niger en bambara.
5. Houes.

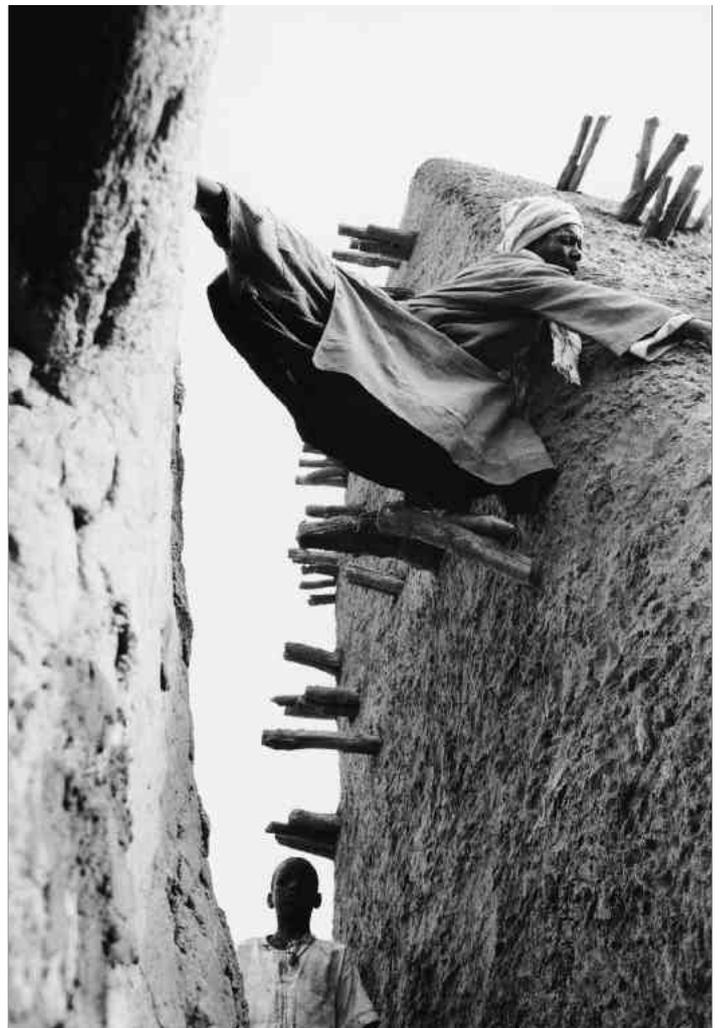
ENTRE DÉSERT ET SAVANE

Habitée depuis 250 avant J.-C., le site de Djenné a toujours été un carrefour commercial entre le désert et la savane, sur la route des caravanes transsahariennes de l'or. A partir du xv^e siècle, la ville est aussi devenue un foyer de diffusion de l'islam. Près de 2 000 de ses maisons traditionnelles (adobe et décorations arabes) ont été préservées. Elles sont bâties sur de petites collines pour échapper aux inondations de la saison des pluies et aux crues des fleuves Bani et Niger. Djenné figure sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1988. ■





Photos © Christian Jaspars/Panos Pictures, Londres





De ses douces mains
Il caressait le minaret
Avec les tartines d'argile lancées
D'un trou quelque part en bas
Son corps allait et venait, majestueux
Comme les ailes du pélican mandé
Soutenu par les pleurs du tam-tam
Kara ne tombera pas.

◀ Ils prirent les piliers d'assaut
Comme pour monter au ciel
Ils portaient seaux et paniers
Comme
Remplis de miel et de lait.



▶ Mais souvent en cette journée
D'euphorie on n'a de temps
Ni pour manger ni pour boire
On se contente sans s'arrêter
De sachets de lait
De boulettes de viande
Ou de bouillie de riz
Tout est argile
Tout est boue
On en prend
Un bon bain
De la tête aux mains.



◀ Ils mirent les pieds de part et d'autre
Des bouts de rônier plantés dans le mur
La tête entre les jambes de l'autre
Des mains généreuses
Saisissaient les tartines d'argile
Assis sur les échafauds
Comme des cavaliers du ciel.



Un silence pesant descendait, en saccades, et cascades, et sanglots sur la ville. Les tam-tams, les tambourins, les balafons, les flûtes se turent. Seule la voix du crieur public se répandait par-dessus toits et minarets pour annoncer le moment du repas; le repas est sacré et il est pour tout le monde.

Les yeux s'élèvent
Tout de même pour interroger
Colonnes et minaret
Etes-vous bien crépis?
Avec la meilleure des terres?
On se dit au fin fond du cœur
Et voilà une fois encore
Une idée plus grande
Que la tête et le corps
Qui demeure et qui monte dans les nuages.



CULTURE CLONÉE ET MÉTISSAGE

► Eduardo Portella



© Fabian Charaffi/Unesco

Né en 1932, philosophe, écrivain et critique brésilien, Eduardo Portella est actuellement président de la Fondation Bibiothea Nacional du Brésil. Professeur émérite de l'Université fédérale de Rio de Janeiro, il a exercé les fonctions de directeur général adjoint de l'UNESCO (1988-1993) et de ministre de l'Éducation, de la Culture et des Sports (1979-1980) au moment de la transition démocratique. Le texte ci-contre est extrait de la conférence qu'il a donnée dans le cadre des Entretiens du XXI^e siècle, en novembre 1999, au Siège de l'UNESCO, à Paris.

Poser aujourd'hui la question de la culture, c'est se placer à un carrefour vers lequel convergent mais aussi s'opposent l'avancée de la mondialisation et la persistance des identités nationales. Or la culture ne peut plus, à présent, se construire sans une tension constitutive, existentielle et vitale entre l'universel, le régional, le national et le communautaire.

Bien que les cultures demeurent ancrées dans leurs contextes nationaux, il s'avère de plus en plus difficile de croire que les concepts traditionnels d'identité, de peuple ou de nation soient «intouchables». De fait, jamais nos sociétés n'ont connu de rupture aussi généralisée avec ces traditions pluri-centenaires. Il faut cependant se demander si les évolutions contemporaines, présentées en général comme des menaces possibles à ces traditions, y compris à celle de l'Etat nation, ne se révéleraient pas être des terreaux fertiles pour la culture, c'est-à-dire favorables à la coexistence des diversités. Un double écueil serait alors évité: la cohésion domestiquée et l'uniformisation artificielle.

Le premier de ces écueils tient à ce que le modèle identitaire hégémonique reposait sur une culture unique, totale, dominante, intégrative. Elle était perçue comme quelque chose de figé, de donné une fois pour toutes. Elle était brandie comme une arme, dont on mesure aujourd'hui seulement les effets: en ce siècle, nous avons vu les cultures les plus sophistiquées se plier à la barbarie; nous avons mis longtemps à nous apercevoir que le racisme prospère lorsque l'on fait de la culture un absolu. Concevoir la culture sur le mode de l'exclusion mène inévitablement à l'exclusion de la culture. C'est pourquoi le thème de l'identité culturelle, qui nous accompagne depuis les premières mondialisations, a fait son temps.

A l'opposé, la culture ne doit pas s'émanciper de l'identité nationale en ployant sous le joug de la mondialisation et de la privatisation. Les identités post-nationales qui émergent n'ont pas encore démontré leur capacité à résister aux inégalités, aux injustices, à l'exclusion et à la violence. Subordonner la culture aux critères élaborés dans les laboratoires de l'idéologie dominante, qui portent aux nues les vicissitudes de la bourse, les aléas de l'offre et de la demande, les pièges de la fonctionnalité et de l'urgence, c'est la priver de son indispensable oxygène social, c'est remplacer la tension créative par le stress du marché.

A cet égard, deux dangers majeurs nous menacent. Le premier est l'actuelle tendance à reléguer la culture dans la liste des produits superflus, alors que la perception culturelle pourrait bien devenir pour les sociétés de l'information ce que la connaissance scientifique a représenté pour les sociétés industrielles. Et l'on oublie trop souvent que réparer la fracture sociale exige aussi de payer la facture culturelle: l'investissement culturel est également un investissement social.

Le deuxième danger est celui du «fondamentalisme électronique». Des usines et des supermarchés culturels rayonnent une culture si «technologisée» qu'elle peut se proclamer déshumanisée.

Mais comment «technologiser» la culture au point de la réduire à un ensemble de clones culturels, et prétendre qu'elle serait toujours la culture? La culture clonée est une culture avortée, parce que lorsqu'elle cesse d'être une relation, elle cesse d'être une culture. La relation est sa marque principale, au point de l'identifier. Or, cette relation est métissage, donc tout le contraire du clonage. Avec le clonage, l'autre est le décalque de l'un; avec le métissage, l'un et l'autre donnent naissance à un nouvel être différent mais qui conserve aussi, naturellement, l'identité de ses origines. Partout où il s'est opéré, le métissage a ainsi à la fois maintenu les appartenances et forgé une nouvelle solidarité, qui peut être un antidote à l'exclusion.

Paraphrasant André Malraux, je dirais donc que le troisième millénaire sera métis ou ne sera pas. ■



Construction d'un barrage dans le cadre de l'immense projet des Trois Gorges en Chine.

GRANDS BARRAGES: LA FIN D'UNE ÉPOQUE?

► Peter Coles

Les dommages qu'occasionnent les grands barrages emportent-ils sur les bénéfices escomptés par un pays? Dans ce débat, c'est la notion même de développement qui est en cause.

Il existe environ 4 000 grands barrages (dont la hauteur est supérieure à 15 mètres) sur les fleuves de la Terre, estime la Commission internationale des grands barrages (CIGB)¹. La plupart d'entre eux ont été construits au cours des 35 dernières années. Quelque 1 600 autres sont en chantier dans plus de 40 pays. On peut cependant se demander si l'époque des très grands barrages ne touche pas à sa fin: aux Etats-Unis

1. Fondée en 1928, la CIGB vise à promouvoir l'art et la science des barrages hydrauliques. Elle a environ 6 000 membres et des comités dans 80 pays.

► Journaliste britannique spécialisé dans les questions scientifiques et d'environnement.

et en Inde notamment, des organisations écologistes et des communautés rurales menacées d'être déplacées ont fait pression, avec succès, pour l'arrêt des chantiers.

Au mois d'août 2000, la Commission mondiale des barrages (CMB) – fondée en 1998 par la Banque mondiale et l'Union mondiale pour la nature (UMN) afin d'étudier l'efficacité des barrages sur le développement à long terme – publiera ses conclusions après deux années d'enquêtes. Les rapports préliminaires de la CMB suggèrent d'ores et déjà que les grands barrages ne tiendront pas toutes leurs promesses en matière de développement. Ils soulignent aussi que les personnes qui en profiteront

le moins se trouvent déjà au bas de l'échelle sociale.

«Les barrages constituent à la fois une option technologique et un choix de développement», a déclaré en décembre 1999 Kader Asmal, ministre sud-africain de l'Education et président de la CMB. Il estime que la Commission, en examinant en priorité la réponse que les barrages apportent aux besoins des sociétés, se trouve inévitablement amenée à réfléchir à la notion même de «développement». «Nous nous attaquons à deux grandes questions, ajoutez-il. Quels rôles jouent les connaissances, les intérêts et les valeurs dans la décision de construire ou non un barrage? Comment arbitrer au mieux entre des intérêts concurrents?». Une partie de la mis-

sion de la CMB consiste à mieux cerner ces intérêts. Ils peuvent, par exemple, opposer les besoins de l'industrie à ceux de l'agriculture, ceux des citadins à ceux des ruraux ou, de façon plus cynique, l'industrie des barrages aux partisans de solutions plus traditionnelles pour relever les défis du développement.

Pour la CIGB, les deux conditions préalables au développement d'une nation sont l'énergie et l'eau. Mais comme ces ressources sont plus rares là où la demande augmente le plus vite, les barrages sont quasiment devenus synonymes de développement. Alors que les pays développés en ont très peu construit au cours des 10 dernières années, des travaux de très grande envergure ont été entrepris dans les pays en développement, comme l'immense projet chinois des Trois Gorges ou le projet de la vallée de la Narmada en Inde (voir article ci-dessous). Environ la moitié de tous les grands barrages (plus de 22 000 au total) se trouvent en Chine, et l'Inde est devenue le troisième constructeur de barrages du monde (plus de 3 000 pour ce pays).

Les revers de l'irrigation

Selon la CIBG, les barrages produisent environ 20% de l'électricité mondiale et 7% de l'énergietotale, sans émettre de gaz à effet de serre. Leur intérêt premier est le contrôle de l'eau. Les retenues peuvent fournir de l'eau potable, tout en régulant les cours des fleuves ou des rivières. Il suffit de stocker les excédents d'eau pendant la saison des pluies et de les libérer en période de sécheresse. Mais les barrages permettent aussi l'irrigation. D'après le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), elle représente plus de 75% de la consommation d'eau dans les pays développés. Dans certains d'entre eux, ce pourcentage dépasse les 90%.

Aujourd'hui, un tiers de la nourriture produite dans le monde provient de terres irriguées, selon les études de la CIGB. Cette commission considère que seule l'irrigation pourra contribuer à satisfaire l'accroissement de la demande. Elle prévoit que 80% de la nourriture produite d'ici 2025 proviendront de terres irriguées.

Toutefois, d'après le Réseau international des rivières (RIN, organisation non gouvernementale), les canaux d'irrigation provoquent l'eutrophisation² et la salinisation des eaux si le drainage est insuffisant. Or, ce drainage n'est jamais pris en compte dans les plans et les budgets des barrages. Auteur d'un rapport pour la CMB, Himanshu Thakkar explique que les systèmes d'irrigation ont transformé 3% des terres cultivables de l'Inde

en marécages. Par ailleurs, les produits récoltés sont souvent destinés à l'exportation et ne nourrissent pas les pauvres. Or, ce sont souvent eux qui ont perdu leurs maisons, leurs fermes et leurs moyens de subsistance, lorsque des vallées ont été inondées.

Avant même qu'un barrage ait produit son premier watt, des dizaines de milliers de personnes doivent parfois être déplacées. Selon le RIN, au moins 30 millions de personnes dans le monde ont dû ainsi abandonner leurs terres et leurs foyers depuis les années 30. Les gouvernements considéraient souvent ces déplacements comme un «effet secondaire» inévitable du développement. Aujourd'hui, ces populations déplacées luttent pour être entendues.

«*Les expériences passées, constate un rapport réalisé pour la CMB, montrent que les programmes de re-localisation des populations sont souvent préparés tardivement, manquent de moyens, sont conçus à partir d'une connaissance insuffisante des particularités sociales, culturelles, économiques et psychologiques des populations. Ils ont trop fréquemment pris fin avant même que toutes les populations déplacées soient réinstallées et réadaptées, sans guère se soucier qu'elles retrouvent leurs anciens niveaux de revenus.*» La perte d'un mode de vie rurale pour certains est-elle le prix qu'une nation doit payer pour parvenir à la sécurité du plus grand nombre? C'est l'une des questions auxquelles la CMB devra tenter de répondre.

Certains opposants à la construction de

grands barrages comme le RIN estiment que l'argument selon lequel ceux-ci favorisent le développement est fallacieux, même pour les communautés urbaines qui en bénéficient directement. Dans la présentation du livre *Les Rivières silencieuses*, co-édité par le RIN, celui-ci écrit: «*Les grands barrages sont bien plus que des machines à générer de l'électricité et à stocker de l'eau. Ils sont la traduction – en ciment, roche et terre – de l'idéologie dominante de l'ère technologique: ce sont des icônes du développement économique et du progrès scientifique au même titre que la bombe atomique et l'automobile.*»

D'autres critiques avancent que l'industrie des barrages se tourne vers les pays en développement parce que le marché des pays développés est presque arrivé à saturation. Par le passé, les prêts de la Banque mondiale et des organismes d'aide internationale ont indirectement contribué à maintenir à flot ce secteur d'activités, tout en permettant un commerce très lucratif et des transferts de technologique. Aujourd'hui, devant l'opposition grandissante des groupes de pression, le gouvernement américain et de nombreux Etats européens renoncent à s'impliquer dans des projets comme ceux des Trois Gorges et du Narmada.

Le prochain rapport de la CMB devra au moins fournir quelques lignes directrices sur les questions suivantes: comment faire en sorte que les personnes déplacées bénéficient elles aussi des barrages; comment réduire au maximum les dommages irréversibles qu'ils occasionnent? ■

INDE: LE TOLLÉ DES PAYSANS

► Peter Coles et Lyla Bavadam

La contestation monte autour de la construction d'une succession de barrages sur le fleuve Narmada, en Inde.

Vadaj est un lieu désolé à une quarantaine de kilomètres de Barodia, dans l'Etat du Gujarat. En été, la chaleur craquelle la terre desséchée. Pendant la mousson, les villageois se perchent sur leurs meubles comme des oiseaux pour éviter la montée des eaux. A la décrue, le sol argileux, détrempe, se transforme en piège pour le bétail et pour les hommes. Depuis quatre

ans, les cabanes en tôle de Vadaj abritent des dizaines de familles contraintes de quitter leurs anciens villages pour céder la place à la retenue d'eau du très controversé barrage de Sardar Sarovar, sur le fleuve Narmada.

Ces personnes déplacées pourraient presque se féliciter de leur chance. Selon un rapport du Narmada Bachao Andolan (NBA), une coalition d'organisations locales hostiles aux barrages, 114 000 personnes de 162 villages situés sur les terres inondées ont tout simplement été expulsées sans lieu ►

2. L'eutrophisation est un phénomène des eaux stagnantes, qui engendre une prolifération excessive de végétaux aquatiques et l'appauvrissement en oxygène des eaux profondes.

► Lyla Bavadam est correspondante à Bombay du bimensuel indien *Frontline*.

© Karen Robinsky/Panos Pictures, Londres



Ces manifestantes étaient prêtes à se laisser submerger par les eaux de la mousson, en août 1999, pour s'opposer à un barrage sur la rivière Narmada, en Inde.

▶ de repli après l'achèvement du barrage Bargi en 1990, plus de 1 000 kilomètres en amont dans l'Etat du Madhya Pradesh. La NBA affirme que le gouvernement ne leur a proposé qu'une compensation financière dérisoire mais aucune terre d'accueil. Nombre d'entre eux, ajoute le rapport, occupent maintenant des emplois subalternes dans les bidonvilles de Jabalpur, la grande ville de la région.

Plus de 300 000 autres personnes pourraient bien subir le même sort en raison de la construction de 30 grands barrages, 150 de taille moyenne et 3 000 plus modestes,

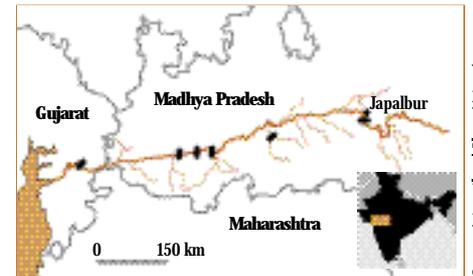
dans le cadre du vaste projet qui transformera le fleuve Narmada en un immense escalier de retenues et de turbines. Depuis 15 ans, ce projet a suscité l'opposition croissante de la NBA qui conteste le type même de développement que les barrages induisent. Selon la coalition, les bénéficiaires en seront les citadins et non les communautés rurales contraintes d'abandonner leur vallée inondée.

Selon Arundhati Roy, célèbre écrivaine indienne qui a récemment pris fait et cause pour la NBA, plus de 80% des habitations rurales n'ont pas l'électricité – et peu de

chances d'être un jour reliées au réseau. Elle affirme que la production agricole supplémentaire qui sera obtenue grâce aux canaux d'irrigation provenant des barrages sera exportée et ne bénéficiera pas aux pauvres. En 1995, dit-elle, plus de 30 millions de tonnes de céréales invendues sont restées entreposées dans des greniers alors que 350 millions d'Indiens vivaient au-dessous du seuil de pauvreté. Plus grave, la plupart des populations affectées par le projet Narmada sont des communautés tribales de pêcheurs et de Dalits (les «intouchables», au plus bas du système de castes hindou), qui sont déjà les derniers à bénéficier de la croissance.

20 à 30 millions de personnes approvisionnées en eau

L'idée que la construction de barrages est l'un des meilleurs moyens de contribuer au développement d'un pays n'est pas nouvelle. Juste après l'indépendance, le Premier ministre Jawaharlal Nehru qualifiait les barrages de «*Temples de l'Inde moderne*». Dans cette optique, le projet de la vallée du Narmada devait être exem-



plaire. Bien qu'il soit resté à l'étude pendant plus de 30 ans, principalement en raison de conflits d'intérêts entre les trois Etats arrosés par le Narmada – Madhya Pradesh, Maharashtra et Gujarat –, l'Inde a continué de bâtir quelque 3 600 barrages. Grâce aux vastes systèmes d'irrigation qu'ils ont permis et à la Révolution verte des années 60, la production agricole a été multipliée par quatre. On anticipe des perspectives similaires autour du fleuve Narmada. Selon les chiffres officiels, le barrage de Sardar Sarovar, le dernier et le plus grand sur le fleuve avant qu'il ne se jette dans la mer d'Arabie, approvisionnera en eau 20 à 30 millions de personnes toute l'année, notamment dans les régions arides de Kutch, de Saurashtra et de l'Etat du Rajasthan. Du haut de ses 138 mètres, il devrait produire 1 450 mégawatts et sa retenue devrait réguler les crues et les assèchements répétés, qui affectent quelque 400 000 personnes.

La NBA conteste tous ces chiffres officiels et remet en cause les «bienfaits» des barrages au regard du développement.

LES RÉINSTALLATIONS DANS LES FAITS

Le déplacement de communautés villageoises a parfois provoqué leur éclatement. Plus de 5 000 expulsés des villages du Gujarat sont relogés avec des habitants du Maharashtra et du Madhya Pradesh. Ainsi se côtoient des familles originaires de trois Etats différents, avec leurs langues et dialectes, leurs usages culinaires et vestimentaires. Il peut arriver que les nouveaux venus se heurtent à l'hostilité des communautés d'accueil. Les nouvelles terres sont parfois incultes. Des communautés de pêcheurs peuvent se retrouver loin de la rivière dont ils tiraient leurs moyens de subsistance. Souvent, ces populations tentent de regagner leur village natal, même s'il n'en reste que des collines boueuses.

L'incertitude entre aussi en jeu. Des générations entières grandissent sans savoir quel sort sera réservé à leur village. Comme l'explique Shripad Dharmadhikari, de la NBA, «*lorsqu'on annonce qu'une zone va être inondée, tout travail de mise en valeur s'in-*

terrompt. Si une école ou des routes sont en construction, les travaux s'arrêtent. L'inondation des terres restera peut-être au stade de projet, mais tout est bloqué. Un homme de la tribu des Bhillalas déclare que l'électricité a été coupée dans son village, Kakarana, lorsqu'on a appris qu'il serait immergé. Il n'y a plus de courant depuis un an, mais les eaux n'ont toujours pas englouti Kakarana.

Les conséquences sont également sociales. Dans le village de Sulgaon, qui doit disparaître à cause du barrage de Maheshwar (Madhya Pradesh), Lakshman Patidar souligne qu'il devient de plus en plus difficile pour les jeunes gens de trouver une épouse. «*Qui voudrait envoyer sa fille dans une maison promise à la destruction?*» Tous les paysans tiennent par-dessus tout à leur terres. Les garçons, qui doivent travailler à la ferme avec leur père, ont peu accès à l'éducation, ce qui les pénalise davantage lorsqu'ils perdent leurs terres et leur mode de vie. ■

Sous la houlette de Medha Patkar, sociologue originaire de Bombay, la NBA affirme que ces bienfaits ne justifieront jamais la perte irréversible de forêts et de terres arables ainsi que le manque à gagner de centaines de milliers de personnes déplacées. Environ 30 millions d'habitants dépendent directement ou indirectement des 1 312 kilomètres du fleuve, bordé de terres fertiles, de temples historiques et de routes de pèlerinage.

En 1986, un an après le prêt de 450 millions de dollars consenti par la Banque mondiale pour la construction du barrage de Sardar Sarovar, la NBA a commandité une série d'études. Elles ont, de son point de vue, fait ressortir des erreurs cruciales dans l'évaluation coût-bénéfice de l'ensemble du projet. Mais la coalition dénonce surtout l'insuffisance des fonds pour reloger les personnes expulsées. La NBA avait pu obtenir une révision du projet Narmada grâce à un soutien international qui est allé grandissant. En 1991, la Banque mondiale avait ordonné une enquête indépendante, dont le rapport allait pour l'essentiel dans le sens des revendications de la NBA, en soulignant l'absence d'«évaluation appropriée» de l'impact du projet. Deux ans plus tard, dans un revirement sans précédent, la Banque mondiale s'en retirait.

En 1994, la Cour suprême indienne a donné gain de cause à la NBA en ordonnant le gel des travaux jusqu'à ce que les autorités en aient évalué l'impact. La NBA veut qu'il n'y ait aucun déplacement de population sans plans crédibles de réinstallation. Or, il n'y en a aucun, sauf près du barrage Sardar Sarovar, affirme-t-elle. Elle cherche également un compromis au sujet de la réduction de la hauteur des barrages: plus ils sont bas, plus le nombre de déplacés est réduit, idem pour la superficie des terres perdues.

Marches, résistance passive et grèves de la faim

Il semble désormais improbable que la NBA puisse obtenir l'arrêt des barrages mais la coalition a réussi à porter au premier plan le problème de la re-localisation de la population. En 1998, le gouvernement du Madhya Pradesh s'est penché sur la question. Il est apparu que non seulement il n'y avait pas de terres dans cet Etat pour accueillir les déplacés, mais que celles promises par l'Etat voisin du Gujarat n'existaient pas ou étaient trop pauvres. Le Madhya Pradesh a demandé une nouvelle étude. Le Gujarat, en revanche, campe sur ses positions. Il a refusé d'autoriser la Commission mondiale des barrages (voir p. 10) à visiter le site de Sardar

Sarovar et a contesté les décisions de la Cour Suprême. Celle-ci, après un moratoire de quatre ans, a finalement autorisé en février 1999 la reprise des travaux et une élévation supplémentaire de cinq mètres du barrage.

La NBA coordonne désormais des manifestations de résistance passive et des grèves de la faim. A la fin du mois de juillet dernier, Arundhati Roy a organisé une marche avec 400 autres personnalités et le soutien de villageois. Environ 10 000 personnes déplacées s'y sont jointes dans la région fertile du Nimad (Madhya Pradesh), où les fermiers perdront leurs terres si les travaux se poursuivent. Lorsque la mousson est arrivée en août, Medha Patkar et d'autres membres de la NBA ont refusé de quitter le village de Domkhedi alors que l'eau leur montait jusqu'aux épaules. Des policiers en bateaux ont fini par les déloger.

Le retrait de la Banque mondiale pourrait avoir des effets imprévisibles à long terme. Les organismes d'aide internationale étant de moins en moins enclins à s'associer aux barrages, les promoteurs cherchent un financement auprès du secteur privé. Or celui-ci pourrait s'avérer beaucoup plus difficile à influencer qu'une institution telle que la Banque mondiale, qui a une bonne image à défendre. ■

Encore accessible en 1998, ce temple du village de Khotswar a été englouti, conséquence de la construction du barrage de Sadar Sarovar.



ÉTATS-UNIS: QUAND LA PUBLICITÉ ENTRE À L'ÉCOLE

► Mark Walsh

La chaîne Channel One diffuse des émissions avec de la publicité dans les écoles en dépit des critiques: les annonceurs sont prêts à payer le prix fort pour toucher ce public captif.

Une révolution commerciale s'est produite lorsque la chaîne de télévision Channel One a été lancée au printemps 1990 dans 400 écoles secondaires à travers les Etats-Unis. Ce projet d'émissions scolaires avec spots publicitaires a été imaginé par Christopher Whittle, un audacieux homme d'affaires du Tennessee spécialisé dans les médias, qui a bâti son empire en imaginant de nouveaux moyens d'exposer les Américains à la publicité et au marketing.

«Dans un monde parfait, ce serait au gouvernement, et non aux hommes d'affaires, de fournir ces programmes», reconnaissait-il à l'époque. Il disait souvent en plaisantant que les élèves américains croyaient que Tchernobyl était un nom de famille (Cher Noby!), preuve de leur grand besoin d'émissions d'actualités.

Aux Etats-Unis, la publicité était entrée dans les écoles bien avant Channel One. Les élèves étaient habitués aux tableaux d'affichage sportif sponsorisés par Coca-Cola ou Pepsi, aux annonces dans les annuaires ou dans les journaux des écoles. Mais la diffusion dans les établissements scolaires d'un journal télévisé «spécial adolescents» a été une nouveauté qui a fait sensation.

Un pacte avec le diable

Channel One offre à chaque école une antenne parabolique, un magnétoscope, la pose de câbles et un téléviseur par classe, afin de diffuser son émission quotidienne de 12 minutes, dont deux minutes de publicité. L'école signe un contrat par lequel elle s'engage à ce qu'un maximum d'élèves puisse voir l'émission. Elle peut par ailleurs utiliser le réseau vidéo à d'autres fins, comme la réalisation par les élèves d'un journal télévisé ou la diffusion de documentaires éducatifs.

D'emblée, de nombreux détracteurs ont considéré ce contrat comme un pacte avec le diable. A leurs yeux, l'école cède le contrôle d'une petite partie du temps scolaire et «livre» les élèves aux annonceurs. Presque tous les

syndicats ou associations d'enseignants ont adopté des résolutions hostiles à ce concept. Certains Etats, comme celui de New York, l'ont carrément interdit dans les écoles publiques; d'autres ont menacé de réduire leurs subventions pour les deux minutes «cédées» chaque jour par les écoles aux annonceurs.

Mais, aux Etats-Unis, dans les années 90, l'heure était à la décentralisation des systèmes scolaires. De nombreux conseils d'administration ou directeurs d'école ont décidé d'accepter l'équipement vidéo. Certains ont jugé ces émissions utiles à des adolescents qui ne s'intéressent guère aux quotidiens ni aux journaux télévisés des chaînes nationales. Ils ont aussi considéré que les publicités n'étaient guère différentes de celles que les élèves pouvaient voir des milliers de fois sur le petit écran familial.

Quelque 12 000 écoles ont donc été rapidement câblées par Whittle Communications et huit millions d'élèves des collèges américains ont regardé Channel One tous les jours. La chaîne est devenue rentable, mais les émissions scolaires n'ont pu sauver l'empire médiatique de Christopher Whittle de la ruine. En 1994, celui-ci a vendu Channel One à K-III Communications, devenu ensuite Primedia. Entre-temps, les entreprises américaines ont profité de la voie ouverte par Channel One pour multiplier les annonces publicitaires en milieu scolaire.

► Les grandes marques de boissons gazeuses comme Pepsi ou Coca-Cola se sont battues pour obtenir un contrat d'exclusivité les autorisant à installer des distributeurs couverts de logos dans l'enceinte des écoles, celles-ci partageant les bénéfices réalisés.

► Les hebdomadaires *Time* et *Newsweek* ainsi que le quotidien *New York Times* ont publié des suppléments d'actualité spécialement conçus pour les écoles primaires ou secondaires, qui contiennent souvent de la publicité.

► Un livre de mathématiques publié par McGraw-Hill, l'un des principaux éditeurs scolaires, a fait scandale en 1999 en utilisant

des marques déposées et des logos de produits dans l'énoncé de ses problèmes. L'éditeur a expliqué qu'il voulait rendre les textes plus attrayants pour les élèves.

► L'entreprise californienne ZapMe! a fourni gratuitement des ordinateurs et un accès à Internet aux écoles qui, en contrepartie, se sont engagées à ce que les élèves



les utilisent au moins quatre heures par jour. ZapMe! diffuse du même coup des annonces ciblées sur les jeunes.

Les producteurs de Channel One sont très attentifs au contenu de leurs émissions. Au début, l'accent était mis sur l'actualité et les sujets «sérieux». Puis, des thèmes légers et populaires sont apparus, que les enseignants ont décriés. Ces dernières années, la tendance est aux problèmes sociaux proches des préoccupations des élèves et aux reportages internationaux. «Au début des années 90, on concevait plutôt l'émission comme une succession de grands titres, constate Paul Folkemer, vice-président de Channel One. La stratégie actuelle est d'aller plus au fond des choses, avec un côté plus didactique.»

L'émission diffusée le 4 janvier 2000 est assez représentative. Channel One a proposé un long reportage sur la démission surprise du président russe Boris Eltsine et des interviews d'experts en sécurité nationale. La chaîne a

montré des images d'un voyage réalisé par son correspondant en Russie en 1997, où l'on voyait notamment des citoyens russes vendre leurs biens dans la rue. L'émission comportait en outre un jeu sur des vedettes de variétés, une rubrique destinée à susciter des débats en classe, un reportage sur la fin d'un détournement d'avion en Inde et deux pauses publicitaires. Il s'agissait ce jour-là d'un spot sur le chewing-gum Juicy Fruit et de deux «annonces de service public»: un message contre la drogue et un autre mettant en garde les jeunes contre les dangers potentiels d'Internet.

«Je participe tous les jours aux discussions sur le contenu des émissions, pour que tout ce que nous diffusons ait un rapport avec les programmes scolaires nationaux», affirme Paul Folkemer, ancien directeur d'école. Les Etats-Unis n'ont pas de programmes scolaires imposés à l'échelon fédéral mais des normes ont été collectivement établies dans presque toutes les matières.

L'émission *Teaching the News* présente à l'avance, à l'intention des enseignants, les sujets qui seront traités au jour le jour. Une autre, *The Power of One*, valorise les initiatives personnelles. La chaîne a ainsi diffusé le portrait d'une lycéenne de Virginie, qui a rassemblé des fonds pour offrir des chèvres à des familles du Rwanda. Une journaliste de Channel One, Tracy Smith, s'est rendue dans ce pays pour enquêter auprès des bénéficiaires de l'opération. Son reportage expliquait aussi le contexte des conflits ethniques au Rwanda. Ces incursions à l'étranger sont fréquentes et certains observateurs reconnaissent à Channel One le mérite d'accorder beaucoup d'importance aux nouvelles internationales. En 1998, la revue critique sur les médias *Brill's Content* a salué un reportage de la chaîne sur la crise politique indonésienne, jugé plus substantiel que celui proposé le même jour par le grand réseau NBC.

Cependant, une étude portant sur 36 ►

De la publicité sur les autobus scolaires. Ici, au Colorado.



► émissions a révélé que seulement 20% environ du temps d'antenne étaient effectivement consacrés à des reportages sur l'actualité, les 80% restants étant dévolus à des jeux, à la météo, au sport ou à des potins hollywoodiens. Cette recherche, conduite par William Hoynes, professeur de sociologie, a conclu que «*la véritable fonction de la chaîne n'est pas journalistique mais commerciale*». Ce professeur critique aussi le style des reportages. «*Les présentateurs font figure d'aventuriers parcourant le monde à la recherche d'une histoire intéressante, fait-il remarquer. C'est cette dimension individuelle qui est mise en avant dans les nouvelles et non les problèmes ou les événements abordés. [...] Les actualités sur Channel One servent à la promotion de la chaîne et à celle d'une culture et d'un style jeunes*», ajoute-t-il. Selon lui, cette approche promeut un «climat» favorable à la publicité, et ce n'est pas un hasard.

La diffusion sur Channel One de pages de publicité demeure très controversée. Début 1999, plusieurs politiciens conservateurs américains en vue ont joint leurs voix à des libéraux qui dénonçaient depuis longtemps le mercantilisme en milieu scolaire. Cette coalition avait obtenu qu'une commission du Sénat examine cette question, une grande partie de la séance étant consacrée à Channel One. Il n'a jamais été sérieusement question de légiférer à ce sujet mais la séance de mai 1999 n'en a pas moins opposé de manière spectaculaire les partisans de Channel One à ses multiples détracteurs.

Quand Ralph Nader s'en mêle

Libéraux et conservateurs ont toutefois des préoccupations différentes. Les conservateurs sont surtout hostiles à divers aspects de la culture pop, comme les clips de la chanteuse de rock à scandale Marilyn Manson ou les annonces pour des films interdits aux moins de 17 ans parce qu'ils présentent des scènes sexuelles ou violentes. Phyllis Schlafly, grand nom du militantisme conservateur, a estimé que Channel One «*permettait aux annonceurs de contourner les parents*».

Les libéraux, eux, formulent les mêmes critiques que les consommateurs opposés aux annonceurs et aux grandes entreprises: ils refusent que ces dernières puissent acheter un «accès» à leurs enfants entre les murs de l'école; ils s'opposent à ce que les établissements vendent du temps scolaire à des intérêts commerciaux. Chef de file américain de la défense des consommateurs, Ralph Nader considère que Channel One constitue «*le stratagème commercial le plus éhonté de toute l'histoire des Etats-Unis*». Cette chaîne véhicule un message matérialiste, assure-t-il, «*elle corrompt toutes les écoles et sape l'autorité morale des directeurs et des enseignants*».

En 1999, Commercial Alert, une association de consommateurs affiliée à celle de Ralph Nader, a écrit à tous les grands annonceurs de Channel One, les pressant de cesser leurs «pubs» sur cette chaîne. Quatre grands arguments étaient avancés: le fait que Channel One force les enfants à regarder les annonces; qu'un temps scolaire précieux soit ainsi perdu (en 1998, deux chercheurs ont estimé que les deux minutes de publicité diffusées par Channel One dans 12 000 écoles «coûtaient» à celles-ci quelque 300 millions de dollars en temps perdu); que l'argent des contribuables en matière d'éducation soit gaspillé; et que les émissions dépendent, dans leur

«Notre décision d'annoncer sur Channel One a été prise après avoir examiné la programmation de la chaîne et constaté ses aspects bénéfiques pour les écoles et les élèves. A nos yeux, rien ne permet d'affirmer que deux minutes de publicité quotidienne mettent l'avenir de nos enfants en danger»

contenu, des choix de producteurs et non de parents ou de conseils d'administration élus.

Rares sont les annonceurs qui ont renoncé. La plupart d'entre eux n'ont même pas répondu à cette lettre. Parmi les exceptions figure Nabisco, qui diffuse une publicité pour le chewing-gum Bubble Yum. «*Notre décision d'annoncer sur Channel One a été prise après avoir examiné la programmation de la chaîne et constaté ses aspects bénéfiques pour les écoles et les élèves*, ont indiqué les dirigeants de Nabisco. *A nos yeux, rien ne permet d'affirmer que deux minutes de publicité quotidienne mettent l'avenir de nos enfants en danger.*»

Les groupes comme Nabisco, Pepsi, Proctor & Gamble (annonces sur la crème pour le visage Clearasil ou sur les chips Pringles par exemple), les studios de cinéma ou l'Armée américaine (à des fins de recrutement) paient le prix fort pour toucher les huit millions de téléspectateurs de Channel One: jusqu'à 200 000 dollars pour un spot de 30 secondes. La chaîne souligne d'ailleurs dans son argumentaire à l'intention des annonceurs que son émission «*est vue par plus d'adolescents que n'importe quel autre programme de télévision*» et qu'elle est «*la manière la plus astucieuse de toucher les 9-14 ans*», une tranche d'âge très convoitée. «*Les enfants, et notamment les adolescents, sont souvent une cible*

difficile pour les annonceurs», constate Gary Ruskin, directeur de Commercial Alert. *Aussi les vendeurs vont-ils là où sont les enfants, là où ils sont forcés d'être: à l'école.*»

Les responsables de Channel One décrivent les adversaires de la publicité comme un groupe bruyant mais restreint, qui avance des arguments éculés. «*Je ne connais personne qui soit en faveur d'un mercantilisme pur et dur*, proteste Andy Hill, directeur de la programmation de Channel One. *Les discussions portent sur deux minutes de publicité et non sur nos 10 minutes d'émission de qualité. Nos détracteurs sont le plus souvent en dehors du monde scolaire.*» De fait, estime Roy Lewis, enseignant en Californie, «*la grande qualité de Channel One, c'est de remettre les événements dans leur contexte*». Il existe d'autres moyens, rétorque-t-on, d'ouvrir l'école à l'actualité. CNN a ainsi réalisé à l'intention des écoles une émission sans publicité, mais la chaîne câblée n'offre pas gracieusement l'équipement nécessaire.

Le journalisme pratiqué par Channel One dépasse désormais le cadre scolaire. Récemment, la chaîne a proposé des reportages, deux fois par mois, à CBS pour ses programmes matinaux. Des projets similaires sont en cours d'élaboration pour la chaîne câblée MTV et pour le nouveau réseau câblé Oxygen destiné aux femmes. Channel One prépare aussi un programme d'initiation aux médias pour les écoles et son site Internet, qui propose depuis longtemps des compléments d'informations et de jeux notamment, a vu son budget augmenter.

Ventes et reventes

Simba Information Inc., qui enquête sur les budgets consacrés aux médias éducatifs, estime que les recettes de Channel One et d'une entité jumelle vendant des documentaires aux écoles, ont été de 118,5 millions de dollars en 1999. Actuel propriétaire de la chaîne, le groupe Primedia refuse de publier les résultats de Channel One. Ce groupe, qui publie des revues comme *Seventeen*, *Soap Opera Digest* ou *Automobile*, a récemment vendu certaines de ses publications dans le domaine de l'éducation, dont le vénérable magazine scolaire américain *My Weekly Reader*. Cèdera-t-il aussi Channel One? Son nouveau PDG, Tom Rogers, un ancien de NBC, semble décidé à garder la chaîne pour l'intégrer dans le paysage des médias du futur qui allient télévision, Internet et enseignement à distance. ■



- www.channelone.com
- Critiques de Channel One et d'autres formes de mercantilisme en milieu scolaire: www.obligation.org

Dossier

Guerre et paix des langues

Sommaire

18 6 000 langues, un patrimoine en danger
Ranka Bjeljic-Babic

19 Equateur: le dernier chaman zapara
Carlos Andrade

20 Une répartition très inégale

1 | La guerre des langues

23 La suprématie de l'anglais
est-elle inéluctable?
Roland J.-L. Breton

24 Kenya: retour au kikouyou
Mwangi wa Mutahi

26 Idir et la défense du berbère
Jasmina Sopova

27 Heuskera, ialgi adi kanpora
Entretien avec Bernardo Atxaga

2 | La paix des langues

29 Eloge du plurilinguisme
Entretien avec Joseph Poth

30 Le monde au chevet des langues

32 Equateur: l'irréductible shuar
Marcos Almeida

33 Babel indienne: voie royale pour l'anglais?
Amitav Choudry

35 Vie et mort des langues:
les locuteurs décident
Jean-Louis Calvet



© Philippe Franchini, Paris

Depuis la nuit des temps, les langues naissent, évoluent et meurent avec les sociétés dont elles sont issues. Mais leur disparition atteint aujourd'hui un rythme sans précédent, sous l'effet d'une sorte de «guerre» des langues, que la mondialisation accélère: l'immense majorité des 6 000 langues parlées actuellement dans le monde serait menacée d'extinction à court terme. La diversité linguistique est donc en péril, et avec elle un patrimoine de l'humanité: elle est le fondement de la diversité culturelle; cette dernière, à son tour, est essentielle pour connaître et maintenir la biodiversité (pp. 18-19).

Dans cette «guerre» aux multiples raisons, l'anglais, au niveau mondial (pp. 23-24), et d'autres langues au niveau régional cherchent à s'imposer au détriment de langues «minoritaires». Sans toujours réussir, comme le prouvent les luttes du basque, du berbère ou du kikouyou (pp. 24-28) pour assurer leur survie.

Mais la «paix des langues» reste possible (p. 29). A travers une coopération internationale qui vise la promotion du bi ou du trilinguisme, notamment dans l'enseignement (pp. 30-31); grâce à des politiques linguistiques nationales, à l'exemple de l'Inde (pp. 33-34); par des initiatives venues de la base, comme celles des Shuars en Equateur, qui ont fait de la renaissance de leur langue le moteur d'une accession maîtrisée à la modernité (pp. 32-33).

Le cas des Zaparas (pp. 19 et 22), dans ce même pays, illustre un mouvement opposé: en raison de leur mobilisation trop tardive, leur langue semble condamnée à disparaître et, avec elle, l'existence même de ce groupe. Car le sort d'une langue dépend avant tout de l'intérêt que lui portent ses propres locuteurs, souligne le dernier article de ce dossier (pp. 35-36). Mais il conclut que, au cours du XXI^e siècle, la disparition de langues «rares» pourrait s'accompagner de l'émergence de nouvelles langues métissées ou nées de la diversification de langues dominantes. ■

6 000 langues: un patrimoine en danger

► Ranka Bjeljic-Babic

Dix langues meurent chaque année dans le monde. Avec elles disparaissent des trésors culturels. Parce que ce processus d'extinction s'emballe, un sursaut international est requis.

L'immense majorité des langues s'efface. Elle est condamnée à disparaître à court terme? Les linguistes estiment qu'un idiome ne peut survivre qu'à condition de compter au moins 100 000 locuteurs. Or, sur les quelque 6 000 langues qui existent actuellement dans le monde, la moitié comptent moins de 10 000 locuteurs et un quart moins de 1 000.

A peine une vingtaine sont parlées par des centaines de millions de personnes.

La mort des langues n'est pas un phénomène nouveau. Depuis qu'elles se sont différenciées, au moins 30 000 sont nées et s'éteintes, souvent sans laisser de trace. D'aucuns portent ce nombre jusqu'à 500 000. A cette très grande mortalité correspond une durée moyenne de vie relativement courte. Rares sont celles qui, comme le basque, l'égyptien, le chinois, le grec, l'hébreu, le latin, le persan, le sanskrit, le tamoul et quelques autres ont soufflé leurs 2 000 bougies.

Internet et l'exclusion des «petites» langues

Ce qui est nouveau, en revanche, c'est la vitesse à laquelle elles périssent en ce moment. En remontant dans le temps, on s'aperçoit que le déclin de la diversité linguistique a été considérablement accéléré par les conquêtes colonialistes européennes qui ont éliminé au moins 15% des langues parlées à l'époque. Au cours des trois derniers siècles, l'Europe en a elle-même perdu une dizaine. En Australie, il ne reste plus que 20 des 250 langues parlées à la fin du XVIII^e siècle. Au Brésil, environ 540 (soit les trois quarts) sont mortes depuis le début de la colonisation portugaise, en 1530.

La naissance des Etats-nations, dont l'unité territoriale était étroitement liée à leur homogénéité linguistique, a également joué un rôle décisif dans la consolidation des langues adoptées comme nationales, et la marginalisation des autres. Déployant de gros efforts pour instaurer une langue officielle dans l'éducation, les médias et l'administration, les gou-



© Philippe Francini, Paris

Rien ne perdure aussi
longtemps
Dans nos âmes
Que la langue
dont nous héritons.
Elle libère
nos pensées
Ouvre notre esprit
Et adoucit nos vies

Extrait d'un poème japonais
anonyme en samé (Suède)

vernements ont consciemment visé l'élimination des langues minoritaires.

Ce processus d'homogénéisation s'est renforcé avec l'industrialisation et le progrès scientifique, qui ont imposé de nouveaux modes de communication, rapides, simples et pratiques. La diversité des langues a été alors perçue comme une entrave aux échanges et à la diffusion du savoir. Le monolinguisme est devenu un idéal. C'est ainsi qu'à la fin du XIX^e siècle, est née l'idée d'une langue universelle (on a même songé à revenir au latin), qui a donné lieu à une prolifération de langues artificielles. Le volapük a été la première d'entre elles, tandis que l'espéranto a connu le plus vif succès et la plus grande longévité.

Plus près de nous, l'internationalisation des marchés financiers, la diffusion de l'information par les médias électroniques et les autres avatars de la mondialisation ont intensifié la menace qui pesait déjà sur les «petites» langues. Une langue qui n'est pas employée sur Internet «n'existe plus» dans le monde moderne. Elle est hors circuit. Elle est exclue du «commerce».

Le rythme d'extinction des langues a ainsi atteint des proportions sans précédent dans l'histoire: 10 par an à l'échelle mondiale. L'avenir paraît encore plus sombre. Selon les pronostics, de 50 à 90% des langues parlées aujourd'hui mourront au cours de ce siècle. Leur préservation est une affaire urgente.

Les conséquences de la disparition des langues

► Maître de conférences et chercheur en psychologie du langage à l'Université de Poitiers (France).

sont graves à plus d'un titre. Si nous devenions tous uniformément monolingues, notre cerveau en serait affecté, au point de perdre une partie de notre créativité linguistique innée. Toute tentative de remonter aux origines du langage humain deviendrait impossible et le mystère de la «première langue» ne serait jamais percé. Par ailleurs, avec la mort de chaque langue, un volet de l'histoire de l'humanité se referme.

Un «Rio des langues»

Le plurilinguisme est le reflet le plus fidèle du multiculturalisme. La disparition du premier entraînera inévitablement la perte du second. Imposer une langue à des populations dont la culture et le mode de vie ne s'y identifient pas, c'est étouffer l'expression de leur génie collectif. Les langues ne sont pas seulement le moyen privilégié de communication entre les humains, elles incarnent la vision du monde de leurs locuteurs, leurs imaginaires, leurs façons de véhiculer le savoir. Malgré toutes leurs parentés, elles reflètent différemment la réalité. Ainsi, lorsqu'on répertorie les mots qui existent dans toutes les langues et ont strictement le même sens, on n'en trouve que 300 tout au plus. Parmi eux, figurent: je, tu, nous, qui, quoi, non, tout, un, deux, grand, long, petit, femme, homme, manger, voir, entendre, soleil, lune, étoile, eau, feu, chaud, froid, blanc, noir, nuit, terre, etc.

Le danger qui pèse sur le multilinguisme est analogue à celui qui concerne la biodiversité. Non seulement parce que la grande majorité des langues sont bel et bien des «espèces» en voie de disparition, mais

aussi parce qu'entre la diversité biologique et la diversité culturelle, il existe un lien intrinsèque et causal. Tout comme les espèces végétales et animales, les langues en péril sont confinées à une région exiguë; on les dit alors «endémiques». Plus de 80% des pays où il existe une «mégadiversité» biologique font partie des pays qui abritent le plus grand nombre de langues endémiques. Cette corrélation s'explique par le fait que les groupes humains, en s'adaptant à l'environnement dans lequel ils évoluent, acquièrent une connaissance particulière de leur milieu qui se reflète dans leur langue et, souvent, uniquement dans celle-ci. Ainsi, une grande partie des espèces végétales ou animales en péril ne sont connues à l'heure actuelle que par certains peuples, dont les langues s'éteignent. En mourant, elles emportent avec elles tous un savoir traditionnel sur l'environnement.

En 1992, le sommet de Rio a mis en place des dispositifs de lutte contre la réduction de la biodiversité. L'heure est venue d'un «Rio des langues». La prise de conscience de la nécessité de protéger les langues remonte au milieu du XX^e siècle, quand les droits linguistiques ont été intégrés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU (article 2). Depuis, une série d'instruments et un certain nombre de projets ont été mis en place (voir pp. 30 et 31), en vue de sauvegarder ce qui est désormais considéré comme patrimoine de l'humanité. Ces instruments ont au moins le mérite de ralentir le processus d'extinction des langues, à défaut de l'arrêter, et de promouvoir le multilinguisme dans le monde. ■

Si le guarani s'éteint,
qui priera pour
que le monde ne
s'éteigne pas aussi?

Proverbe guarani (Paraguay)

Equateur: le dernier chaman zapara

► Carlos Andrade

Pour la centaine d'Indiens Zaparas qui vivent encore en Amazonie équatorienne, une véritable course contre la montre a commencé: comment sauver leur langue, leur culture et leur territoire?

«**J**e m'appelle Manari, ce qui dans ma langue zapara, est le nom d'un lézard de la forêt. Mais les fonctionnaires ont exigé que nous portions des noms espagnols pour nous inscrire à l'Etat civil. Alors, dans ta langue, je m'appelle Bartolo Ushigua. (...) Nous, les Zaparas, étions l'un des plus grands peuples d'Amazonie. Nous avions aussi les plus puissants chamans: ils connaissaient les secrets de plus de 500 plantes médicinales.»¹

Manari a 25 ans. Il est le fils du dernier des chamans, décédé il y a trois ans. Il est aussi le président des 115 Zaparas qui vivent aujourd'hui dans la

province amazonienne de Pastaza en Equateur, à 240 kilomètres au sud de Quito, sur les rives du fleuve Conambo. C'est par ce fleuve que sont arrivés les malheurs qui ont accéléré leur décadence: les colonisateurs, les maladies, le boom du caoutchouc, l'esclavage, les guerres, l'exploitation pétrolière, la «modernité». «Lorsque les Blancs, planteurs de caoutchouc, sont arrivés dans notre forêt, raconte Manari, ils ont pris nos frères, en ont fait des esclaves et les ont vendus comme des marchandises. Avec eux, ils ont amené des maladies que nous ne connaissions pas et que nos chamans ne savaient pas guérir. C'est ainsi que la majorité de notre peuple a été décimée.»

«Dans ce pays, les Zaparas ont officiellement disparu», affirmait même un texte publié en Equateur au début

Suite page 22

► Linguiste et journaliste équatorien.

1. Ces phrases de Manari sont tirées d'une lettre adressée il y a quelques années à l'attaché culturel de l'ambassade d'Equateur au Pérou. Il y sollicitait son intervention afin que les Zaparas équatoriens puissent traverser la frontière entre les deux pays et retrouver leurs frères péruviens.

Une répartition très inégale

La moitié de la population mondiale n'utilise que huit langues au quotidien. A l'opposé, la seule Nouvelle-Guinée abrite un sixième des idiomes du monde.

Le patrimoine linguistique mondial est très inégalement réparti. Selon les estimations de SIL International (Summer Institut of Linguistics), organisation qui lutte en faveur des langues les moins connues, seulement 3% des 6 000 langues du monde sont utilisées en Europe, alors que la région Asie-Pacifique en abrite la moitié, le champion étant l'ensemble formé par la Nouvelle-Guinée (le territoire indonésien d'Irian Jaya et la Papouasie-Nouvelle-Guinée), qui compte à lui seul un sixième des idiomes du monde.

La mappemonde de la diversité linguistique ne coïncide pas avec celle de la densité de la population: 96% des langues sont parlées par 4% de la population mondiale et plus de 80% des langues sont endémiques, c'est-à-dire confinées à un seul pays. Une vingtaine d'entre elles seulement sont parlées par des centaines de millions de personnes, dans différents pays. Bien que les chiffres varient en fonction des méthodes de comptage, l'*Encyclopédie Millenium* (Editions Nathan, Paris, 1998) estime qu'environ la moitié de la population mondiale utilise comme langue quotidienne une des huit langues les plus répandues: le chinois (1,2 milliard de locuteurs), l'anglais (478 millions), l'hindi (437 millions), l'espagnol (392 millions), le russe (284 millions), l'arabe (225 millions), le portugais (184 millions) et le français (125 millions). Le SIL fournit des données sensiblement comparables, en additionnant pour ces langues les locuteurs de «langue maternelle» et de «deuxième langue» (voir p.21).

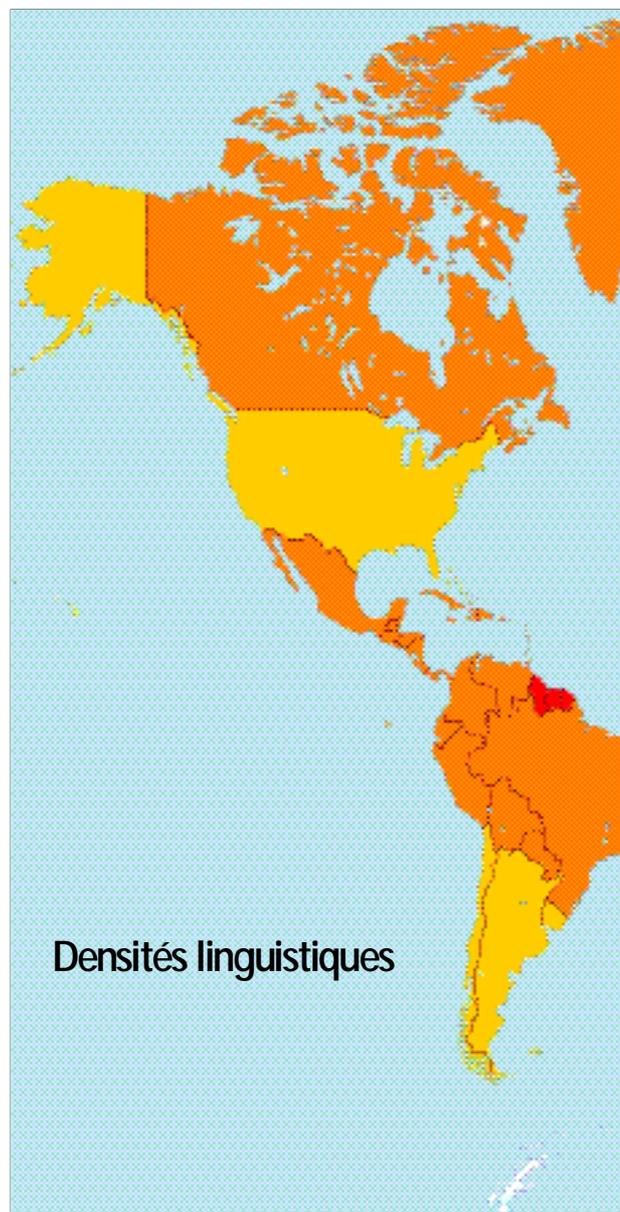
Dix langues meurent chaque année

Ce déséquilibre amène les experts à prévoir la disparition de 95% des langues vivantes au cours de ce siècle. A l'heure actuelle, 10 langues s'éteignent chaque année quelque part dans le monde. Certains vont jusqu'à affirmer qu'une langue meurt toutes les deux semaines. Les taux d'extinction sont particulièrement élevés dans les zones où la diversité linguistique est la plus grande.

En Afrique, plus de 200 langues comptent déjà moins de 500 locuteurs et risquent de disparaître rapidement: le seuil de survie d'une langue est placé à 100 000 locuteurs.

Sur le continent nord-américain, les plus lourdes menaces pèsent sur les langues indigènes et les créoles, notamment aux Etats-Unis et au Canada, où les 200 langues amérindiennes qui ont survécu jusqu'à présent sont toutes en péril, à l'exception du navajo, du cree et de l'ojobwa.

En Amérique latine, entre un tiers et la moitié

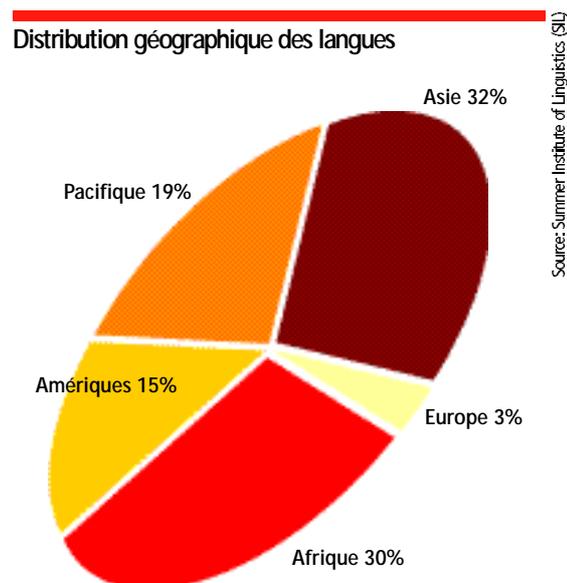
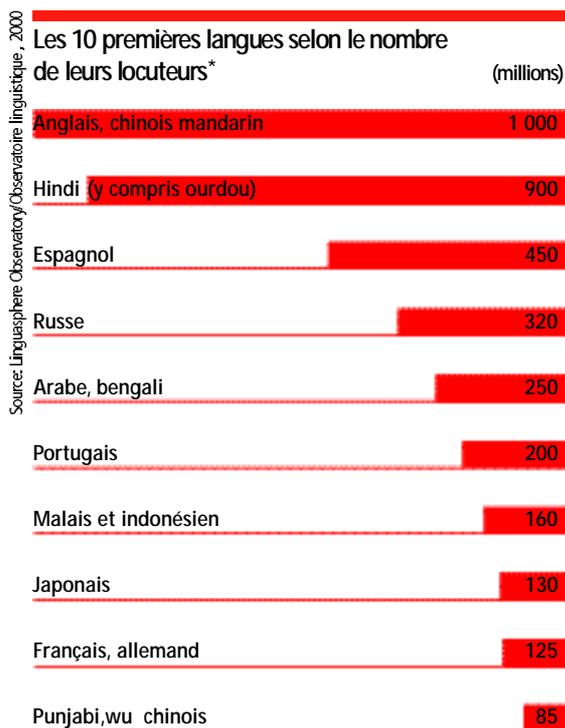
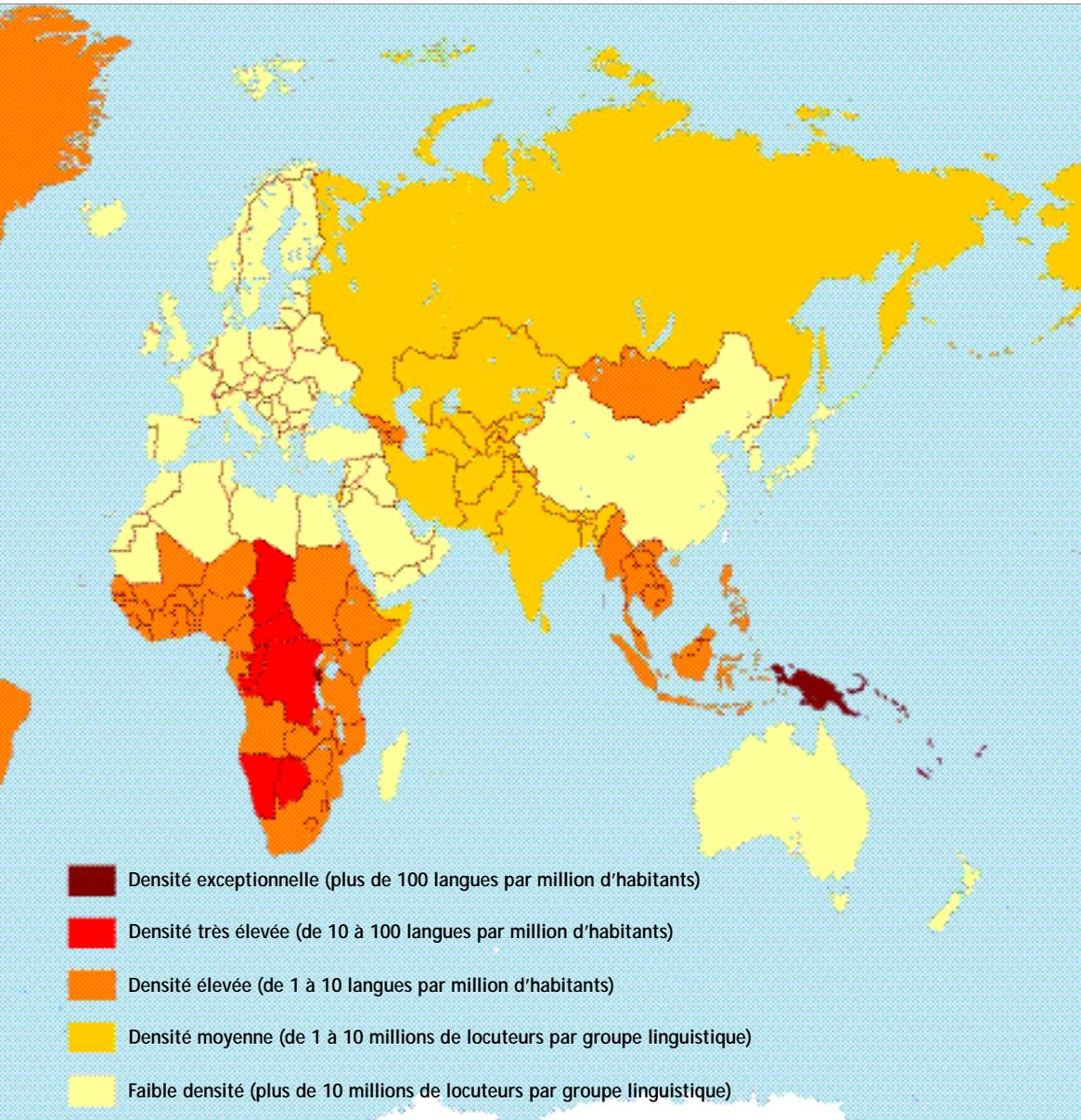


des 500 langues amérindiennes sont en danger, la réduction la plus forte étant prévue au Brésil, où la plupart des langues sont parlées par des communautés extrêmement restreintes.

En Asie du Sud-Est, le nombre de locuteurs par langue est relativement élevé et l'avenir d'une quarantaine des 600 à 700 langues existantes dépendra essentiellement des politiques des Etats.

En revanche, en Asie du Nord-Est, seules six langues sur les 47 recensées ont de réelles chances de se maintenir aux côtés du russe: 20 sont «*morbondes*», 8 «*proches de l'extinction*» et 13 «*en danger*». Les premières sont parlées par une dizaine de locuteurs tout au plus, les deuxièmes sont plus largement utilisées mais ne sont pas transmises aux enfants et les troisièmes comptent des enfants parmi leurs locuteurs mais en nombre décroissant (*Livre rouge sur les langues menacées d'Europe et du Nord-Est asiatique*, Editions UNESCO, à paraître).

En Europe enfin, où le nombre de langues varie du simple au double en fonction des critères de définition utilisés, 123 langues, selon ce même ouvrage, sont parlées, dont 9 sont moribondes, 26 proches de l'extinction et 38 en danger. ■



* Langue maternelle et deuxième langue.

- des années 90. Mais les Zaparas sont déterminés à survivre, même si les menaces qui pèsent sur eux sont plus nombreuses qu'ils ne peuvent compter: leur système numérique ne va pas au-delà du chiffre trois.

Avec l'appui de l'Organisation des peuples indigènes du Pastaza (OPIP), les jeunes Zaparas et leur chef Manari se battent principalement pour la survie de leur langue, la délimitation définitive de leur territoire et le rapprochement avec les Zaparas qui vivent de l'autre côté de la frontière, au Pérou. L'objectif de cette lutte, lancée en 1997, est de sauver une culture et un mode de vie traditionnel basé sur la cueillette et la chasse. Le bilan est loin d'être encourageant.

Cinq locuteurs seulement

Les retrouvailles avec leurs frères péruviens, dont ils sont séparés depuis presque 60 ans en raison d'un conflit territorial entre les deux pays, n'ont pas encore eu lieu. Il faut un mois pour descendre le fleuve et trois pour le remonter. Les Zaparas ont leur premier moteur de hors-bord (un don) depuis deux mois seulement. Il faut en outre des autorisations diplomatiques pour pénétrer cette zone hautement disputée. *«Nous sommes équatoriens mais autrefois, les Zaparas formaient un seul et unique peuple au sein d'une même forêt, rappelle Manari. On ne sait pas trop comment faire pour obtenir un permis et comment contacter nos frères.»*

Ils ont prévu d'envoyer quatre enfants à la rencontre des chamans vivant du côté péruvien pour qu'ils les forment. Depuis que le dernier chaman est mort, les Zaparas équatoriens ont perdu leur unique source de savoir sur les pouvoirs curatifs des plantes et les secrets de la forêt vierge. *«Depuis que mon père est mort, insiste Manari, nous ne sommes plus protégés. Beaucoup de nos frères tombent malades et agonisent.»* La transmission du savoir traditionnel et des traitements des chamans est indissociable de la langue. La survie du zaparo dépasse donc les simples enjeux culturels. C'est

la survie physique de la communauté qui est en jeu. Or, retrouver l'usage du zaparo est une véritable course contre la montre: seules cinq personnes très âgées le pratiquent encore mais elles vivent à plusieurs jours de marche les unes des autres. Parmi elles, Sasiko Takiauri a une soixantaine d'années. Né sur les bords du Conambo, il se souvient que tout le monde parlait zaparo quand il était enfant. *«Je n'ai appris le quetchua qu'à l'âge de 18 ans», dit-il.*

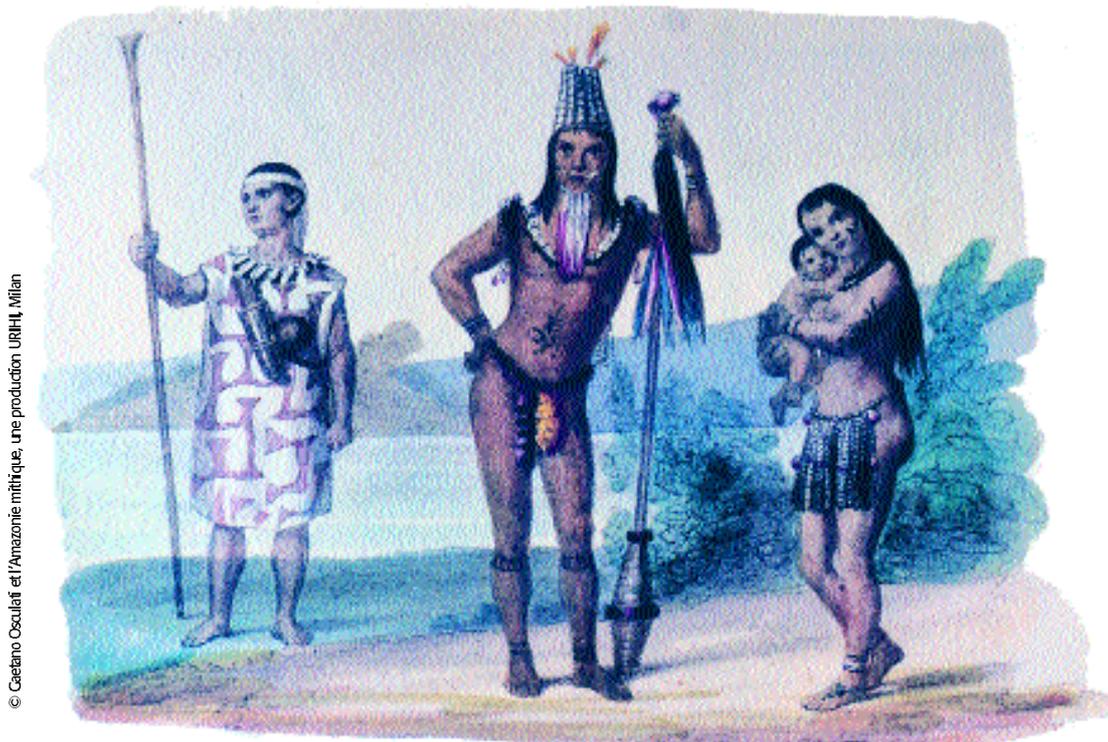
Comme le zaparo, d'autres langues de la région, appartenant à la même famille linguistique, sont menacées. C'est le cas de l'arabela, du iquito et du taushiro au Pérou. D'autres langues apparentées ont déjà disparu, comme le konambo, le gae et l'andoa. Face au quetchua, le zaparo n'a cédé du terrain que relativement récemment. Il y a environ 60 ans, raconte Sasiko, les Zaparas ont commencé à s'identifier à la culture quetchua au fur et à mesure qu'augmentaient les échanges commerciaux avec le village de Sarayacu. Aujourd'hui, dans les écoles des villages zaparos de Llanhama Cocha, Jandia Yacu et Mazaramu où vivent les petits-enfants et arrière-petits-enfants de Sasiko, les cours sont donnés en quetchua et en espagnol, conformément aux directives du gouvernement équatorien sur le bilinguisme. Les instituteurs n'ont que le baccalauréat, ils ne sont pas originaires des communautés dans lesquelles ils enseignent, ils ne gagnent que quatre dollars par mois et ne font pas mystère de leur désir de partir dès qu'ils en auront la possibilité. Leurs élèves n'apprennent que peu d'espagnol et, s'ils connaissent le quetchua, ils n'en ont qu'une pratique orale.

«Nous n'aimons pas demander de l'aide, avoue Manari. Mais maintenant, nous avons vraiment peur de disparaître: nous sommes si peu.» Cependant, Sasiko et les autres anciens recommencent à donner des noms zaparos aux enfants. Ils les appellent Newa, Toaro ou Mukúlt-zagua (perdrix, perroquet, loriot). Pour signifier au monde entier que les Zaparas n'ont pas disparu. ■

Ma langue,
ma précieuse
possession
Ma langue,
mon objet d'affection
Ma langue,
mon cher art.

Inscription d'une affiche maorie
(Nouvelle-Zélande)

Les Zaparas au XIX^e siècle: illustration tirée du livre de l'explorateur italien Gaetano Osculati.



© Gaetano Osculati et l'Amazonie mythique, une production URH1, Milan



nauta@speed.net.ec
Adresse postale de l'OPIP :
Organización de Pueblos
Indígenas del Pastaza
General Villamil s/n y
Teniente Hugo Ortiz
Puyo, Equateur

1 | La guerre des langues

La suprématie de l'anglais est-elle inéluctable?

► Roland J.-L. Breton

La moitié de l'humanité parle une langue de grande diffusion autre que l'anglais. Une stratégie de défense concertée pourrait aisément peser sur les institutions internationales.

En 1919, le président américain Woodrow Wilson obtint que le traité de Versailles entre l'Allemagne et les Alliés soit rédigé en anglais et en français. Depuis, l'anglais : imposé dans la diplomatie et, progressivement, dans les relations économiques, médiatiques, etc. Actuellement, cette langue semble tendre vers un certain monopole en tant que véhicule de communication à l'échelle planétaire.

Il est évident, à l'aube du XXI^e siècle, que la mondialisation accélérée de la sphère économique s'accompagne d'une anglicisation croissante des échanges linguistiques. De plus en plus de personnes sont incitées à utiliser ou à émettre des messages en anglais, plutôt que dans leur langue. Beaucoup ne s'en offensent pas : cela va précisément dans le sens de l'uniformisation inéluctable de la planète et permet à un nombre croissant d'individus de communiquer directement entre eux. Sous cet angle, on peut certes considérer qu'il s'agit de progrès, d'une économie de moyens et d'une simplification des échanges culturels. Car, dira-t-on, l'anglicisation ne vise pas la mort des langues autochtones, elle constitue simplement un instrument pour accéder à un horizon plus vaste.

Peut-être. Mais ne voir que cela, c'est négliger les liens profonds entre émancipation individuelle et pouvoir politique, entre les mécanismes linguistiques, sociaux, économiques qui, dans toutes les sociétés, sous-tendent les rapports entre personnes et groupes, entre culture et structure collective. L'ascension d'un individu est en effet fonction de ses capacités à utiliser le(s) langage(s) le(s) plus utile(s). Et, au fil des générations, la langue la plus valorisante élimine les autres.

L'impérialisme culturel est un phénomène bien

plus subtil que l'impérialisme économique, lui-même déjà plus impalpable et occulté que l'impérialisme politique et militaire, dont les excès sont patents et faciles à dénoncer. Il serait assez inexact de prétendre que la domination de l'anglais dans le monde ait été délibérément voulue, organisée et soutenue par les puissances anglo-saxonnes, parallèlement à leurs démarches sur l'échiquier politique ou à la pénétration de leurs firmes transnationales sur le marché économique. La « guerre des langues » a très rarement été ressentie comme telle et n'a, nulle part et jamais, été déclarée.

Autant on peut étudier et contester les stratégies militaires, diplomatiques, politiques, économiques des grandes puissances, autant les stratégies linguistiques paraissent discrètes, non dites, voire ingénues ou inexistantes. Si les expériences historiques du siècle dernier ont amené beaucoup de puissances à plus de modestie linguistique, leur ont-elles pour autant appris à résister à la dernière hégémonie linguistique?

Bien après la Ligue Arabe, fondée en 1945, qui regroupe maintenant 22 pays représentant 250 millions d'habitants, les pays ayant en commun l'usage ►



Il y a sans doute beaucoup de langues différentes dans le monde, mais aucune n'est sans signification; et si je ne connais pas le sens des mots, je serai un barbare pour celui qui parle, et celui qui parle, à mon sens, sera un barbare.

Nouveau Testament, épître de saint Paul, lettre au Corinthiens

► Géolinguiste, professeur émérite à l'Université Paris VIII. Il a notamment publié *Géographie des langues* (PUF, 1995) et, avec Ranka Bijeljic, *Du Langage aux langues* (Découvertes Gallimard, 1997).

- du français ont innové en initiant une véritable politique commune: ils ont mis sur pied une organisation liant coopération linguistique, économique et politique, l'Organisation internationale de la francophonie quiregroupe (comme le Commonwealth) plus de 50 Etats, avec plus de 500 millions d'habitants. Depuis 1991 se réunissent les colloques de la néerlandité rassemblant plus de huit communautés (environ 40 millions de personnes), ainsi que les Sommets ibéro-américains, regroupant tous les deux ans plus de 20 pays (350 millions d'habitants). Depuis 1992, les Sommets turcophones, biennaux, unissent six Etats indépendants (120 millions d'habitants) de l'Europe à l'Asie centrale à des communautés ethniques mineures. Et, depuis 1996, l'Association des pays de langue portugaise rassemble sept pays (200 millions d'habitants).

«Linguicide» et ethnocide

Un combat en ordre dispersé des langues de grande diffusion suffit-il pour résister à la menace d'uniformisation culturelle? On peut en douter, d'autant que chaque idiome a son propre champ d'action géographique à des niveaux variés de compétence. En additionnant les audiences plus ou moins couvertes par les quelque 10 langues de grande diffusion, on arrive à un total théorique de plus de trois milliards de personnes – la moitié de l'humanité –, ce qui excède largement les quelque deux milliards de locuteurs d'une anglophonie plus ou moins officielle (Commonwealth et Etats-Unis). Si l'on parvenait, pour ces grandes langues, à concevoir une stratégie concertée de défense, elles pourraient aisément peser sur les institutions internationales.

La question de l'avenir des langues ne se pose pas uniquement à ce niveau supérieur des langues

de grande diffusion. Coiffé par lui, le niveau moyen est occupé par la centaine de langues officielles reconnues des Etats ou des entités sub-nationales, comme par exemple les langues constitutionnelles de l'Inde ou celles des nationalités de Russie. Ces langues ont conquis une place qu'elles sont aussi en droit de défendre. Au niveau inférieur vivent ou survivent les milliers de langues dites autochtones, minoritaires, communautaires, ethniques, etc. La plupart sont menacées. Elles concernent environ 300 millions de locuteurs.

La mort annoncée des langues mineures est-elle concevable? Oui, car le meilleur moyen de tuer une langue est d'en enseigner une autre. Le monopole de la centaine de langues nationales sur l'enseignement rend inéluctable le confinement des langues non scolaires aux domaines domestiques et folkloriques, et, à terme, leur éviction des espaces culturels valorisants. Le «linguicide», ou éradication des langues, qu'il soit consciemment voulu ou non, est l'un des moyens essentiels de l'ethnocide, c'est-à-dire de cette déculturation des peuples, qui a été entreprise par toutes les colonisations passées et reste l'objectif plus ou moins avoué des Etats ne reconnaissant pas leurs minorités ethniques autochtones. Avec l'exclusion croissante des langues locales des systèmes d'enseignement, ce «linguicide» ne fait que s'accélérer.

La problématique linguistique dans le monde du XXI^e siècle est donc à deux niveaux. D'une part, comment les langues de grande diffusion ou nationales peuvent-elles résister à l'invasion de l'anglais? Et, d'autre part, comment les langues minorisées et menacées d'extinction peuvent-elles être amenées à être sauvées et à accéder elles aussi au développement? ■

Kenya: retour au kikouyou

En bon héritier du passé colonial, l'écrivain kényan Mwangi wa Mutahi¹ s'est détourné de sa langue, le kikouyou. Avant de se la réapproprier dans ses livres et de devenir l'un de ses hérauts.



© Mwangi wa Mutahi

J e suis né en 1963, l'année de l'indépendance du Kenya, dans une famille paysanne. Lorsque j'étais enfant, on ne parlait que le kikouyou, pour raconter des histoires, chanter, poser des devinettes ou simplement bavarder, au milieu d'adultes qui s'échangeaient les proverbes qui foisonnent dans cette langue. Pour autant que je me souviens, le kikouyou (parlé par environ 22% de la population kényane) est la seule langue qui nous ait été enseignée pendant les trois premières années du primaire, même si j'avais appris l'alphabet anglais à la maternelle.

¹ Son premier roman, *Ngoima*, a été publié en 1999 au Kenya par Lughia Afrika (PO Box 447, Mukurve-ini, Nyiri, Kenya). Il est distribué par Mau Mau Research Center à New York.

La quatrième année, l'anglais a été réintroduit et nous avons dû abandonner le kikouyou: le règlement de l'école nous a interdit de parler ou d'écrire dans notre langue maternelle. Quiconque l'utilisait risquait une correction et une punition, voire une exclusion temporaire. Dans presque toutes les autres écoles primaires du Kenya, le même sort a été réservé au kikouyou et aux autres idiomes africains, qui n'étaient pas de véritables langues aux yeux de mes enseignants mais des patois primitifs.

Avant et après mes études universitaires, j'ai enseigné dans le secondaire. Allais-je en profiter pour encourager le kikouyou auprès de mes élèves, ou bien allais-je révéler les langues étrangères en méprisant la

mienne? J'ai d'abord été un bon défenseur de l'héritage colonial, comme mes collègues enseignants qui s'efforçaient de faire respecter le règlement. J'ai corrigé et puni des élèves chaque fois qu'ils essayaient de parler leur langue maternelle. Comme bien d'autres avant moi, j'ai fait mienne la doctrine coloniale selon laquelle un élève est freiné dans son apprentissage s'il parle ou écrit une langue africaine. Les examens nationaux étant en anglais, les élèves se laissaient facilement convaincre qu'ils devaient maîtriser cette langue s'ils voulaient réussir.

Près de 40 ans après l'indépendance, le système éducatif colonial demeure intact. Aucun changement significatif n'a été apporté à la politique d'enseignement des langues au Kenya, qui en compte une quarantaine. Le gouvernement a tendance à considérer l'usage des langues locales comme une menace à l'unité nationale – exception faite du swahili, déclaré langue officielle, au même titre que l'anglais, par l'ancien président Jomo Kenyatta. L'important est toujours de réussir ses examens en anglais, et de nombreux enseignants africains soutiennent ce système. L'anglais est la voie du prestige, des études ou d'un emploi au Kenya ou à l'étranger.

Blocages

Pour moi, le déclin s'est produit à 32 ans, lorsque j'ai entrepris d'écrire mon premier roman. Je vivais à l'époque aux Etats-Unis, où j'avais un poste de chercheur. En rédigeant *Ngoima*, je souhaitais dépeindre le gouvernement du Kenya indépendant sous son véritable jour néocolonial. Je voulais écrire pour un public de paysans, d'ouvriers et de gens démunis. J'évoquais le problème de la corruption et des négligences dans les soins de santé à travers l'histoire d'une femme qui avait une grossesse difficile. J'ai commencé par écrire en anglais, mais au bout de deux paragraphes, je me suis rendu compte que, dans ma tête, le message que je voulais faire passer était en kikouyou. Cette langue que j'avais parlée durant toute mon enfance était plus profondément ancrée en moi que je ne le pensais. Je me suis heurté au même problème en abordant les dialogues. Faire parler mes deux personnages, deux paysans, en anglais n'avait guère de sens. Leur langue et leur culture étaient kikouyoues. Mon manuscrit n'avancait pas.

Quelques mois plus tard, j'eus l'occasion de retourner au Kenya, chez moi, et de passer du temps avec les gens parmi lesquels j'avais grandi. Mystérieusement, ce retour a relancé l'écriture de *Ngoima*. C'était comme si j'avais pu parler à mes deux personnages de fiction. Au début de 1997, j'ai donc repris le manuscrit, en kikouyou cette fois. J'y voyais plus clair, tant et si bien qu'en deux mois, j'ai achevé le premier jet de mon roman.

Le kikouyou écrit a été freiné parce que trop peu de gens l'utilisent. Par rapport à d'autres langues plus largement parlées, il a tardé à inventer de nouveaux mots ou termes techniques et de nouvelles orthographe. J'ai buté sur ces difficultés tout au long de mon roman, mais j'ai trouvé l'inspiration auprès de deux autres écrivains, Gakaara et Ngugi, qui avaient fait le choix du kikouyou avant moi.

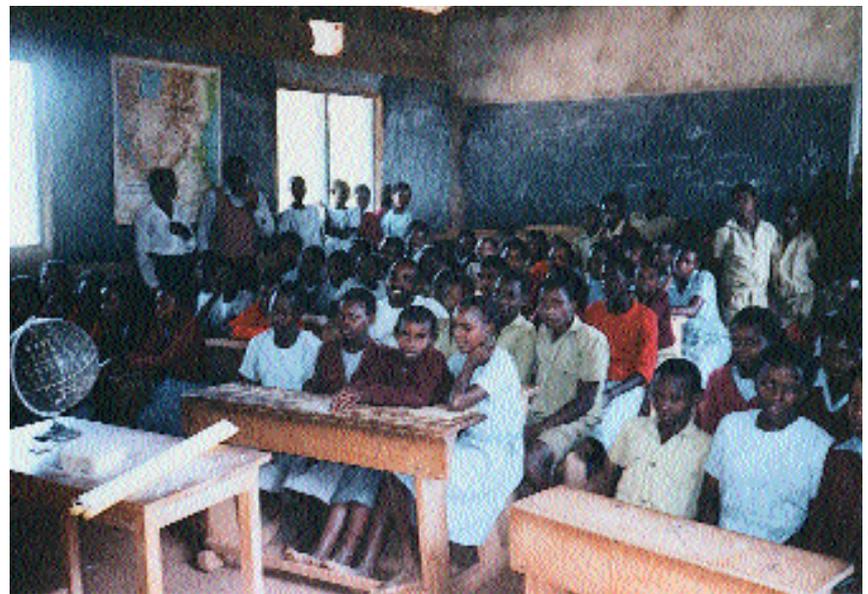
Mon livre a été mis en vente en février 1999. Mon père, un paysan qui, de toute sa vie, n'a guère lu que la Bible, m'a dit que la lecture de mon livre avait été pour lui une «*expérience éducative*». Au fil de la vie des personnages, il a aussi mieux compris certains des problèmes économiques et sociaux de sa communauté.

Rencontres décisives en Erythrée

L'accueil réservé à *Ngoima* en est le modeste témoignage: les langues africaines sont bel et bien vivantes, même s'il est rare que les éditeurs acceptent des manuscrits dans ces idiomes, même si la reconnaissance nationale et internationale passe par l'anglais. Les langues kényanes ont trouvé de fermes avocats parmi les intellectuels et les écrivains mais les paysans et les ouvriers sont leurs défenseurs les plus solides. C'est grâce à eux que les langues continuent à vivre et à évoluer, bien qu'ils manquent cruellement d'écrits dans leur langue maternelle.

Partout, notre langue
répand des larmes
Parce que
ses enfants
s'en détournent
La laissant seule avec
son lourd fardeau.

Poème en oulof (Sénégal)
de Useyno Gey Cosaan



© Mwangi wa Mutahi

Près de 40 ans après l'indépendance, les langues africaines, à l'exception du swahili, ne sont toujours pas enseignées dans les écoles kényanes, où les examens se font en anglais. Ici l'école primaire qu'a fréquentée Mwangi wa Mutahi.

Des écrivains et des chercheurs venus des quatre coins de l'Afrique se sont réunis en Erythrée, en janvier 2000, pour un colloque intitulé «*Contre vents et marées: langues et littératures africaines au XXI^e siècle*». C'était la première conférence de ce genre sur le sol africain. Elle s'est tenue dans un pays qui enseigne maintenant neuf langues à l'école. J'ai réalisé que nous n'avions plus à craindre de voir ces langues disparaître mais que nous devons plutôt faire pression pour qu'elles soient plus largement parlées, lues et traduites.

Certains ont le sentiment de trahir le système élitiste en écrivant dans leur langue. J'estime quant à moi que c'est un moyen de rompre avec la mentalité néocoloniale et de rendre le pouvoir au peuple africain. Rencontrer ces auteurs qui écrivent dans des langues africaines m'a encouragé à poursuivre en kikouyou. Au Kenya, chez moi, je travaille maintenant d'arrache-pied sur mon prochain roman. ■

Idir et la défense du berbère

► Jasmina Sopova

Le chanteur algérien Idir lutte pour la reconnaissance du berbère dans son pays, aux côtés de l'arabe et du français. Pour être «un Algérien à part entière et non plus entièrement à part».

«**T**xilek elli yi n taburt a vava invba / ccen tizebgatin im a yelli ghriba» («Je t'en prie, père Inouba, ouvre-moi la porte/ O fille Ghriba, fais tinter tes bracelets»). Ce refrain de la chanson kabyle «AVava Inouva» a fait le tour du monde, au début des années 70. Mais seuls les quelque 12 millions de Berbères dispersés dans l'Afrique septentrionale et saharienne ont pu comprendre le sens de ces paroles. Cette chanson est pourtant devenue un «tube» international. Son auteur, le jeune Algérien Hamid Cheriet, a choisi le pseudonyme Idir («Il vivra» en kabyle). «A l'époque des grandes épidémies, on prénommait ainsi les nouveaux-nés pour conjurer le sort. Je l'ai choisi en pensant à ma culture, que je sentais menacée», dit-il.

Essentiellement concentrés dans les montagnes du Maroc et de l'Algérie, les Berbères parlent chaoui, chleuh, kabyle, mzab, rifain, shawiya, tshalhit, touareg, targui, tarifit, autant de dialectes du tamazight, leur langue maternelle, qui n'est reconnue comme nationale qu'au Niger et au Mali. Ailleurs, la berbéricité est ignorée, voire bannie.

«On me donne un passeport algérien, mais il me faut une autorisation pour parler ma langue», proteste Idir qui, à l'instar du grand poète martiniquais Aimé Césaire, prête sa voix à «ceux qui n'ont pas de voix».

Ecrire en français, la langue du colonisateur, dans laquelle il a fait toutes ses études – du primaire au doctorat en géologie –, ou en arabe, enseigné à l'époque comme seconde langue en Algérie, ne lui est jamais venu à l'esprit. «De toute façon, si je n'étais pas sorti de mon village, je n'aurais pas parlé un mot d'arabe» dit-il, avant d'ajouter: «Le français ou l'arabe me permettraient sans doute de faire passer mon message à un public plus large, mais je ne saurais ni comment m'y prendre, ni quoi dire».

Sa poésie vient naturellement en kabyle, langue des émotions et des premiers contes. Mais c'est aussi un choix: «Chanter en kabyle est en soi un acte de militantisme, une façon d'exprimer ma révolte, de dire que j'existe. Si j'avais fait un autre métier, j'aurais trouvé d'autres moyens pour exprimer les mêmes revendications».

Penser en français, pleurer en kabyle

La chanson est un accident de parcours dans la vie de Hamid Cheriet, né en 1955 à Ait Lahcène, village reculé de la montagne Djurdjura, en Grande Kabylie. A l'âge de neuf ans, il suit son père à Alger, avec sa mère, sa sœur et ses deux frères. Il y fréquente l'école des missionnaires jésuites. «Etre kabyle passe alors pour une marque de dissidence bouseuse», remarque-t-il. C'est son professeur de sciences naturelles qui lui apprend à «gratouiller la guitare». Le futur géologue se met à composer dès l'âge de 16 ans et sympathise avec des chanteurs kabyles. En 1973, il est appelé à remplacer *in extremis* la célèbre chanteuse Nouara, empêchée d'interpréter en direct sur la radio kabyle d'Alger la berceuse qu'il a composée pour elle.

Le succès est immédiat. En 1975, il va à Paris pour signer un contrat avec Pathé-Marconi et il y reste. Depuis, l'enfant des Aurès ne cesse de défendre la culture berbère, prolongeant ainsi un mouvement lancé à partir des années 40 par de grands écrivains algériens tels que Jean Amrouche, Mouloud Mammeri, Mouloud Feraoun, Kateb Yacine. Pour ces pionniers, la défense de la langue berbère devait passer par le français, s'ils voulaient se faire entendre. Amrouche confiait: «Je pense et j'écris en français, mais je pleure en kabyle». Aujourd'hui, Idir peut aller plus loin.

Il revendique trois langues pour l'Algérie: l'arabe, le berbère et le français. «Je souhaiterais que l'Algérie tienne compte de ceux qu'elle a vu vivre sur sa terre, de ceux qui l'aiment et qui veulent la construire quelles que soient leurs origines, leur langue ou leur religion. L'islam n'a pas à être une religion d'Etat. La religion, c'est pour les croyants et non pour les gouvernements. L'arabe

La meilleure manière d'appartenir à un peuple, c'est d'écrire dans sa langue

Heinrich Böll, écrivain allemand (1917-1985)



© Christian Ducesset/Camma, Paris

► Journaliste au *Courrier de l'UNESCO*.

n'a pas à avoir un statut privilégié, sous prétexte qu'il est la langue sacrée du Coran. A plus forte raison l'arabe classique, langue aseptisée que le peuple ne comprend pas. Aucune langue n'est plus légitime qu'une autre, même si le berbère est chronologiquement la plus ancienne. Le hasard de l'histoire a installé ces trois langues sur cette terre. Elles doivent y rester.

Option facultative

Mais pour le moment, l'unique média en berbère sur le territoire algérien reste la radio kabyle mise en ondes en 1948, «la seule qui soit soumise à une commission de censure». Héritage français: «le berbère permet de gagner des points au baccalauréat, comme option facultative». Mais l'apprentissage de cette langue ne figure pas au programme de l'éducation nationale. Depuis son élection en avril 1999, le président Abdelaziz Bouteflika a, à son tour, écarté l'éventualité de reconnaître officiellement le berbère, si ce n'est à l'issue d'un référendum. Les Kabyles sont réticents à cette idée, qu'Idir considère comme «très dangereuse». «Si ce référendum a lieu, le résultat sera

sans doute négatif, estime-t-il. Et si le peuple dit non à une partie de lui-même, cela signifierait que nous n'avons rien à faire ensemble. Or, à aucun moment de l'histoire, les Berbères n'ont souhaité l'indépendance, à l'exception de quelques illuminés.» Leur principale revendication est la reconnaissance de leur identité au sein de leur patrie. «En tant que Kabyle, je voudrais être un Algérien à part entière et non entièrement à part, comme c'est le cas aujourd'hui.»

Minoritaire en Algérie, comme en France, Idir opte pour le partage. Le titre de son dernier album, sorti chez Sony à la fin de 1999 (déjà disque d'or, soit 250 000 exemplaires vendus) n'est pas anodin: *Identités*, au pluriel. Il y chante avec, entre autres, l'Irlandaise Karen Matheson, l'Ougandais Geoffrey Oryema, les Bretons Gilles Servat et Dan Ar Braz, le Franco-Galicien Manu Chao, les groupes Gnawa diffusion et Zebda, d'origine berbère, arabe et française. Autant de représentants de cultures marginalisées, qui lui ont permis de montrer que sa culture «aussi minoritaire soit-elle, peut s'inscrire dans l'univers». ■

Heuskera, ialgi adi kanpora

«Langue basque, montre-toi», disait une chanson du XVI^e siècle.

Tel est le credo de l'écrivain Bernardo Atxaga¹, même s'il estime que l'espagnol est aussi sa langue maternelle.

D'origine inconnue, l'euskera aurait plus de 4 000 années d'existence et serait aujourd'hui parlé par quelque 600 000 personnes du Pays basque et de la Navarre espagnols, ainsi que par 80 000 autres dans le département français des Pyrénées-Atlantiques. Cette langue a connu un recul significatif pendant les 40 années de la dictature franquiste. Aujourd'hui, elle se porte mieux, pour trois raisons: l'unification de plusieurs idiomes basques autour d'une langue écrite commune, sa reconnaissance en 1979 comme une langue officielle au Pays basque, aux côtés de l'espagnol (castillan), et la promotion de son enseignement.

Parallèlement, une poignée d'écrivains déterminés à promouvoir l'usage du basque ont relancé la littérature dans cette langue. L'un d'entre eux, Bernardo Atxaga, a obtenu en 1989 le Prix national du roman, une des plus hautes distinctions littéraires espagnoles, pour *Obabakoak*. A 48 ans, il est le premier écrivain en langue basque à jouir d'une véritable reconnaissance internationale.

La répression de l'euskera pendant les années franquistes est-elle un mythe plus qu'une réalité?

C'est l'absolue vérité, même s'il est exact que l'euskera n'était pas au mieux de sa forme avant la guerre civile espagnole, quand le Pays Basque avait d'énormes problèmes économiques. Faire survivre la langue relevait du miracle, qui ne pouvait être à

la portée que des intellectuels et des religieux. Mon cas en est un peu l'illustration. Mon grand-père et mon arrière grand-père étaient charpentiers. Ils avaient bien d'autres soucis que la préservation de la langue. Moi, j'ai eu une autre instruction, j'entends par là une sensibilisation qui m'a amené à m'interroger sur les raisons qui me feraient perdre l'usage d'une langue dont j'avais hérité.

La répression a été terrible durant mon enfance. Mes frères et moi recevions une raclée à l'école lorsqu'on nous surprenait à parler basque entre nous. Or, c'était la langue que nous parlions à la maison. Nous savions tous qu'il était interdit de parler basque dans les lieux publics, sous peine d'être sanctionnés.

Avec l'avènement de la démocratie, l'autonomie du Pays basque et les lois linguistiques, on est passé en quelques années de la répression totale à l'obligation d'apprendre le basque à l'école. Que pensez-vous de cette mesure?

L'anglais aussi est obligatoire. C'est un sujet très complexe. Jusqu'à quel point, par exemple, un Etat a-t-il le droit de fixer la ligne officielle de l'enseignement? Pour le moment, tous les Etats le font; le ministère de l'Éducation est très important dans tous les pays. L'espace de liberté est donc très limité. Cela dit, les gens qui vivent au Pays basque et ne veulent rien savoir de notre culture et de notre langue ne sont pas dignes de respect. ►

► Parmi les plus récents ouvrages de Bernardo Atxaga (traduits en une vingtaine de langues) figurent, en français, *Pays basque et Culture, le réveil du hérisson* (Editions Cairns, 1999), *Deux frères* (Christian Bourgeois, 1996) *Un Cheveu sur la langue* (Le Serpent à Plumes, 1995) et, pour les enfants, *Shola et Les Sangliers* (La Joie de Lire, 1999). *Obabakoak* a été publié chez Christian Bourgeois en 1991.

- N'y a-t-il pas, au Pays basque, une utilisation politique abusive de l'euskera?

Sincèrement, je ne le pense pas. Je ne vois pas comment un demi-million de personnes aurait les moyens de nuire à 35 millions d'hispanophones. J'estime, au contraire, qu'il y a abus de position dominante. Les quotidiens nationaux espagnols, par exemple, ne publient jamais une seule information positive sur notre langue, pas une seule. Voilà ce que j'appelle un abus.

L'unification de plusieurs idiomes basques autour d'une grammaire et d'un lexique communs est, aujourd'hui encore, l'objet de nombreuses polémiques. Pensez-vous qu'il fallait en passer par là pour assurer la survie de la langue?

Aucune langue au monde ne progresse en se fondant sur ses divergences. Toutes les langues sont

Les quotidiens nationaux espagnols, par exemple, ne publient jamais une seule information positive sur notre langue, pas une seule. Voilà ce que j'appelle un abus.

centrifuges mais, en même temps, il existe une tendance centripète vers une base commune, sans laquelle aucune des fonctions supérieures du langage ne pourrait être assurée. On ne peut écrire de traités d'architecture en *pidgin*¹, il faut utiliser un anglais standard qui s'est imposé au nom d'une meilleure diffusion des connaissances. Chaque communauté de langue anglaise a son propre accent, sa propre pratique de la langue. On peut être pour ou contre mais, comme disait un ami linguiste à ses élèves latinos, «vous pouvez parler *spanglish* entre vous, mais si vous voulez faire votre droit, il faudra écrire en anglais». Toutes les langues qui progressent tendent vers une simplification. Ce même ami m'a assuré qu'une langue n'est jamais si complexe que lorsqu'elle est parlée dans un village isolé. A Chicago ou à New York, l'anglais est beaucoup plus simple que dans un village perdu d'Angleterre.

Vous êtes parfaitement bilingue. Pourquoi écrivez-vous d'abord en euskera?

Je suis habitué à penser en euskera. Pour moi, l'élaboration d'un conte ou d'un poème se fait toujours dans cette langue. C'est la langue de mon intimité, celle dans laquelle je prends des notes, que je sois à Stockholm ou à Madrid. Je me suis accoutumé à cette pratique qui n'a pas grand-chose à voir avec l'idéologie. Certains auteurs ont besoin de se retirer dans un couvent, sans sortir pendant plusieurs mois. Ma cérémonie de l'écriture implique d'écrire d'abord en basque. J'en suis arrivé à la conclusion que ce n'est pas très important. Je pourrais parfaitement écrire dans une autre langue.

1. «On donne souvent le nom de *pidgin* aux sabirs d'origine anglaise, comme le *pidgin-english* du Cameroun ou le *bêche-demer du Pacifique*». Dictionnaire de la Linguistique, Georges Mounin, PUF, 1993.



© L. Monier/Camma, Paris

Mais vous tenez à être votre propre traducteur...

Il y a des langues qui sont plus ou moins proches. Certaines sont comme des calques superposés qui coïncident. C'est le cas du catalan et du castillan. S'il fallait une représentation imagée de la traduction, je la verrais comme un saut. Et passer du catalan au castillan, c'est comme sauter du trottoir sur la chaussée. En basque, ce saut est énorme. En laisser l'interprétation à un traducteur est extrêmement périlleux. En général, mes traductions se font à quatre mains: des amis très proches me font une première mouture, dont j'extrait la version définitive. Il est très difficile d'expliquer ce que signifie être un auteur bilingue. Affronter son propre texte pour le traduire me semble chaque fois plus vertigineux. A chaque nouvelle expérience, mes textes me paraissent toujours plus éloignés de l'original.

Par contre, les traductions de vos livres en d'autres langues se font toujours à partir du castillan. N'est-ce pas une contradiction?

Pas du tout, car l'idée que je me fais de ma langue, idée que je ne sépare jamais de ma manière de vivre, place aussi l'espagnol au rang de langue maternelle. Dans ma façon de vivre coexistent deux langues maternelles et j'ai la chance de pouvoir m'exprimer aussi bien dans les deux.

Vous considérez-vous comme nationaliste?

L'Espagne ne me déplaît pas. Politiquement, je ne suis pas indépendantiste. L'Espagne ne me semble ni une mauvaise organisation, ni un mauvais pays. Mais on peut en faire partie et demeurer critique. ■

La langue est pouvoir (...), elle peut être utilisée comme un outil de changement.

Adrienne Rich, femme de lettres américaine (1929-)

2 | La paix des langues

Éloge du plurilinguisme

Il faut promouvoir le trilinguisme en enseignant une langue maternelle, une «de voisinage» et une internationale estime le linguiste Joseph Poth¹.

Existe-t-il un lien entre politique linguistique et culture de la paix?

Le lien est direct. Lorsqu'on brime une langue maternelle minoritaire, on crée chez ses locuteurs un malaise, un conflit interne. Or, quand on n'est pas en paix avec soi-même, on ne peut pas l'être avec les autres. Les langues demeurent le seul outil qui permette de communiquer, c'est-à-dire de dialoguer et de se comprendre, que ce soit par écrit, oralement ou via le cyberspace. Cette philosophie – se préoccuper des langues, instruments de dialogue, pour répondre aux problèmes que posent l'intolérance et la violence – a inspiré, depuis plus de 15 ans, le projet Linguapax de l'UNESCO (voir encadré p.30).

La communauté internationale ne réagit-elle pas avec beaucoup de retard face à la question linguistique?

Elle est en train de se réveiller. En décembre 1999, 69 Etats ont présenté à l'Assemblée générale des Nations unies un projet de résolution pour le respect du multilinguisme. La Conférence générale de l'UNESCO

sociétés. C'est un objectif que certains pays ont atteint depuis longtemps. Le Luxembourg, par exemple. Et si vous dites aux Luxembourgeois qu'ils peuvent «se payer le luxe» de trois langues parce qu'ils sont riches, ils vous répondront qu'ils sont riches justement parce qu'ils sont trilingues à la base. Quelles sont ces trois langues qu'il faudrait apprendre?

La langue maternelle, évidemment, une langue de voisinage et enfin une langue internationale. La politique linguistique de l'UNESCO substitue le concept de «langue de voisinage», de «langue limítrophe» au vieux concept de «langue étrangère». C'est avec le voisin que l'on fait le plus souvent la guerre, c'est donc sa langue qu'il faut apprendre, pour connaître ses besoins et ses aspirations, pour apprécier sa culture et ses valeurs.

Entre-temps, les petites langues continuent de disparaître. Comment les sauver?

Une langue restera en danger tant qu'on ne l'aura pas introduite dans un programme éducatif. Si on lui reconnaît le statut de langue d'enseignement, ne serait-ce que pour une partie du programme, tout un «système de sauvetage» se met en place. Elle reprend le circuit de la vitalité. Elle est sauvée.

Le monolinguisme est-il un handicap?

Il est toujours très réducteur. Il ne permet de voir le monde qu'à travers le prisme, forcément limité, d'une seule langue, fût-elle universelle, et il est de surcroît volontiers dominateur: les locuteurs qui peuvent se permettre de rester monolingues sont des ressortissants de pays dont la puissance culturelle-politique, économique et militaire est écrasante.

Par ailleurs, le monolinguisme contribue à «l'insécurité linguistique», un concept nouveau qui reflète une réalité très ancienne. A l'UNESCO même, nous en sommes régulièrement les témoins lors de réunions internationales. Les participants dont la langue maternelle est très peu répandue restent souvent muets. Ils ont d'excellentes idées mais ils n'osent pas les exprimer, parce qu'ils se sentent mal à l'aise dans les langues officielles de l'Organisation. Ceux dont la langue maternelle est internationale sont extrêmement privilégiés. C'est très injuste. ■

Une langue restera en danger tant qu'on ne l'aura pas introduite dans un programme éducatif

vient d'approuver quatre résolutions en faveur de la diversité linguistique et de l'éducation plurilingue. En 2001, l'Union européenne et le Conseil de l'Europe organisent, avec la participation de l'UNESCO, l'Année européenne des langues. C'est un bel exemple de coopération internationale, car elle concerne toutes les langues et non pas seulement les européennes. Elle va marquer le début d'un grand nombre de projets, qui seront mis en œuvre partout dans le monde. Comment expliquez-vous ce sursaut?

Depuis quelques années, la question linguistique est sur le devant de la scène éducative mondiale. Nous sommes de plus en plus sollicités par les Etats membres qui recherchent des solutions à des situations linguistiques très compliquées. L'Europe, mais aussi l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine, ont compris que le troisième millénaire sera celui de la coopération et des confédérations, et qu'il faudra concilier les impératifs de la préservation de sa propre identité avec ceux de la communication. Quel est l'objectif principal de la politique linguistique internationale?

Réussir à promouvoir le trilinguisme dans toutes les

Qui ne connaît pas de langues étrangères ne sait rien de la sienne.

Johann Wolfgang von Goethe, écrivain allemand (1749-1832)

■ Directeur de la division des langues de l'UNESCO à Paris.

Propos recueillis par Araceli Ortiz de Urbina, journaliste au *Courrier de l'UNESCO*.

Le monde au chevet des

Il n'existe pas encore d'accord international spécifique sur les droits linguistiques mais les pressions montent en ce sens. Y compris sur Internet où les sites de défense et de promotion des langues abondent.

Linguapax

Division des Langues de l'UNESCO
7, place de Fontenoy
75352 Paris 07 SP, France
Fax: 33 (0)1 45 68 56 22/56 27
am.majlof@unesco.org
unesco.cat@cc.uab.es

Jusqu'au milieu des années 80, l'action de l'UNESCO en faveur des langues avait été peu ambitieuse. Puis, l'organisation a lancé en 1986 le projet Linguapax, qui visait à «*lier l'enseignement des langues à une culture de la tolérance et de la paix*», rappelle Felix Marti, président du Comité consultatif pour le pluralisme linguistique et l'éducation multilingue créé en 1998.

Durant les 15 dernières années, Linguapax a donné lieu à de nombreuses réalisations dans divers secteurs:

- assistance technique à des projets nationaux ou régionaux concrets, comme la reconstruction du système éducatif en langue khmère au Cambodge. Ce projet a permis de publier deux millions de manuels scolaires en langue khmère et de former une solide équipe d'éducateurs cambodgiens.
- création d'un réseau interuniversitaire pour la promotion du projet et de ses objectifs, coordonné par l'Université de Mons, en Belgique.
- préparation d'un rapport sur les langues du monde (voir plus bas).

Protéger la diversité des langues et promouvoir une éducation multilingue sont deux objectifs étroitement liés. Pour concrétiser le premier d'entre eux, des guides et des manuels destinés aux professeurs et aux responsables des politiques linguistiques ont été élaborés dans le cadre de Linguapax avec des pays en développement, africains notamment, qui désiraient introduire leurs langues vernaculaires dans l'enseignement. Un nouveau programme, baptisé Périclès, a pour but de relancer l'intérêt des jeunes en faveur des langues des pays limitrophes au leur, à partir du patrimoine commun (sites naturels et monuments). Un projet baptisé Périclès/Trois frontières (Luxembourg, France, Allemagne) est en phase expérimentale dans ces pays. Il pourra servir de base à d'autres régions du monde où subsistent des séquelles de conflits récents ou anciens.

Si la prise de conscience internationale sur la nécessité de protéger ce patrimoine immatériel de l'humanité que sont les langues est bien réelle, il reste néanmoins à la traduire en engagements. «*Il n'existe pas d'accord international spécifique sur les droits linguistiques*, déplore Felix Marti. *C'est un thème très délicat mais l'UNESCO se doit d'élaborer un instrument international de protection des langues susceptible d'être adopté par une majorité d'Etats.*»

Le Rapport UNESCO sur les langues du monde

Comment s'appelle cette langue? Est-elle écrite? Où est-elle parlée? Quelle est sa zone de diffusion? Telles sont quelques-unes des questions posées dans le cadre d'une enquête lancée en 1997 par l'UNESCO, parallèlement à une vaste consultation d'institutions linguistiques, d'experts et de sources bibliographiques. Le tout permettra la publication, prévue pour 2001, de ce premier rapport synthétique sur les langues du

monde.

Pour protéger le patrimoine linguistique de l'humanité, il est en effet nécessaire de disposer d'une description complète et objective de l'état des langues du monde, de leur dynamique et de leur évolution. Ce rapport s'est fixé un autre objectif plus ambitieux: proposer des solutions et des modèles d'action pour la défense et la protection des langues en danger d'extinction.

Journée internationale de la langue maternelle

<http://webworld.unesco.org/imld>

En novembre 1999, la Conférence générale de l'UNESCO a décidé de proclamer une Journée internationale de la langue maternelle le 21 février de chaque année. A l'occasion de la première célébration de cette journée au siège de l'organisation, la phrase «*Dans la galaxie des langues, chaque mot est une étoile*» a été traduite en 64 langues.

Les gardiens des langues

Les organismes internationaux et non gouvernementaux pour la défense de la diversité linguistique sont chaque jour plus nombreux.

En voici quelques-uns:

Terralingua

P.O.Box 122

Hancock, Michigan 49930-0122 Etats Unis

<http://cougar.ucdavis.edu/nas/terralin/>

Pour cette ONG fondée en 1996, les patrimoines matériel et immatériel de l'humanité sont menacés par les mêmes facteurs socioéconomiques et leur préservation est un même combat. Terralingua considère ainsi que la protection des territoires, des langues et des cultures des peuples indigènes a une importance décisive pour la préservation de la biodiversité: ces peuples ne représentent que 5% de la population mondiale mais parlent 57% des langues existantes sur Terre et leur vocabulaire reflète la grande diversité écologique des zones où ils vivent.

Le site de cette ONG propose une vaste documentation ainsi que des liens avec d'autres organisations poursuivant le même objectif. Il collecte aussi des proverbes ou des poèmes dans n'importe quelle langue du monde et offre de contribuer au Fonds des langues en péril (The Endangered Language Fund), dont la devise est: «*Quand une langue meurt, elle disparaît à jamais*».

L'Observatoire linguistique

<http://www.linguasphere.org>

Organisation de recherche internationale indépendante et

langues



sans but lucratif, l'Observatoire linguistique a lancé en février 2000 la première édition (en anglais) du Répertoire des langues et des communautés linguistiques du monde. Il propose une classification détaillée des idiomes et des dialectes du monde, avec une évaluation du nombre de leurs locuteurs actuels.

SIL

<http://www.sil.org>

Ce centre international de linguistique, basé à Dallas (Etats-Unis), se consacre depuis plus de 50 ans aux langues les moins connues du monde: études et recherches sur plus de 1 300 idiomes, en particulier ceux qui ne sont transmis qu'oralement.

FIPLV

<http://www.cet.univ-paris5.fr/fiplv2000/prof.html>

Fondée à Paris en 1931, la Fédération internationale des professeurs de langues vivantes (FIPLV) promeut l'enseignement et l'apprentissage des langues vivantes pour faciliter la communication, la compréhension, la coopération et l'amitié entre les peuples du monde. Elle a un statut d'ONG reconnue auprès de l'UNESCO et du Conseil de l'Europe.

Droits linguistiques

www.linguistic-declaration.org

Le Comité de suivi pour une Déclaration universelle des droits linguistiques prône l'adoption d'un tel texte. Il défend le principe de l'égalité de chaque communauté, dont les membres ont de ce fait le droit d'être éduqués dans leur langue à l'école et celui de communiquer dans le même idiome avec les organismes officiels.

Naviguer sur la mer des langues

Internet est devenu un précieux outil de travail pour les étudiants, les traducteurs ou les professeurs de langues. Ils peuvent y trouver des pages qui leur permettent de télécharger gratuitement les caractères des alphabets existants, dont le cyrillique, le mandarin ou l'hébreu, de ceux qui ont disparu (comme les idéogrammes égyptiens) ou de ceux qui ont été imaginés, (comme celui créé par Tolkien pour son ouvrage fantastique *Le Seigneur des anneaux*). De nombreux sites proposent en outre des exercices pour apprendre l'anglais ou l'espagnol. L'accès à la base de données terminologiques du service de traduction de l'Union européenne est également gratuit. Ce super dictionnaire baptisé Eurodicautom a plus de 5,5 millions d'entrées dans les 12 langues de l'UE.

Internet est cependant une «arme à double tranchant» dans la bataille pour le multilinguisme car une bonne partie de ses informations en ligne existe uniquement en anglais. Citant des études réalisées par les entreprises Internet Society et Euromarketing, l'édition 1999-2000 du *Rapport mondial sur la communication et l'information* publié par l'UNESCO rappelle que 58% des internautes utiliseraient l'anglais. Loin derrière arriveraient l'espagnol (8,7%), l'allemand (8,6%), le japonais (7,9%) et le français (3,7%). Cette primauté est encore plus nette sur les pages Web puisqu'en juillet 1997, 81% d'entre elles étaient rédigées en anglais, contre 4% en allemand, 2% respectivement en japonais, en français ou dans les langues nordiques et 1% en l'espagnol. Toutes les autres langues ne représentaient ensemble qu'à peine 8% des pages Web.

Eurodicautom:

<http://eurodic.ip.lu/cgi-bin/edicbin/EuroDicWWW.pl>

Centre virtuel Cervantes: <http://cvc.cervantes.es/>

Leçons et exercices en anglais:

<http://www.englishlearner.com>

Equateur: l'irréductible shuar

► Marcos Almeida

Les Shuars (ex-Jivaros) de l'Amazonie équatorienne défendent et enseignent leur langue, principal vecteur de leur identité culturelle. Ainsi préservent-ils aussi leur autonomie.

Qui n'a pas entendu parler des Shuars, qu'on appelait autrefois les Jivaros? Dans leurs récits, les explorateurs et les premiers missionnaires évoquaient déjà leur caractère indomptable et leur individualisme farouche. Les mythiques «réducteurs de têtes» ne se sont jamais laissés conquérir. Ce peuple qui vivait de chasse et de cueillette s'est reconverti dans l'élevage et la culture des agrumes. Ils pratiquent aussi les cultures horticoles traditionnelles dans des zones très enclavées de la forêt amazonienne. Tous ont choisi d'entrer dans la modernité sans pour autant renoncer à leur langue ni à leur culture.

Les pères salésiens, venus pour les évangéliser à la fin du XIX^e siècle, ont été les témoins des injustices quotidiennes qu'ont subies les Shuars. Les descendants des colons ont réquisitionné leurs terres et multiplié les mauvais traitements à leur égard. Mais les religieux ont été sensibles à la volonté des Shuars de renforcer leur propre cohésion afin de mieux affronter les défis contemporains. En 1964, ils ont soutenu la création d'une Fédération des communautés shuars, afin que celles-ci reprennent en main leur destinée. Première organisation autonome de ce type en Amérique latine, elle a lancé le mouvement indigène équatorien qui a fait irruption dans le paysage politique national au cours des années 90. En Equateur, la Fédération fonctionne comme un Etat dans l'Etat et prend en charge la répartition des terres, la gestion de l'éducation et des services sanitaires.

Bilinguisme officiel

La mise en place du Système d'éducation radiophonique biculturel Shuar (SERBISH) a largement favorisé cette autonomie. La Fédération couvre en effet une zone difficile d'accès où les forêts impénétrables succèdent aux sommets inaccessibles. Le programme éducatif radiophonique en shuar et en espagnol a été lancé en 1968 et s'est étendu en 1972. Il est devenu le soutien essentiel des nouvelles écoles bilingues.

Le système éducatif biculturel des Shuars a deux grands objectifs: enseigner l'espagnol pour mieux revendiquer une égalité entre tous les citoyens équatoriens et faire du shuar une langue moderne pour mieux préserver l'identité de ses locuteurs. Dès le départ, les familles shuares se sont montrés enthousiastes: leurs enfants allaient pouvoir échapper aux internats austères des pères salésiens et à une rupture brutale avec leur culture et leur milieu d'origine. Et ils n'auraient plus honte de leur langue mater-

nelle, le bilinguisme étant officiellement en vigueur dans le nouveau système.

Le SERBISH comptait 33 groupes scolaires la première année et 120 deux ans plus tard. Aujourd'hui, il couvre quatre provinces de l'ouest de l'Equateur avec 297 établissements, de l'enseignement primaire jusqu'au lycée, et près de 7 500 élèves (les Shuars sont environ 70 000).

Lutter pour la différence

Le ministère de l'Education équatorien a signé plusieurs accords qui légalisent le travail des «téléauxiliaires». Ce sont des enseignants shuars payés par l'Etat ou des volontaires qui reçoivent une indemnité. Ces derniers encadrent les enfants lors de la diffusion de programmes didactiques, pendant que l'enseignant s'occupe d'autres élèves. Le système repose sur deux niveaux d'enseignement. Le programme national en espagnol prépare aux examens officiels. S'y ajoutent des cours de langue et de civilisation shuares.

Au début, les contenus pédagogiques étaient ceux des programmes nationaux, avec en plus l'empreinte religieuse des pères salésiens. Aujourd'hui, on accorde plus de place à certains aspects de la cosmogonie traditionnelle shuare. On étudie les mythes, la botanique et la zoologie locales et les techniques artisanales ancestrales. Parallèlement, le SERBISH prépare aux baccalauréats d'Education interculturelle bilingue (EIB) et de biochimie. Depuis 1999, il propose aussi un bac agricole et vétérinaire, qui sensibilise les élèves à la gestion raisonnée des ressources naturelles.

Les Shuars sont fiers d'être des pionniers, au niveau national et international, et ne désarment pas devant les énormes difficultés de l'Equateur. Le pays croule sous le poids de sa dette extérieure, traverse une terrible crise financière et risque une dollarisation de l'économie qui aggraverait le sort des couches les plus pauvres de la population.

Les équipements radiophoniques de la Fédération shuare n'ayant pas été changés depuis les années 60, la qualité de la réception n'est pas très bonne dans certaines zones isolées. En 1999, des accords passés avec des institutions étrangères, comme la GTZ d'Allemagne, qui permettaient de compléter les maigres subventions ministérielles, sont arrivés à leur terme. Beaucoup de professeurs, qui ne gagnent guère plus de 40 dollars par mois, ne peuvent plus se rendre dans certains villages, accessibles uniquement par avion. Ce

Il ne serait pas bon que
disparaisse
la langue mixe.
Elle est notre culture et
nous l'avons héritée de
nos ancêtres.
Si elle devait
disparaître,
il ne resterait rien
de notre passé
et nos frères
s'ignorerait.

Indien mixe anonyme du
Mexique

► Journaliste à Quito (Equateur).

Pour qu'une personne puisse se sentir à l'aise dans le monde d'aujourd'hui, il est essentiel qu'elle ne soit pas obligée, pour y pénétrer, d'abandonner sa langue identitaire.

Amin Maalouf, écrivain libanais (1949-)



Un couple de Shuars devant la porte de leur maison.

© Fundación Omaere, Puyo, Equateur

qui n'empêche pas les Shuars, confiants dans la force de leur organisation, de songer à lancer une chaîne de télévision éducative. Beaucoup d'entre eux sont mobilisés par ce projet, recherchant activement une aide technique et financière étrangère. Ne sont-ils pas déjà parvenus, à travers leurs propres initiatives, à ramener le taux d'analphabétisme à 2% et celui de l'illettrisme à 7% parmi les leurs? «Croyez-moi, nous saurons nous battre pour nos droits à l'éducation», assure avec superbe Guillermo Sensu, directeur de la filière EIB de la province de Morona-Santiago.

En Equateur, où 30% de la population parle une ou plusieurs des langues vernaculaires, il a fallu

attendre la nouvelle Constitution de 1998 pour que soit officiellement reconnu «l'usage du quetchua, du shuar et des autres idiomes ancestraux pour les peuples indigènes». La politique linguistique des Shuars est totalement atypique car elle s'est construite indépendamment de l'Etat, souligne le socio-linguiste français Louis-Jean Calvet. A ses yeux, «cette politique élaborée et instaurée par une minorité, revêt un caractère exemplaire car elle démontre que les impérialismes linguistiques qui s'imposent lentement à travers le monde ne sont pas une fatalité». Elle prouve, conclut-il, qu'«il est encore possible de lutter pour la différence dans un univers qui tend à s'uniformiser».

Babel indienne: voie royale pour l'anglais?

► Amitav Choudhry

Avec plus de 1 600 langues recensées, l'Inde est vraiment un pays multilingue. Mais ses idiomes minoritaires sont menacés d'extinction, tandis que l'anglais gagne du terrain.

L'Inde, qui compte environ un milliard d'habitants, est souvent considérée comme un modèle de coexistence linguistique. La fédération indienne a deux langues officielles (l'hindi et l'anglais) et la Constitution en reconnaît 18 dans ses Etats. Au total, 418 langues (parlées par plus de 10 000 locuteurs) sont officiellement répertoriées en Inde. La radio All-India émet en 24 langues et 146 dialectes; les journaux sont publiés en 34

langues au moins; 67 langues sont enseignées dans le primaire et 80 dans les cours d'alphabétisation. La Constitution garantit aux citoyens le droit de «conserver» leur langue et toutes les minorités religieuses ou linguistiques ont le droit d'administrer des institutions scolaires.

La tradition du multilinguisme a beau remonter à des milliers d'années, il n'est pas toujours simple de la prolonger. La République fédérale indienne ►

► Directeur de l'unité de recherche linguistique de l'Institut indien de la statistique (Calcutta).

- comprend aujourd'hui 26 Etats et six Territoires, dont certains ont été constitués en 1956 sur une base unilingue. Cependant, les langues officielles adoptées par les Etats ou les Territoires ne sont pas forcément parlées par toute la population concernée, dont aucune de ses communautés n'est totalement monolingue.

Stricte hiérarchie officielle des langues

Dans ce contexte, certaines langues se sont répandues au dépens des autres. Car l'Inde compte en fait plus de 1 600 langues dites «maternelles», dont le plus grand nombre est privé de statut officiel et donc de protection. La situation est encore plus compliquée du fait que chaque langue a au moins trois variantes. L'hindi en possède pas moins de 48. En Inde, où le concept de nation est récent, la langue est devenue un enjeu crucial. Les politiques linguistiques donnent depuis toujours matière à débats et controverses entre politiciens, enseignants et planificateurs.

Une stricte hiérarchie officielle des langues a été instituée. Au sommet figurent l'hindi et l'anglais. Puis viennent les langues officielles des Etats et Territoires, suivies par les idiomes qui, sans être utilisés dans l'administration, sont parlés par plus d'un million de personnes. Des centaines d'autres se trouvent au bas de l'échelle, sous la houlette d'un commissaire aux minorités linguistiques. Son rôle est consultatif: il ne peut donc contraindre les

gouvernements des Etats à suivre ses recommandations. Parmi ceux-ci, certains espèrent que les langues minoritaires de leurs administrés auront disparu avant d'avoir jamais pu être enseignées...

Pendant ce temps, l'anglais gagne du terrain. En 1949, la Constitution avait prévu qu'après une période de 15 ans, où l'hindi et l'anglais seraient utilisés au Parlement, l'hindi deviendrait la seule langue des débats parlementaires. Mais, à l'issue de ce laps de temps, l'hindi est resté, tout autant que l'anglais, une langue étrangère pour les deux tiers de la population. Considéré comme une langue «neutre» permettant de communiquer avec un plus grand nombre de personnes, l'anglais est vu comme la langue de la technologie, de la modernité et du développement. C'est aussi le symbole d'un certain statut social. L'anglomanie qui en découle porte préjudice à l'épanouissement des langues indiennes mais aussi à l'évolution «normale» de la société. Ce phénomène atteint parfois des proportions grotesques. Ainsi certains hommes politiques décriant l'usage de l'anglais envoient-ils leurs enfants dans les meilleures écoles... anglophones.

Il appartient aux élites intellectuelles (souvent bilingues, voire trilingues) des communautés minoritaires de promouvoir leur langue maternelle. Elles doivent trouver le moyen de repousser l'«envahisseur» néocolonial et donner un nouvel élan aux langues en déclin pour les adapter au monde moderne. ■

Conserver: c'est ce qu'on fait avec les confitures de fruits ou avec le saumon en boîte (...). Les livres, les enregistrements peuvent conserver une langue mais seuls les gens et les communautés, peuvent la garder vivante.

Nora Marks-Dauenhauer et Richard Dauenhauer, historiens de langue maternelle tlingit (Alaska)

Un cours d'alphabétisation pour des femmes indiennes, accompagnées de leurs enfants.



© Howard Davies/Panos Pictures, Londres

Vie et mort des langues: les locuteurs décident

► Jean-Louis Calvet

L'Etat parvient rarement à imposer à une population une langue dont elle ne veut pas ou plus. Les langues évoluent, naissent et meurent, en fonction des besoins de leurs locuteurs.

A l'instar de l'écologie qui présente les différents niveaux de la vie comme une série d'emboîtements allant de la cellule à l'écosphère, les langues du monde peuvent être représentées comme un système «gravitationnel». La clef de voûte de ce dernier est aujourd'hui l'anglais, langue «hypercentrale» autour de laquelle gravitent une dizaine de langues «supercentrales». Cent à deux cents langues «centrales», liées aux «supercentrales» par les locuteurs bilingues, sont à leur tour le pivot de la gravitation de 4 à 5 000 langues «périphériques».

Toutes ces langues n'ont donc pas le même poids, la même force, le même avenir. Celui-ci étant incertain pour la grande majorité d'entre elles, on se mobilise de plus en plus pour les protéger. Les langues, comme les bébés phoques ou les baleines, sont considérées comme des espèces menacées (voir pp. 18 et 19). Mais, ces inquiétudes ne concernent pas seulement les langues «périphériques». Elles se manifestent aussi à propos de langues de grande diffusion, hyper ou supercentrales, comme l'anglais ou le français. Ainsi, aux Etats-Unis, des organisations comme US English, US First ou Save Our Schools militent pour que l'anglais soit reconnu comme la seule langue officielle du pays, s'opposant au bilinguisme que laisse présager les migrations importantes d'hispanophones. En France, la loi du 4 août 1994 (dite «loi Toubon») a tenté de réglementer l'usage de la langue française en luttant contre les emprunts.

Une peur irréflectie face aux emprunts

La pureté de la langue est un mythe, qui condamne à l'immobilisme. Le latin de Cicéron est peut-être une langue pure, mais plus personne ne le parle et l'on pratique aujourd'hui, sous des noms divers (italien, espagnol, roumain, français, catalan, etc.) des latins différents, qui ont évolué au fil de l'histoire.

Ce mythe, cette volonté de protection, témoignent d'une peur irréflectie face au changement, aux emprunts, à l'évolution, comme si seule la stabilité pouvait garantir l'identité. Dès lors, jusqu'où peuvent ou doivent aller les politiques linguistiques de protection des langues? Est-il possible de maintenir en survie, par une sorte d'acharnement thérapeutique ou de mise sous perfusion, des formes linguistiques abandonnées par leurs locuteurs?

Bien sûr, certaines politiques linguistiques ont été des succès. Ata Türk a pu, de façon autoritaire, réformer l'orthographe du turc, supprimer de son lexique les emprunts à l'arabe et au farsi. L'Indonésie s'est donnée une langue d'unification, le bahasa. Mais ailleurs, les choses ont été moins simples. La politique d'arabisation en Algérie se heurte toujours à de grandes difficultés, et les tentatives de Sékou Touré de faire de la Guinée un pays officiellement plurilingue ont été un énorme échec.

«Guerre des langues»: une métaphore commode

En fait, une politique linguistique ne réussit que lorsqu'elle va dans le sens que la pratique sociale a esquissée, et ne parvient que rarement à imposer à une population une langue ou une réforme dont elle ne veut pas. On peut donc se demander s'il est possible de défendre (ou de sauver) une langue dont les locuteurs ne veulent plus. Car ce n'est pas alors la langue qui est en cause mais la valeur que ses locuteurs lui attachent. La politique linguistique ne peut pas les ignorer.

Une langue en effet ne disparaît pas seulement parce qu'une autre langue la domine, mais aussi et peut-être surtout parce que les citoyens acceptent ou choisissent de l'abandonner, de ne pas la transmettre à leurs enfants. La «guerre des langues» est une métaphore commode, mais les langues, elles-mêmes, ne peuvent pas se faire la guerre. Ce sont les êtres humains qui luttent, s'opposent ou composent. Et nous pouvons suivre leurs relations conflictuelles à travers les relations entre leurs langues.

Pour un linguiste, la disparition d'une langue est toujours regrettable, mais les langues ne sont pas des objets d'art. Elles appartiennent à ceux qui les parlent et changent tous les jours, s'adaptent à leurs besoins: elles doivent servir les hommes et non l'inverse. Car les langues évoluent sans cesse, dans leurs formes et dans leurs rapports. Et si les unes meurent, d'autres naissent, souvent sous nos yeux.

Depuis la chute du mur de Berlin et l'éclatement de la Yougoslavie, de nouveaux Etats sont apparus et, avec eux, de nouvelles langues sont en train de s'affirmer: le bosniaque, le serbe, le croate, que l'on considérerait il n'y a guère comme une seule langue, le serbo-croate. Leurs locuteurs, pour mieux marquer leur identité, sont en train d'accentuer et de durcir les différences qui ne reposaient que sur quelques dizaines de mots. De la même façon, la division de la Tchécoslovaquie en Tchéquie et en Slovaquie va faire du tchèque et du slovaque des langues de plus en plus éloignées.

En Afrique francophone, l'appropriation de la langue officielle, le français, se manifeste dans l'émergence de formes ►

► Professeur de socio-linguistique à l'Université de la Sorbonne (Paris). Il est l'auteur d'une vingtaine d'ouvrages (traduits dans une dizaine de langues), parmi lesquels *Pour une écologie des langues du monde* (Plon, 1999), *La Guerre des langues* (réédité en 1999 chez Hachette), *Les politiques linguistiques* (PUF, 1996), *Histoire de l'écriture* (Plon, 1996) et *L'Argot en vingt leçons* (Payot, 1994).

► locales: on ne parle pas tout à fait le même français au Sénégal et au Gabon, au Niger et en Côte-d'Ivoire. Ces différences pour l'instant légères préfigurent peut-être un éclatement à venir du français qui deviendrait la «langue mère» d'une nouvelle génération de parler, comme le latin est la langue mère des langues romanes. Il en va de même de l'anglais, de l'arabe, de l'espagnol. On ne parle pas tout à fait la même langue à Madrid et à Buenos Aires, à Londres et à Bombay, et pas du tout à Rabat et à Ryad. Car la fonction des langues a des retombées sur leur forme. Sur les marchés africains, dans les capitales, les langues véhiculaires qui assurent la communication commerciale se différencient lentement de leurs variantes vernaculaires: le wolof de Dakar n'est plus le même que celui des paysans, le bambara de Bamako n'est pas semblable à celui de Ségou, situé à 230 km de la capitale.

Aux XVII^e et XVIII^e siècles, dans des conditions différentes, des créoles étaient apparus, solution linguistique à un problème de communication rencontré par les esclaves de langues différentes importés vers les îles de l'océan Indien ou des Caraïbes. A partir de langues européennes comme l'anglais, le français ou le portugais, ils créèrent des langues aujourd'hui différenciées: un Mauricien, un Haïtien et un Guyanais ne se comprennent pas, même si leurs

langues ont un ancêtre commun, le français. Demain peut-être, les enfants de migrants parleront, à côté de la langue de leur pays d'accueil, un turc d'Allemagne ou un arabe de France, différent de celui du pays d'origine.

L'anglais en voie de diversification rapide

L'anglais pourrait ainsi ne pas échapper à ce processus. Sa domination mondiale est aujourd'hui un fait indiscutable, et à moyen terme durable. Mais l'histoire nous montre que plus une langue se répand sur un vaste territoire, plus elle tend à se diversifier. Ce qui est arrivé au latin arrivera peut-être à l'anglais. De ce point de vue, le paysage linguistique mondial va bien évidemment se modifier dans les prochains siècles. De nombreuses langues, aujourd'hui parlées par quelques personnes, sont en train de disparaître, de nouvelles langues apparaissent ou apparaîtront. C'est-à-dire que, dans le modèle gravitationnel esquissé plus haut, les langues et leurs fonctions vont se modifier, que la langue hypercentrale ou les langues supercentrales pourront changer, que certaines langues périphériques pourront devenir centrales, et vice versa. Car, pas plus que l'Histoire, l'histoire linguistique ne s'arrête avec le présent, elle se poursuit, elle est à tout moment mue, travaillée par les pratiques des locuteurs.

Le temps change toute chose: il n'y aucune raison pour que la langue échappe à cette loi universelle.

Ferdinand de Saussure, linguiste suisse (1857-1913)



L'ADN AU BANC DES ACCUSÉS

► Martine Jacot

Preuves presque parfaites, les empreintes génétiques contribuent à innocenter des condamnés ou à identifier rapidement des coupables. Quitte à bafouer les libertés individuelles..

Policiers et magistrats des pays occidentaux sont unanimes: l'irruption des analyses génétiques dans leur quotidien est bien plus «révolutionnaire» que la mise au point des empreintes digitales à la toute fin du XIX^e siècle. D'autant qu'on ne peut quasiment plus dire d'un criminel qu'il a disparu «sans laisser de traces», même s'il a pris des gants.

Depuis que le Britannique Alex Jeffreys a conçu, en 1985, une nouvelle méthode d'identification génétique de chaque individu à partir de son ADN (acide désoxyribonucléique), la «science médico-légale» selon le terme consacré, a accompli des pas de géant. Il est désormais possible, en cinq ou six heures et à un moindre coût¹, de dresser la «carte d'identité» génétique de quiconque à partir de presque rien²: une minuscule tâche de sang, un seul cheveu, de la salive laissée sur un mégot de cigarette, sur un timbre, sur un verre ou sur une brosse à dents, des traces de sueur sur tout vêtement, ou encore *a fortiori* une gouttelette du sperme d'un violeur. Ces «preuves» ne dispensent toutefois pas d'une réflexion élémentaire: ce n'est pas parce qu'on a retrouvé ses «traces» sur le lieu d'un crime qu'une personne est forcément coupable.

Six condamnés à mort innocents

À l'exception des vrais jumeaux, chaque être humain a une structure différente d'ADN, molécule présente dans le noyau de chaque cellule. Environ 10% de l'ADN contiennent les chromosomes. On ignore encore la fonction du reste (dit «non codant», dont on ne peut extraire d'infor-



Prélèvement de sang en vue d'une analyse génétique sur des chaussures, dans un laboratoire agréé de Strasbourg (France).

© F. Demange/Camma, Paris

mations sur la santé ou les anomalies génétiques, jusqu'à présent du moins), en partie formé de séquences identiques. Ce sont ces «unités répétitives» qui sont analysées pour établir le profil génétique de chacun, en une série de chiffres. Ces données ressemblent à des «codes-barres» aisément stockables dans un fichier informatique. Pour le meilleur, disent entre autres les enquêteurs occidentaux ou les familles des victimes; pour le pire, redoutent les défenseurs des libertés individuelles, qui anticipent de nouveaux cauchemars orwelliens.

A.B. Butler est de ceux que les analyses génétiques ont sauvé. Il a été libéré le 7 janvier 1999 puis acquitté, après avoir passé 16 ans en prison à Tyler au Texas. Cet Américain noir avait été condamné à 99 années de détention pour l'enlèvement et le viol d'une jeune femme blanche en 1983. Dès qu'il eut vent de l'existence de tests ADN, il les a réclamés pour son propre compte, sachant que la police avait conservé des lames du sperme de l'agresseur de la jeune

femme. En 1999, trois laboratoires ont confirmé que ses empreintes génétiques n'avaient rien à voir avec celles du violeur.

Depuis que le FBI a commencé, en 1989, à recourir aux analyses d'ADN, elles ont contribué à innocenter pas moins de 54 prisonniers injustement condamnés à de lourdes peines, le plus souvent pour des affaires de viol. Trente-cinq d'entre eux ont été défendus par l'école de droit de l'Université Yeshiva de New York, dans le cadre de l'opération Innocence Project (IP) lancée en 1992 par le professeur Barry Scheck. Son objectif est d'obtenir la systématisation des analyses génétiques lorsque des preuves ont été conservées, dans les cas de prisonniers clamant leur innocence et qui n'ont pas les moyens de se payer un bon avocat. L'enjeu est de taille: six des prisonniers libérés grâce aux efforts des étudiants et professeurs impliqués dans ce projet étaient condamnés à mort...

«Les analyses génétiques peuvent aussi permettre de trouver plus rapidement le vrai coupable», souligne Barry Scheck, parmi d'autres. ►

1. Pour une analyse simple de profil génétique à partir d'un prélèvement de qualité, le coût a considérablement baissé ces dernières années: il est d'environ 50 dollars aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, et de 500 francs environ en France, par exemple.

2. À condition toutefois que ces «pièces à conviction» soit soigneusement prélevées sur les lieux du crime, préservées ensuite à la bonne température et analysées par des laboratoires fiables.

► Elles peuvent contribuer à lever le mystère autour d'anciens crimes non élucidés, faisant gagner un temps fou et beaucoup d'argent aux enquêteurs, elles peuvent enfin contribuer à la prévention de crimes dans le cas de tueurs en série ou de violeurs compulsifs, qui seraient identifiés avant de commettre d'autres crimes. Autant de « progrès » qui nécessitent la possibilité d'effectuer des rapprochements entre le profil génétique d'un individu recherché et celui d'un suspect, et donc la constitution d'un fichier d'empreintes génétiques. A défaut, dans les affaires criminelles graves, les policiers occidentaux procèdent au hasard, en soumettant à des analyses des villages ou des quartiers entiers.

Portrait-robot dans un chewing-gum

Précurseurs en la matière, les policiers britanniques ont créé un fichier dès avril 1995, « avec l'appui de groupes de femmes favorables aux technologies pouvant permettre l'identification rapide de violeurs », souligne Peter Martin, ancien responsable des laboratoires de Scotland Yard. « Parce qu'il a été ensuite établi que les violeurs avaient souvent déjà un casier judiciaire pour des délits plus mineurs », le fichier a été élargi. Au Royaume-Uni, toute personne arrêtée ou suspectée peut aujourd'hui être priée de donner un échantillon de sa salive pour que sa carte ADN soit dressée. Ce fichier centralise actuellement les « codes-barres » de quelque 700 000 individus et devraient atteindre cinq millions de fiches d'ici 2010, sur une population de 58,6 millions de Britanniques. En cinq ans, cette banque de données a déjà permis des milliers de rapprochements, qui ont conduit à l'identification de « plus de 260 meurtriers, 400 violeurs et 2 500 cambrioleurs », selon Peter Martin.

Par nature, la police de tout pays est avide du maximum d'informations possibles. Certains de ses représentants rêvent de pouvoir dresser le portrait-robot d'un criminel à partir d'un simple chewing-gum trouvé dans les parages du crime. Les analyses actuellement effectuées (sur l'ADN non codant) grâce à la méthode dite PRC³ permettent de déterminer le sexe mais pas l'âge, ni la couleur des cheveux ou des yeux de la personne concernée, par exemple. On y viendra, prédisent les scientifiques. Il faut d'ores et déjà

arrêter tout fichage, affirment certaines organisations de défense des droits de l'homme, qui dénoncent l'insuffisance de garde-fous pour la protection des libertés individuelles.

Les débats les plus virulents font rage aux Etats-Unis, parce que le FBI met en place, depuis octobre 1998, un fichier national baptisé CODIS qui unifie les procédures biologiques et informatiques, permettant ainsi de relier les fichiers de chacun des 50 Etats américains. Le FBI affirme disposer de 260 000 fiches, qui auraient déjà permis d'identifier les coupables de plus de 200 crimes (sont uniquement concernés jusqu'à présent les agressions sexuelles et les crimes dits « violents »).

La bataille contre ces fichiers s'est structurée autour d'une question centrale: peut-on effectuer un prélèvement en vue d'une analyse ADN sans le consentement de la personne concernée? Le droit des pays occidentaux n'est pas toujours clair à cet égard mais le principe a été accepté – en Allemagne, aux Pays-Bas, en Norvège, en Suède, en France et aux Etats-Unis notamment – qu'un prélèvement forcé (de salive ou de sang) pouvait être effectué quand il était ordonné par un juge ou un policier dans le cadre d'une enquête.

Procédé déloyal

La frontière entre nécessités policières et libertés individuelles est néanmoins bien floue. « Dans le cas d'une recherche au niveau de la population d'un village après un crime, par exemple, où le prélèvement devrait se faire sur une base volontaire, note, parmi d'autres, Jean Michaud, membre du comité national d'éthique français, le refus (de se soumettre à un test génétique) peut être interprété comme un élément de suspicion... » De toutes façons, ajoutent à mots couverts nombre de policiers, l'ADN peut toujours être analysé sur la brosse à dents « saisie » d'une personne ou sur sa tasse de café, et à son insu, ce qui ne porte pas directement atteinte à son « intégrité physique » ou à la « dignité humaine », concepts retenus dans les lois sur la bioéthique adoptées dans de nombreux pays occidentaux. Ce « procédé déloyal » est évidemment condamné en théorie mais pas encore explicitement par les législations nationales.

Aux Etats-Unis, le parlement du Massachusetts a adopté en 1997 une loi autorisant le fichage de personnes condamnées pour crime, avec effet rétroactif. Tous les détenus de cet Etat ont donc été « invités » à donner un échantillon de leur sang, au prétexte « statistique » que les récidivistes sont nombreux parmi les prisonniers ultérieurement libérés. Or, certains détenus s'y sont refusés, se retranchant, sur les conseils de leurs avocats, derrière le 4^e amendement de

la Constitution américaine, qui protège les citoyens notamment contre « les fouilles et saisies déraisonnables ». Un tribunal de Boston a créé un précédent: il leur a donné raison en août 1998, estimant que la prise d'échantillons ADN sans consentement constituait une claire violation des droits humains.

« Pourquoi ne pas aussi fichier tous les pauvres? Sont-ils eux aussi plus enclins à commettre plus de crimes ou délits? Où s'arrêtera-t-on? », a plaidé l'un des avocats de ces détenus, Me Benjamin Keehn. La contestation sur le même sujet, qui s'est étendue à d'autres Etats, est coordonnée par l'ACLU (American Civil Liberties Union Freedom Network), regroupant 250 000 adhérents. Cette ONG a plaidé en juillet 1999 devant la Commission nationale sur le futur de la preuve ADN (constituée, à la demande du président Bill Clinton, de 19 éminents spécialistes) contre l'extension du CODIS fédéral à toute personne en état d'arrestation. Le directeur adjoint de l'ACLU, Barry Steinhart, a estimé qu'une telle pratique reviendrait à « assimiler arrestation et culpabilité » et donnerait la possibilité « à des policiers plutôt qu'à des juges ou à des jurys, de contraindre des

VERS UN FICHER GÉNÉTIQUE POLICIER EUROPÉEN

Dans une résolution adoptée en juin 1997*, le Conseil des ministres de l'Union européenne encourage la « création de bases de données ADN nationales », et « les échanges des résultats des analyses d'ADN » considérant qu'ils peuvent apporter une contribution importante aux enquêtes pénales, à condition qu'ils portent sur « des données provenant de segments non codants » de l'ADN, « dont on peut supposer qu'ils ne contiennent pas d'informations sur des caractéristiques héréditaires spécifiques ».

« Il appartient à chaque Etat membre de décider dans quelles conditions et pour quels délits les résultats des analyses ADN peuvent être stockés dans une base de données nationale », précise la résolution. Elle ajoute: « Le prélèvement d'ADN aux fins de stockage des résultats doit être assorti de garanties destinées à protéger l'intégrité physique des personnes concernées ». Enfin, elle estime que « la création d'une base de données ADN européenne devra être considérée comme une deuxième étape, à réaliser une fois réunies les conditions (techniques) nécessaires à l'échange des analyses d'ADN ». ■

* Consultable sur le site: <http://europa.eu.int/eur-lex/fr/lif/dat/1997/fr>

3. Polymerase Chain Reaction ou amplification génétique, automatisée à la fin des années 80. Cette méthode est plus rapide, plus précise, moins coûteuse et requiert moins d'ADN que la méthode précédente dite RFLP (Restriction Fragment Length Polymorphism, ou analyse du polymorphisme de longueur des fragments de restriction), aujourd'hui abandonnée dans les pays occidentaux. Il est maintenant possible, en étudiant un marqueur spécifique des chromosomes sexuels, de déterminer le sexe par PRC.



© F. Demange/Camma, Paris

«Codes-barres» génétiques sur un luminogramme.

citoyens à fournir des preuves renfermant aussi les secrets les plus intimes sur eux-mêmes et sur leurs proches».

Une deuxième série de questions cruciales se posent en effet dans ce débat : à qui appartient l'ADN ayant servi à établir la fiche (à la personne concernée, au laboratoire qui l'a analysé ou à la police?); doit-on le détruire ou le conserver et pendant combien de temps? Car si les «codes-barres» figurant sur les fiches restent, pour le moment, de peu d'utilité à tout éventuel indiscret, il n'en va pas de même des échantillons «originaux» d'ADN, contenant les chromosomes et donc, toute une série d'informations génétiques sur la personne concernée mais aussi sur ses parents (nous avons chacun 23 paires de chromosomes, la moitié venant de notre père et l'autre de

notre mère). Qui garantira en effet que les échantillons d'ADN conservés dans les banques policières et/ou dans les laboratoires ne seront pas un jour analysés par des individus indélébiles, pour le compte de compagnies d'assurances vie par exemple, afin de connaître la prédisposition d'une personne à telle ou telle maladie?

Certains pays comme l'Allemagne, l'Autriche, la Finlande, la Suède, le Danemark et les Pays-Bas se sont prémunis contre ces risques en décidant la destruction des échantillons, une fois la fiche établie. D'autres ont opté pour la conservation (illimitée au Royaume-Uni, pendant 40 ans en France dans son fichier en voie d'établissement, variable suivant les Etats aux Etats-Unis) par les autorités policières et/ou par les laboratoires. L'argument souvent

invoqué est l'éventuelle nécessité de contre-expertises ou de vérifications.

Dans ces derniers pays surtout, ONG et comités d'éthique dénoncent la multiplication de «petits fichiers» génétiques, ceux des laboratoires (certes toujours dûment agréés par l'Etat) ou ceux d'entreprises privées plus ou moins autorisées à en posséder suivant les lois nationales.

Et Barry Steinhardt de l'ACLU de rappeler qu'une enquête réalisée par l'Association américaine pour le management a montré que 6% des employeurs interrogés utilisaient déjà des analyses génétiques dans leur processus de recrutement, à l'insu des personnes concernées, à travers des examens médicaux, par exemple. Le Pentagone a actuellement en sa possession, a-t-il souligné devant la Commission américaine, les échantillons de trois millions de ses actuels ou anciens employés, banque initialement constituée dans le but d'identifier les soldats morts pendant la guerre du Vietnam. «Lorsque de telles banques sont mises sur pied, la pression monte pour qu'elles soient utilisées à d'autres fins que celles initialement prévues, a-t-il observé. Le FBI a ainsi déjà eu accès à la banque du Pentagone pour faciliter certaines de ses enquêtes.»

Prévenir les utilisations dévoyées

Membre de cette même Commission, le professeur Philip Reilly en convient : «Il y a une prolifération de fichiers génétiques de toutes sortes aux Etats-Unis, qui en théorie pourraient être reliés». Il note par ailleurs que «des échantillons de sang ont été prélevés sur 99,8% des bébés nés aux Etats-Unis en 1999 et sont conservés. Dans certains cas, des analyses d'ADN seront effectuées pour des raisons médicales».

La Commission américaine a finalement recommandé de ne pas fichier, au niveau fédéral, les personnes arrêtées (15 millions par an). L'ACLU a quant à elle décidé de s'opposer à la constitution de toute banque de données génétiques, considérée comme des «boîtes de Pandore». Elle combat par ailleurs devant les tribunaux une récente loi du Massachusetts, qui autorise officiellement la divulgation des informations contenues dans son fichier génétique policier à «des fins humanitaires» non précisées.

Il est clair que plus les progrès scientifiques permettront d'avancer dans les contours des «portraits-robots» génétiques à partir de l'ADN, plus il deviendra urgent de se prémunir efficacement contre d'éventuelles utilisations dévoyées⁴ des échantillons conservés et des fichiers génétiques. ■

4. La déclaration sur le génome humain, adoptée par l'UNESCO en 1997, précise, dans son article 7 : «La confidentialité des données génétiques associées à une personne identifiable (...) doit être protégée».

MUSÉES AFRICAINS: LE MEURTRE DU PÈRE

► Cynthia Guttman

Les Africains boudaient le «musée des Blancs». Les conservateurs explorent des voies muséales qui intéressent et impliquent les populations. Avec succès parfois.

Depuis le début des années 80, Emmanuel Nnakenyi Arinze donne des cours aux élèves conservateurs de musée. Il prône une approche très pragmatique du métier. *«Je le dis toujours à mes étudiants: le conservateur de musée africain ne va pas travailler en costume-cravate. Parce qu'il doit manipuler des objets sales dans des entrepôts, des galeries ou à l'extérieur, et travailler avec des enfants qui vont le couvrir de tâches d'encre.»*

Ce n'est qu'un détail, mais il est révélateur d'une transformation plus profonde: les conservateurs cherchent des voies adaptées aux besoins des Africains. Ebauché ici et là dans les années 80, le mouvement a bénéficié de l'impulsion du Malien Alpha Oumar Konaré, premier Africain à présider le Conseil international des musées. *«Il est temps, grand temps (...) de tuer le modèle occidental de musée en Afrique»*, avait-il déclaré en 1991.

La crise couvait depuis longtemps. On dénonçait les restrictions budgétaires, la bureaucratie, l'ingérence politique au niveau

de la direction des musées mais le fait était que, presque partout, les Africains boudaient leurs musées. Pour eux, c'était souvent *«l'affaire des touristes, le musée des Blancs»*, dit Alexis Adandé, directeur de l'ONG Programme des musées en Afrique de l'Ouest.

Cette crise les a tous touchés, y compris ceux ouverts après l'indépendance. Sur tout le continent, les responsables ont «secoué» leurs institutions, ils ont cherché à rapprocher les musées de la vie et des intérêts des populations locales. En premier lieu, la conception des expositions a changé. On a commencé par consulter les communautés pour les impliquer mais aussi parce qu'elles possédaient des objets d'une plus grande valeur symbolique, à leurs yeux, que ceux qui s'empoussiéraient dans les vitrines des musées.

Les habitants de Bulawayo au Zimbabwe ont ainsi été invités à prêter de vieilles photographies à la galerie d'art locale. *«Cette exposition a connu un grand succès: elle a permis aux gens de se remémorer les modes de vie d'antan»*, constate Francis Musonda, président de l'association SADCAMM, qui regroupe des musées d'Afrique australe. En 1985, la ville

de Ouidah au Bénin a sollicité la population pour une exposition d'objets liés à leur patrimoine familial et aux fêtes locales. On y a vu des portraits, des masques ou des statuettes représentant des divinités féminines, qui étaient transmis de génération en génération. L'exposition a été très bien accueillie par la population qui découvrait souvent ces précieux objets. L'intérêt a été tel qu'un petit musée a ensuite été ouvert sur place.

Une population fière de son patrimoine

Au Nigeria, Emmanuel Nnakenyi Arinze, spécialiste du monde des musées, a organisé une exposition sur les tambours, qui a attiré beaucoup de monde: les musiciens de plusieurs villages avaient été conviés à partager leur savoir-faire et leurs traditions avec les visiteurs. *«Les communautés doivent être impliquées dans les expositions d'objets qui les concernent ou qu'elles possèdent, estime-t-il. Nous devrions leur donner la possibilité de nous parler de ces objets et les consulter sur la manière dont ils devraient être présentés au public. Lorsqu'un objet est exposé en étant sorti de son contexte, il perd de son sens et les gens ont tendance à s'en offusquer quelque peu.»*

Ces projets visent à rendre la population fière de son patrimoine, à l'inciter à s'y intéresser davantage et à le protéger. Ils jettent aussi souvent une lumière nouvelle sur l'histoire locale; ils rompent avec l'ancien modèle occidental, où les musées étaient des endroits poussiéreux avec des collections d'objets ou d'œuvres exposées. A quelques rares exceptions près – comme l'écomusée de Niamey (présentation des habitats des différents groupes ethniques du pays, de la faune et de la flore locales dans des parcs, des costumes et traditions populaires dans des pavillons) –, les musées africains ont été créés pour satisfaire la curiosité d'une élite. Les collections avaient été constituées au départ par les puissances coloniales, presque exclusivement pour servir leurs intérêts.

«Pour des musées ayant des collections dites «ethnographiques» [datant de l'époque colo-

► Journaliste au *Courrier de l'UNESCO*.

Le musée itinérant dans une classe du Botswana.





Le Musée du Palais Royal à Porto Novo, au Bénin.

© Hervé Diaz/CRIC, Paris

niale], le grand problème, c'est de réfléchir à l'utilisation d'objets qui sont morts pour l'essentiel», souligne Alexis Adandé, qui fait allusion aux relations complexes et «vivantes» entre un objet comme un masque et un contexte culturel donné. Au palais-musée d'Abomey au Bénin, les objets ayant appartenu aux chefs de l'ancien royaume du XVII^e siècle sont utilisés lors de cérémonies rituelles liées au culte des ancêtres. Ils sont «chargés» pour retrouver leur pouvoir sacré, puis «déchargés» à la fin de la cérémonie: on ne peut pas laisser un objet «chargé» exposé aux regards du tout-venant. Ce type de projet ne peut être mené que dans les régions d'où proviennent ces objets. Reste à redonner un sens aux collections constituées à l'époque coloniale. «Faut-il restituer ces objets aux populations concernées et créer des musées locaux? Sinon, comment les présenter aux jeunes des villes?» se demande Alexis Adandé.

De son côté, Shaje'a Tshiluilu, présidente d'AFRICOM (organisation panafricaine des musées), insiste sur le rôle que doivent jouer les musées dans la valorisation des savoirs traditionnels utiles au développement de l'Afrique. «Un musée se doit de conserver pour transmettre, dit-elle. Cela s'applique aussi aux modes traditionnels de résolution des conflits, aux connaissances en matière d'architecture et de médecine traditionnelle, par exemple.» Elle sou-

ligne que les musées doivent aider à une meilleure compréhension entre groupes ethniques, nécessité accentuée par les récents conflits sur le continent.

De ce point de vue, le musée villageois de Dar es-Salaam (Tanzanie) a suscité un grand intérêt. En 1994, il a lancé une manifestation annuelle au cours de laquelle un ou deux groupes ethniques (sur 140 environ) évoquent leur culture, bâtissent ou

«Un musée se doit de conserver pour transmettre. Cela s'applique aussi aux modes traditionnels de résolution des conflits, aux connaissances en matière d'architecture et de médecine traditionnelle, par exemple»

rénovent des habitats traditionnels, expliquent aux visiteurs à quoi servent leurs objets coutumiers, organisent des séminaires sur leur histoire et leur culture, proposent de partager leur nourriture et leur musique. Impliquées dans cette manifestation dès sa conception, les communautés prennent le temps de choisir ce qu'elles tiennent à valo-

riser dans leur patrimoine et de réfléchir sur la meilleure façon de le présenter.

Au Swaziland, la conservatrice Rosemary Andrade a ouvert les portes du musée national à des expositions sur la prévention du sida, en partenariat avec des ONG locales. Ayant remarqué les talents des réfugiés du Mozambique dans le recyclage des matériaux, elle a par ailleurs organisé une exposition illustrant leur savoir-faire, afin de valoriser ces immigrés aux yeux de la population locale.

Toute exposition est une entreprise éducative et les musées sont particulièrement attachés au public des jeunes. «Les musées et les sites patrimoniaux sont très sous-utilisés par les enseignants, les organismes de formation, les universités, les ONG et les musées eux-mêmes», estime Dammon Rice, responsable d'un projet sud-africain, qui incite des jeunes à faire découvrir à leurs camarades les musées de la région du Cap, par le biais d'exposés dans les écoles et de visites dans les musées.

Plusieurs autres musées organisent des ateliers pour les enseignants, afin qu'un lien soit établi entre programmes scolaires et collections. Le musée national du Botswana, bien que créé après l'indépendance, a été l'un des premiers à réaliser que son rôle était avant tout éducatif. «Bien que nous soyons partis de rien, nous avons d'emblée voulu faire venir les enfants très jeunes, dès ▶

► *l'école primaire*», explique son directeur, Tickey Pule.

Dans le cadre d'un des plus anciens programmes de sensibilisation en Afrique, intitulé Zebra on Wheels (le zèbre à roulettes), le musée national du Botswana se déplace une fois par trimestre dans des écoles rurales avec une mini-exposition accompagnée d'exposés, de diapositives ou de films sur l'environnement et sur l'héritage culturel du pays. Ce projet, qui amène aussi le musée dans les villages, permet aux enfants de découvrir des arts et traditions d'autres régions du pays.

Encourager les enfants à se sentir fiers de leur héritage est aux yeux des conservateurs de musée un investissement très fructueux à long terme. Au Zimbabwe, un projet destiné aux écoliers vise à lutter contre le vandalisme sur les sites archéologiques. A Tsodiolo (Botswana), où l'on a découvert plus d'un millier de peintures rupestres, les habitants de la région sont associés à la créa-

tion d'un musée et sont formés pour guider les visiteurs. Ils partagent en outre avec les professionnels du musée leur connaissance de ce site très ancien, dont la candidature devrait prochainement être proposée au comité du patrimoine mondial de l'UNESCO.

L'importance du non-dit

Ces opérations demandent cependant beaucoup de préparation. «*Le dialogue avec les communautés, surtout rurales, prend énormément de temps, parce que, en fait, c'est toujours ce que les gens ne disent pas qui est le plus important*», note Jean-Aimé Rakotoarisoa, archéologue et directeur du musée de l'Université d'Antanarivo. Il travaille depuis plusieurs années avec des villageois sur un site fortifié du XIV^e siècle, toujours considéré comme sacré. Il rêve d'ouvrir un «*musée sans murs et sans collections*», circuit faisant le tour du site, du village, des rizières environnantes et d'une forêt sacrée toute

proche, où des plantes rares sont préservées depuis des siècles. Il aimerait que les enfants des villes y viennent dans le cadre scolaire et soient guidés par les villageois; il souhaiterait que des techniques artisanales oubliées soient réhabilitées.

Vu le nombre de sites historiques et culturels sacrés en Afrique, ce type d'approche pourrait être largement exploité, à condition que la population locale soit impliquée. «*Trop souvent, ces projets tournent court. Trop de projets s'arrêtent quand le financement est épuisé*», déplore Jean-Aimé Rakotoarisoa. La viabilité économique de tels projets ne doit pas être le principal élément pris en compte, souligne-t-il, critiquant au passage les approches de la Banque mondiale basées sur la rentabilité de l'exploitation du patrimoine culturel.

Le risque, selon lui, est que l'on en revienne à une culture réservée aux étrangers, exactement comme à l'époque où les premiers musées africains ont vu le jour. ■

NAMIBIE: LE PRÉCIEUX CONCOURS DES ÉLÈVES

► Zoe Titus

Des jeunes aident un musée à informatiser ses catalogues de collections d'insectes en échange d'ordinateurs et d'un accès à Internet pour leur école.

Le Musée national de Windhoek en Namibie est le premier du continent à être entré dans l'ère d'Internet: les visiteurs peuvent parcourir une exposition virtuelle sur l'art rupestre, consulter une base de données sur les collections et s'informer sur les projets en cours.

Il s'est aussi lancé dans une aventure plus originale, en s'efforçant de connecter les écoles du pays à Internet, grâce à un concours annuel organisé pour la première fois en 1999. Les élèves aident le musée à informatiser les données manuscrites relatives à sa collection d'insectes, une des plus vastes d'Afrique. En échange, leur école gagne une ligne téléphonique, des ordinateurs et un accès à l'Internet. «*Nous avons environ 1,5 million d'insectes dans notre collection entomologique et 70 000 fiches manuscrites à leur sujet. Mais nous n'avons pas de personnel, pas d'argent et pas de moyens techniques*», explique Joris Komen, le conservateur qui a lancé ce projet. Souvent, les musées des pays en développement manquent de données sur la biodiversité de l'environnement local car

de nombreux spécimens d'insectes sont conservés dans des musées étrangers et les catalogues manuscrits sont peu pratiques. «*Plutôt que d'essayer, comme tant d'autres l'ont fait sans succès, de trouver de l'aide à l'étranger, nous avons sollicité des entreprises de notre pays; nous leur avons proposé de s'impliquer au niveau culturel et social*», poursuit Joris Komen.

Peu d'erreurs

En moins d'un an, le secteur privé a contribué à hauteur de 200 000 dollars, en fournissant de l'équipement informatique, en offrant des prix pour le concours ou en rendant des services. Une équipe de bénévoles – issus de l'enseignement supérieur technique pour la plupart – a adapté aux besoins des jeunes les ordinateurs reçus. Seize établissements, dont un pour enfants en difficultés, et 92 élèves de toute la Namibie ont participé à l'opération Insect@thon 1999. Un circuit de ramassage a été organisé pour réunir les participants, âgés de 11 à 19 ans, dans un centre de formation de Windhoek où, en deux jours, ils ont entré sur ordinateur les données de 20 897 fiches d'inventaire. Ils ont utilisé un modèle simplifié conçu

par le musée, avec 11 rubriques à remplir. Bien que rapidement formés, les élèves n'ont fait que peu d'erreurs. Les participants ont reçu de nombreux prix sous forme de livres, CD-Roms ou radiocassettes.

Ce concours a conduit au lancement de SchoolNet Namibia, un réseau réunissant des écoles, des entreprises et des acteurs du développement d'Internet. Aujourd'hui, 28 % des 1 600 écoles namibiennes sont reliées au réseau téléphonique et quelques-unes d'entre elles ont accès à Internet. Le musée compte exporter cette expérience au Zimbabwe et en Zambie, s'il parvient à réunir les fonds nécessaires.

Entre-temps, l'équipe lauréate du concours, qui a saisi le plus grand nombre de données, se rendra en Suède en mai 2000 pour deux semaines...studieuses. Elle devra en effet informatiser les fiches manuscrites sur les insectes namibiens que détiennent les musées suédois. ■

+

● Site du Musée national de Namibie:
www.natmus.cul.na

► Journaliste au quotidien *The Namibian*.

PRESSE AU SUD: LA VOIE DE L'AUTO RÉGULATION

► Jean Huteau

Dans les pays en développement, les conseils de presse contribuent à la promotion de la liberté de la presse et responsabilisent les journalistes. Mais le paysage est très contrasté.

Depuis le début des années 90, pluralisme et indépendance se sont imposés comme la nouvelle donne pour les médias des pays en développement. On y a souvent souffert le pire. On a aussi assisté à un engagement réel de régimes auparavant autoritaires (parfois depuis l'indépendance) en faveur de la liberté d'expression. Constitutions et législations ont été révisées, des codes déontologiques adoptés et des conseils de presse mis en place. Ces expériences n'ont pas été générales ni toujours concluantes. Cependant, en quelques années, dans des conditions exceptionnellement périlleuses, un pays comme l'Afrique du Sud a su se doter de médias libres et créer des mécanismes d'autorégulation exemplaires.

Le 9 novembre 1989, jour où le mur de Berlin est tombé, peut être retenu comme la date symbolique du changement. En Europe centrale et orientale, on assiste à une telle explosion de la presse libre que dans certains pays, faute de professionnels, il faudra former les journalistes sur le tas. Mais l'onde de choc dépasse les frontières de l'ancien pacte de Varsovie. Dans les pays en développement d'Afrique et d'Asie qui avaient adopté un régime de parti unique, la même évolution va se produire et provoquer, compte tenu d'une multitude de conditions particulières, le même phénomène d'explosion de la presse.

La mort ou la prison pour trop de journalistes

En Afrique, le contexte est celui d'un lourd passif de conflits civils et de guerres, allant jusqu'au génocide. La responsabilité de certains médias, comme les tristement célèbres « radios de la haine », a été aussi directe qu'écrasante. Au Rwanda et au Burundi, la quasi totalité des médias reste soumise au pouvoir. Dans la République démocratique du Congo, les affrontements

se poursuivent. Ces dernières années, plus de 80 journalistes ont séjourné en prison, des médias ont été saisis ou suspendus, des journaux brûlés et leurs locaux mis à sac.

Au passif aussi, en Afrique, en Asie et en Amérique latine, l'enchaînement des procès en diffamation abusifs, des censures, des harcèlements, des arrestations et des meurtres de journalistes. Au cours de la dernière décennie, 58 d'entre eux ont été assassinés

réaliser la mobilisation exigée par le retard économique.

La conférence de La Baule, en 1990, invite les pays francophones africains à libéraliser leurs régimes. En 1991, les pays anglophones réunis pour la conférence du Commonwealth à Harare (Zimbabwe), font de même et décident l'exclusion de toute nation qui ne s'ajusterait pas à la nouvelle donne. Ce qui est le cas du Nigeria, le plus grand pays



Dessin © Pancho, Le Monde, Paris

en Algérie et 44 en Colombie. L'Éthiopie est l'un des pays au monde qui a emprisonné le plus grand nombre de journalistes.

Pourtant, cette même décennie tragique est aussi celle de changements prometteurs. Dès 1988, l'UNESCO les a anticipés avec la mise au point de sa nouvelle stratégie de la communication basée sur l'indépendance et le pluralisme. L'effondrement du bloc soviétique prive les pays en développement d'une référence et d'un soutien. Ils s'étaient souvent ralliés depuis l'indépendance au régime du parti unique, vu comme seul capable de

africain, alors sous un régime militaire. En mai, la Déclaration de Windhoek, rédigée à l'issue d'un séminaire de l'UNESCO puis endossée par le conseil exécutif de l'organisation, affirme qu'une « presse indépendante, pluraliste et libre » est indispensable à « la démocratie ainsi qu'au développement économique ». La théorie des médias dirigés par le parti unique en vue du développement a vécu. Des déclarations similaires seront adoptées pour tous les continents à Alma Ata (Kazakhstan), Santiago du Chili, Sanaa (Yémen) et Sofia (Bulgarie).

► Ancien directeur de l'information de l'Agence France-Presse, coauteur avec Henri Pigeat de l'ouvrage *Déontologie des médias: Institutions, pratiques et nouvelles approches dans le monde*. A paraître aux éditions UNESCO en 2000.

Lois et Constitutions sont révisées au Bénin et au Mozambique (1990), au Burkina Faso (1991), à Madagascar, au Ghana et au Kenya (1992), au Nigeria (1993), au Cameroun (1996), en Afrique du Sud libérée de l'apartheid (1996), en Thaïlande (1997). Au Cameroun, la pression de la rue contraint le gouvernement à prendre dès 1991 des dispositions favorables à la liberté d'expression comme prélude aux élections libres et à l'abolition de la censure en 1992.

Le cas typique de la Côte-d'Ivoire

Dans les pays qui en réalité vivent parfois leur première expérience de liberté, débordements et dérapages semblent presque inévitables. Le revers de la médaille, ce sont les atteintes à la vie privée, la diffamation et la calomnie, les outrances et les intrusions abusives. Expérience et formation font défaut chez certains nouveaux journalistes. Très vite se pose la question à laquelle aucun média libre n'échappe, celle de la responsabilité.

La Côte-d'Ivoire, pays caractérisé depuis l'indépendance par la censure et l'auto-censure, est un cas typique. L'explosion de la liberté donne naissance à 80 partis et à une centaine de journaux et autres publications. Deux ans plus tard, des 40 titres quotidiens, seule une dizaine survit et la presse appartenant au gouvernement garde une place prépondérante. Mais les médias sont devenus un espace de débats. Après l'explosion de la presse, on y a dénoncé «absence de formation des journalistes, manque de conscience professionnelle, dilettantisme, mauvaise foi, excès de zèle, ignorance, pressions politiques et religieuses»¹. La presse confond politique et atteintes à la vie privée,

1. Institut Panos, *Médias et déontologie en Afrique de l'Ouest*, L'Harmattan, Paris, 1996, p.45.

L'EXEMPLE SUD-AFRICAIN

Les mécanismes de régulation et d'autorégulation des médias en Afrique du Sud sont les suivants:

Un **ombudsman de presse** et une **Commission d'appel** créés en 1997 par les organisations de journalistes et d'éditeurs. C'est un dispositif tripartite (éditeurs, journalistes et public) où le public est majoritaire. Il est financé par l'association des éditeurs de journaux (www.inc.co.za/online/ombudsman).

Son pouvoir de sanction est limité à la publication des réprimandes, corrections ou rectifications jugées utiles par l'ombudsman ou la Commission d'appel.

Les plaintes contre la presse peuvent être formulées par les particuliers ou les institutions en première instance devant l'ombudsman qui tente une médiation. Il formalise la plainte en cas d'échec. Le plaignant peut appeler des décisions de l'ombudsman devant la Commission d'appel. A chaque étape, des réunions contradictoires sont tenues.

Le **Comité de surveillance et des plaintes**, composé de quatre membres (du monde juridique et des médias) dépend de l'**Autorité permanente de la radio-télédiffusion (IBA)**, l'instance de régulation

audiovisuelle créée par une loi de 1993. Il est présidé par un magistrat, en activité ou retraité. Les sanctions prévues par la loi sont: la rectification (radio et télévision), une publication aux frais du coupable, l'injonction, les amendes, la suspension temporaire ou définitive des licences d'émettre. Le Comité juge les infractions aux codes de l'information et de la publicité annexés à la loi, ou aux cahiers des charges des bénéficiaires de licences.

L'**Autorité des règles de la publicité** est chargée de la surveillance de la publicité et des plaintes la concernant.

La **Commission des plaintes de la radiodiffusion** créée en 1993 par l'Association nationale des radiodiffuseurs est une association d'autorégulation indépendante groupant les radiodiffuseurs privés et communautaires ainsi que la SABC, l'entreprise audiovisuelle du service public. Son pouvoir de sanction se limite à la publication de ses décisions. Elle reçoit les plaintes du public concernant les infractions au code de conduite de la radiodiffusion qu'elle a établi. Elle doit tenter une médiation avant de se prononcer.

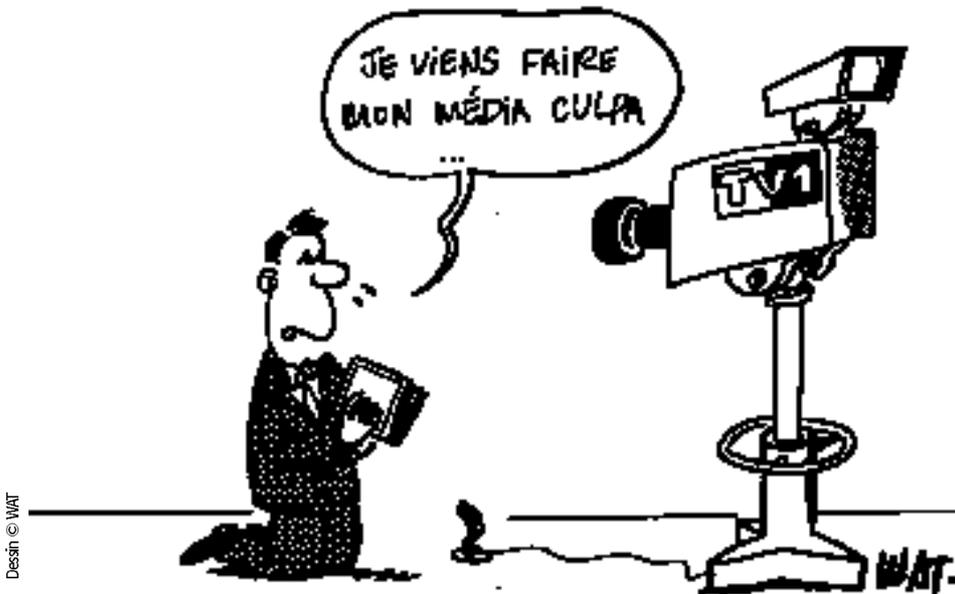
parfois sur un ton ordurier. On entre dans un cercle infernal: le pouvoir prend prétexte des dérives pour se heurter à la nouvelle presse en arrêtant et en emprisonnant des journalistes. De nombreux particuliers ont recours à la justice.

En septembre 1995, gouvernement et syndicats de journalistes de Côte-d'Ivoire décident de réagir et d'adopter des mesures telles que la rédaction d'un code de déontologie et la création d'un conseil de presse sur le modèle de ceux de l'Allemagne ou du Québec, composés à parité d'éditeurs et de journalistes. Ainsi naît l'Observatoire de la liberté de la presse, de l'éthique et de la déontologie (OLPED). Lors de la journée de la presse mondiale en 1999, l'Association

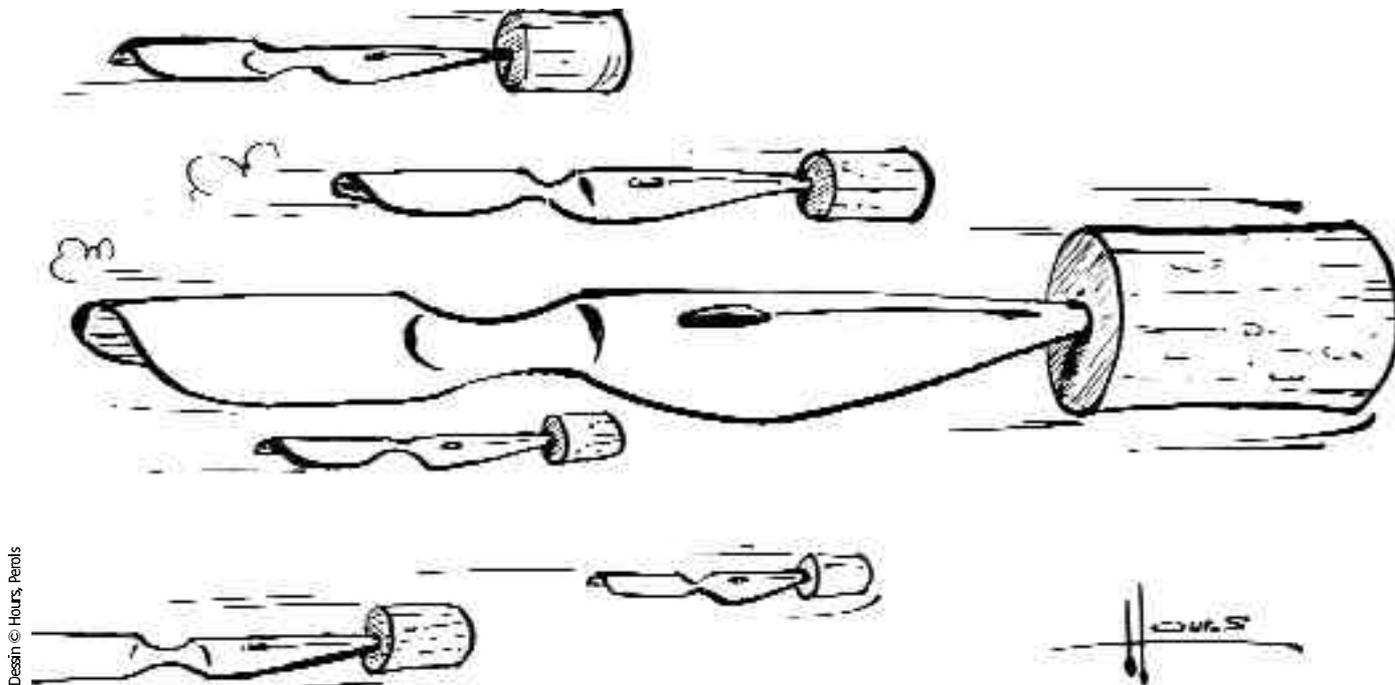
mondiale des journaux et l'ONG Reporters sans Frontières ont souligné que la Côte-d'Ivoire compte des organes de presse «réellement indépendants» et que les journalistes peuvent y travailler en sécurité.

L'adoption d'un code de déontologie et la création d'un conseil de presse indépendant, chargé d'en surveiller l'application et de recueillir les plaintes du public sont les deux premiers moyens d'autorégulation adoptés dans les pays développés, pour éviter l'intervention des gouvernements et une réglementation dont on ne sait jamais à quel point elle sera contraignante. Dans le monde en développement, de tels mécanismes ont aussi l'avantage de jouer aussi un rôle d'éducation et de promotion de la liberté de la presse. Un mouvement est amorcé. Des conseils de presse ont été créés en Corée du Sud, en Inde, au Népal, au Bangladesh, au Sri Lanka ou en Indonésie après 1960. Dans les années 90, une dizaine d'autres voient le jour: Philippines, Mozambique (1991), Ghana (1992), Nigeria (1992), en sommeil puis réactivé en 1999), Fidji (1993), Côte-d'Ivoire (1994), Sénégal (1996), Pérou, Thaïlande, Afrique du Sud, Tanzanie (1997).

Spécialiste indien des communications, K.S.Venkateswaran estime qu'un conseil de presse indépendant «évite que le lecteur soit abusé par des pratiques journalistiques fautives ou peu scrupuleuses et lui offre une plate-forme pour exprimer ses plaintes face aux informations tendancieuses, inexactes ou insuffisantes sur des sujets d'intérêt public». Il souligne qu'un



Desin © WAT



Dessin © Hours, Perols

conseil peut agir plus vite et à moindre coût que les tribunaux dans des cas où l'on verrait «le gouvernement ou un secteur public intervenir de manière arbitraire contre certains journaux, par exemple pour l'attribution de publicité ou de papier, comme c'est souvent le cas dans de nombreux pays en développements»².

Quand l'Algérie crée un conseil de l'information en 1990, contestable car encore composé pour moitié de représentants du gouvernement et pour moitié de journalistes, il s'agit cependant d'une avancée de la liberté de l'information comme nulle

part ailleurs dans les pays arabes. Aussi, quand le pays entre dans la spirale de la répression, le conseil est supprimé en 1994. Le conseil de presse du Nigeria, victime du régime autoritaire, a été rétabli en principe en 1999 après des élections libres. Quand le Maroc libéralise son système politique, un code de déontologie du journalisme est adopté et certains réclament la création d'un conseil de presse. Mais le système d'autorégulation le plus libre est incontestablement celui de l'Afrique du Sud créé en 1997 (voir encadré p. 44). Il s'apparente directement au mécanisme suédois, le plus ancien et un des plus respectés d'Europe.

En Asie, un séminaire organisé par le Centre des médias, de l'information et des communication (AMIC) de Singapour et l'Université Chulalongkorn de Bangkok en 1996 a montré que, dans la plupart des pays de ce continent, les mécanismes actuels étaient loin de protéger les médias contre les atteintes à leur liberté et d'offrir aux citoyens les moyens de corriger les abus de ces mêmes médias. Mais l'AMIC a depuis entrepris nombre de programmes et de publications sur les législations et les moyens d'autorégulation. Un conseil de presse a vu le jour en Thaïlande. La loi de la presse vient d'être réformée en Indonésie. Un important effort dans le même sens est aussi réalisé par la Fondation de la presse d'Asie qui regroupe une quinzaine d'instituts de presse de la région.

L'exigence de déontologie ne peut que croître et accompagner le boom mondial des médias. Quel que soit le fossé entre le Nord et le Sud, rien n'indique que les médias des pays en développement verront leur

croissance – trop lente et insuffisante – s'arrêter. En dépit des obstacles souvent tragiques, des guerres et des inégalités économiques, même au sein du monde en développement, elle se poursuivra. Dans les deux grandes démocraties que sont le Brésil et l'Inde, les tirages de la presse quotidienne ont respectivement augmenté de 24 et de 47,2 % entre 1993 et 1997. De telles progressions impliquent la création ou le renforcement des mécanismes de régulation et d'autorégulation.

Définition d'un cadre d'indépendance

Dès qu'une presse atteint un niveau significatif d'organisation et d'influence, la question de sa responsabilité et des moyens de l'assurer se pose inévitablement. L'expérience a montré qu'une presse comme celle de l'Afrique du Sud, quel qu'ait été son passé colonial et discriminatoire, héritait de structures et se trouvait ainsi favorisée pour imaginer son propre dispositif d'autorégulation. Il en avait été de même en Inde où, en s'inspirant de journaux britanniques, une presse influente avait largement contribué à l'indépendance. Le Pakistan, qui lors de son indépendance s'est détourné des mêmes structures, a eu beaucoup plus de mal à constituer une presse indépendante.

Dans les pays en développement, un journalisme qui n'est pas sans traditions est promis à un avenir de croissance. Un cadre d'indépendance et de pluralisme est maintenant défini. Sans se dissimuler les montagnes à soulever, on ne peut ignorer les avancées qu'il a permis et les efforts qu'il encourage. ■

2. Venkateswaran, K.S. (dir). *Media Monitors in Asia*, Asia Media and Communication Center (Amic). Singapour. 1996.

LE SITE DU MOIS

<http://www.unesco.org/webworld/webprize/>

Culture cybernétique, art et littérature se marient avantageusement sur deux nouveaux sites. Nirvanet, créé par une équipe internationale basée à Bruxelles, est un site en quatre langues présentant des cultures et des lieux du monde entier à travers les arts, la musique et la vidéo. A l'Université du Chili, une équipe d'étudiants et de professeurs a ouvert un site visuellement original (en espagnol et en français) consacré au poète Vicente Huidobro. Ces deux sites ont reçu le Prix Web 1999 de l'UNESCO. Trois autres sites (sur les musiques du monde, la littérature féminine et Mozart) ont aussi été distingués. Tous sont accessibles à l'adresse ci-dessus. ■

VOYAGE AU BOUT DU TEMPS AVEC ENKI BILAL

Français d'origine yougoslave, Bilal dit passer par le futur pour mieux aborder le passé et le présent. Et en dénoncer l'horreur... avec humour. A travers ses bandes dessinées, ses livres ou ses films.

Thème récurrent dans votre œuvre, la mémoire est la trame de votre dernier livre, cosigné avec le romancier français Dan Franck. *Un Siècle d'amour* raconte en fait un siècle de terreur...

Toute création repose sur la mémoire. L'artiste est un être fait de mémoire et de sensibilité. Comment parlerait-il de l'homme et du monde sans puiser non seulement dans l'histoire, mais aussi dans la mémoire: la sienne, celle de la société, celle de la nature. Cette mémoire peut se profiler dans l'œuvre de manière plus ou moins manifeste, plus ou moins affirmée. Mais, même lorsqu'elle est à peine perceptible, elle demeure la matière première de l'art.

Quelle distinction faites-vous entre histoire et mémoire?

Un Siècle d'amour, par exemple, n'est pas un livre sur l'histoire, même s'il parcourt

le monde de 1914 à 1999, en passant par Guernica, l'Holocauste, Hiroshima, l'Afrique... Des chapitres de l'histoire assez classiques, finalement. Chacun évoque une tranche de vie d'une femme, prise dans le tourment de la guerre. Dan a écrit les récits de ces 13 témoins, victimes et héroïnes de notre temps. J'ai peint leurs portraits.

Mais le livre n'est pas d'une grande précision historique. Les événements ne sont pas datés et les lieux pas toujours précis. On part de Sarajevo 1914 et on débouche sur Sarajevo 1999 et non, comme dans la réalité chronologique, sur les événements du Kosovo. Pourtant, ces derniers étaient déterminants pour ce livre. Il faut y voir une infidélité voulue, «artistique», à l'histoire et non une volonté de l'occulter. Ville multiethnique et multiculturelle sacrifiée dans l'horreur, Sarajevo est devenue un emblème de la mémoire de ce siècle assassin.

Dans *Le Sommeil du monstre*, bande dessinée directement inspirée par la guerre à Sarajevo, dont vous êtes le scénariste et le dessinateur, vous vous placez en 2026 pour observer le monde d'aujourd'hui. Pourquoi ce décalage?

Bizarrement, lorsque je peins une scène brutale, si je l'imagine dans le présent, j'en éprouve un véritable malaise. En revanche, si je la situe 20 ou 30 ans plus tard, ce décalage me procure une forme de plaisir de création.

Il me semble que l'artiste a besoin de sortir de son temps, peut-être, précisément, pour s'arranger avec ses propres malaises. Les images horribles de l'Afrique ou de la Tchétchénie, qui envahissent les médias, nous rapportent l'information en temps réel, sans entrer dans le débat sur sa qualité. Elles nous parviennent par les véhicules de la réalité que sont la photographie ou le reportage. Ces images font

Le dieu égyptien Horus dans le métro parisien en 2003.



partie d'un langage qui n'est pas celui de l'artiste. Le sien est justement ailleurs.

Il y a donc à la fois le malaise personnel, mais aussi la volonté de se déplacer, de décrocher du réel. Ce qui n'empêche pas d'y revenir. Je passe par le futur pour revenir à la fois dans le passé et dans le présent.

Ces trois dimensions du temps s'interpénètrent souvent dans votre univers. La première scène du *Sommeil du monstre*, par exemple, se déroule dans un vieux taxi jaune new-yorkais, transformé en engin volant. Ces détails de notre époque font que le lecteur n'a pas vraiment l'impression d'être tout à fait dans un monde de science-fiction.

Et ce n'est pas mon but. D'ailleurs, le terme me gêne quelque part. Je suis contre toute sorte de calibrages, de codifications, de classifications de la littérature. Je ne dissocie pas l'univers de Jules Verne, d'Orwell, de Lovecraft, de l'imaginaire de Baudelaire, de Kafka ou de Poe. Par ailleurs, il me semble que les frontières entre les genres sont en train de s'estomper. Il y a de plus en plus d'auteurs qui intègrent la dimension du futur dans leurs œuvres, qu'elles soient romanesques ou philosophiques.

Cela dit, j'ai une passion pour la science-fiction depuis mon adolescence. C'est elle qui m'a amené à observer notre monde dans sa dimension cosmique, à avoir une vision globale de la Terre, qui intègre à la fois mes questionnements sur l'existence d'autres formes de vie et sur notre condition d'humains.

Qu'est-ce qui vous préoccupe particulièrement dans le monde d'aujourd'hui?

Sans tomber dans le piège d'une «écologie primaire» qui a du mal à s'exprimer et s'exprime souvent maladroitement, je dois dire que j'ai peur pour la planète. Elle s'affaiblit à vue d'œil. J'ai le sentiment d'un terrible gâchis. Nous avons trop pioché la Terre, nous avons consommé à tort et à travers ses ressources, nous avons fait des dégâts irréversibles.

L'intégrisme est aussi une de mes grandes angoisses. Imaginez le «talibanisme» à l'échelle mondiale! C'est terrifiant. La religion peut devenir très dangereuse, notamment si elle entre dans une logique de secte. Et toutes sortes de dérives sont à craindre dans ce monde qui est en pleine mutation et qui ne sait pas trop où il va. Cette incertitude de l'avenir est excitante, mais elle est aussi effrayante. Il y a 20 ans, le monde était encore simple dans sa bipolarité. Presque simpliste. Du côté où on était, c'était le bien. De l'autre, le mal. On savait où était l'ennemi. Nous avons grandi dans ce monde-



© Emmanuel Scrocelletti/Gamma, Paris

UN CRÉATEUR PROLIFIQUE

Né en 1951 à Belgrade (Yougoslavie), Enki Bilal est arrivé à Paris en 1960 avec ses parents. Il a commencé sa carrière dans la bande dessinée à 19 ans, pour le compte de la revue *Pilote*. Il a notamment reçu le prix de la bande dessinée du célèbre festival d'Angoulême en 1987. Son œuvre compte jusqu'à présent une vingtaine d'ouvrages (et deux films).

Aux éditions Les Humanoïdes Associés

Albums de La Trilogie Nikopol:

La Foire aux Immortels, 1980

La Femme piège, 1986

Froid Equateur, 1992

La Trilogie Nikopol (édition complète), 1995

Autres albums:

Mémoires d'outre-espace, 1978

Crux Universalis, 1982 (épuisé)

Mémoires d'autres temps, 1996

L'Etat des stocks 1971-1986 (réédition en 1999)

Le Sommeil du monstre, 1999

Avec Pierre Christin:

La Croisière des oubliés, 1975

Le Vaisseau de pierre, 1976

La Ville qui n'existait pas, 1977

Les Phalanges de l'Ordre Noir, 1979

Partie de chasse (édition complétée en 1990)

Cœurs sanglants, 1988

Après le Mur (collectif), 1990

Avec Jean-Pierre Dionnet:

Exterminateur 17, 1979

Aux éditions Dargaud:

Avec Jean-Pierre Thévenet:

Images pour un film (*La Vie est un roman*, d'Alain Resnais), 1983

Aux éditions Autrement:

Avec Pierre Christin:

Los Angeles, L'Etoile oubliée de Laurie Blum, 1984

Avec Patrick Cauvin:

Hors Jeu, 1987

Aux éditions Christian Desbois:

Bleu sang, 1994

Avec Dan Franck, Fabienne Renault et Isi Vélérís:

Tykho Moon - Livre d'un film, 1996

Aux éditions Futuropolis:

Appel des étoiles, 1975 (version élargie:

Le Bol maudit, 1982)

Paris sera toujours Paris, 1981 (collectif)

Die Mauer, 1982 (dessins)

Avec Grange, Tardi et Pichard:

Grange bleue, 1985

Filmographie:

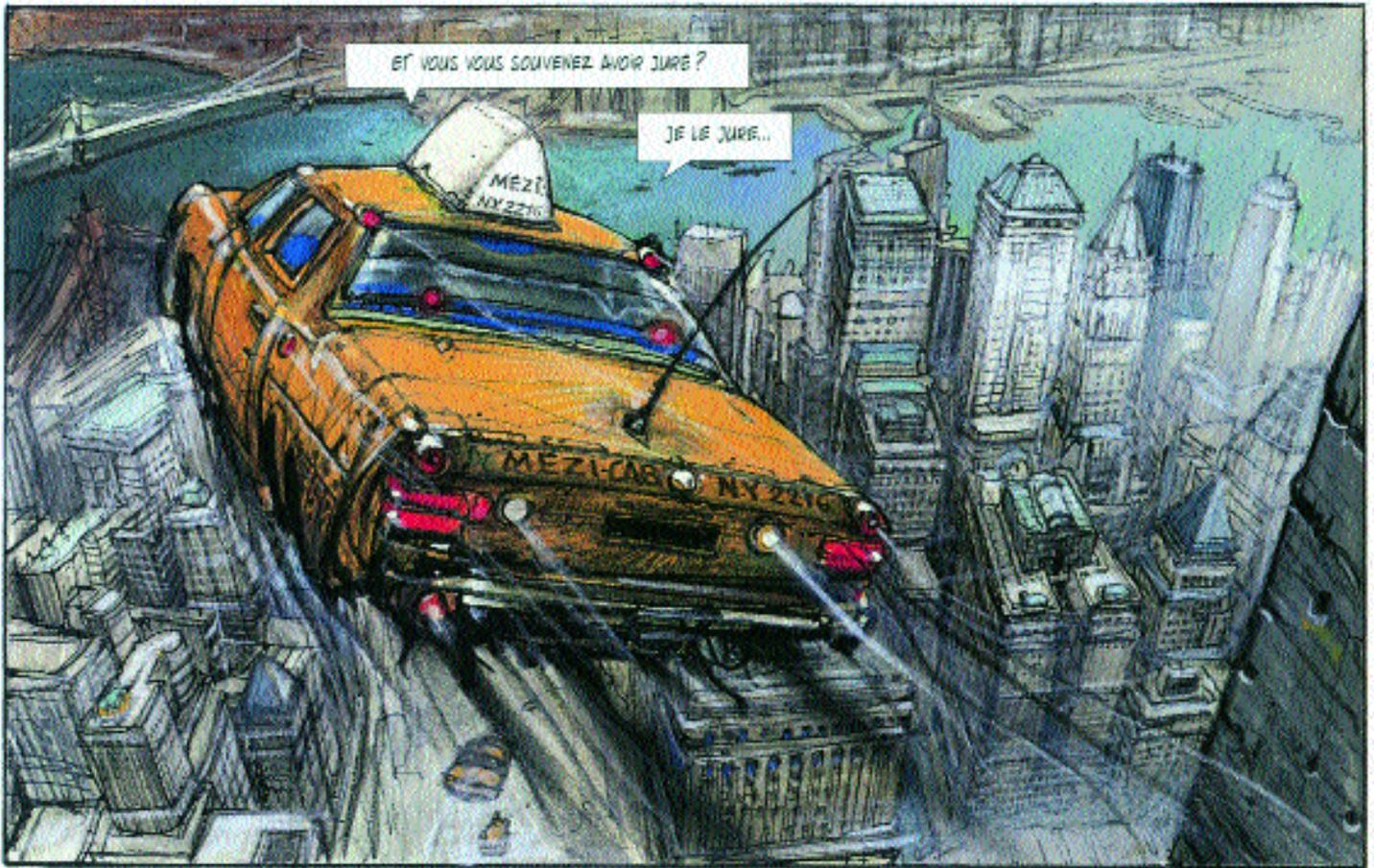
Bunker Palace Hôtel, 1989

Tykho Moon, 1997

là et nous avons été formés dans son moule. Puis, soudain, tout s'est effondré. La transformation a été si rapide et si brutale, qu'elle nous a pris au dépourvu. Les esprits n'y étaient pas préparés. La guerre en Yougoslavie en est la preuve. C'était presque une guerre du siècle dernier. Elle était archaïque. Et ce sont les «archaïstes», qui l'ont provoquée.

Nike, le héros principal du *Sommeil du monstre* se bat contre l'«Obscurantis Order», une espèce de secte dirigée par «trois nouveaux leaders charismatiques autoproclamés». Peut-on y reconnaître les dirigeants qui ont provoqué l'éclatement de la Yougoslavie, le Serbe Milosevic, le Croate Tudjman et le Bosniaque Izetbegovic?

C'est plutôt de l'intégrisme qu'est partie ►



Un vieux taxi jaune survole New York en 2926.

► mon idée de l'«Obscurantis Order». Mais, le lecteur est libre de faire sa propre lecture. Là est justement l'intérêt du livre: que chacun s'y retrouve. Et il n'est pas interdit, en effet, d'établir un lien avec ces trois chefs d'orchestre de la guerre, parfaitement tolérés et cyniquement acceptés par l'Europe. Alors qu'il y avait mieux à faire. Dès la montée des nationalismes en 1987, elle aurait dû intervenir. Pas forcément par les armes. Elle aurait dû agiter à la fois le bâton et la carotte, en disant: «Attention, l'Europe est en train de se construire, ne manquez pas l'occasion». A l'époque, la Yougoslavie était la mieux placée de tous les anciens pays socialistes pour intégrer l'Union européenne.

Comment avez-vous vécu la guerre dans ce pays dont vous êtes originaire?

Comme un coup de poing, évidemment. Je vis en France depuis 1960, mais je suis né à Belgrade, d'un père venu d'Herzégovine et d'une mère venue de Tchécoslovaquie, à l'âge de deux ans. J'y ai passé les neuf premières années de ma vie. Je suis yougoslave d'origine, ou si l'on veut, «yougoslovaque», comme m'appelaient Alain Resnais, réalisateur du film *La Vie est un roman*, dont j'ai fait les décors.

J'adorais ce pays: Split, Dubrovnik, Sarajevo, Belgrade... J'y retournais dès que je pouvais, même s'il était plus un souvenir

d'enfance qu'autre chose. Puis, j'ai été brutalement aspiré par la terrible réalité de la guerre. Mais, en même temps, je suis resté en dehors. Comme une bonne trentaine d'années s'étaient écoulées depuis mon départ, j'étais dans une position d'observation, de lévitation, je n'ai pas pris de positions tranchées. C'était douloureux. Je me sentais happé par cette histoire et en même temps j'essayais de garder une sorte de détachement pour comprendre. Je n'ai pas forcément bien compris. Certaines situations relèvent de l'irrationnel... Je voyais des intellectuels français prendre des positions qui me paraissaient parfois grotesques. Même si leur fondement était bon, même s'il y avait en elles une forme de générosité, je m'en méfiais.

Bref, c'était très dur à vivre, mais rien à voir, évidemment, avec ceux qui étaient sur place. J'ai vécu et exorcisé ces angoisses à ma manière, avec *Le Sommeil du Monstre*.

Dans l'univers assez sombre de cette bande dessinée, dominé par des couleurs froides, l'humour perce à tout moment, y compris les plus graves. Vous écrivez, par exemple: « Un obus traverse une aile de l'hôpital, faisant trois victimes, dont un téléviseur Sony éteint, innocent ».

C'est avant tout une affaire entre l'auteur et son écrit. J'ai besoin de l'humour,

bien sûr. Il désamorce certaines choses. Il allège un peu le propos qui, autrement, serait parfaitement indigeste.

En exergue à La Foire aux immortels, vous citez un passage des *Écrits divers de Choublanc, gouverneur fasciste de Paris, en 2023: «L'immortalité est une forme de dictature de la vie sur la mort – étant dictateur, et en vie, il ne me reste plus qu'à devenir immortel. Et je le deviendrai! dussé-je en mourir!»*

Dans cette bande dessinée, complètement délirante, où les dieux égyptiens jouent au Monopoly dans une pyramide volante en panne de carburant, qui plane au-dessus de Paris, je décris la quête de l'immortalité dans sa dimension la plus grotesque. Choublanc, pour qui mémoire et histoire sont des notions périmées, est prêt à tout pour devenir immortel. En même temps, Alcide Nikopol, déserteur balancé dans l'espace en 1992, dans un frigo volant, tombe du ciel, surgelé! Ce misérable mortel est sauvé par le dieu Horus, qui veut se servir de son corps pour régler ses comptes avec le panthéon égyptien. Une trentaine d'années se sont écoulées, Paris a beaucoup changé, Alcide est paumé. La mémoire lui revient petit à petit et avec elle, des poèmes de Baudelaire, qu'il va réciter tout au long des événements. Le premier: *Une Charogne* qui,

► **N'y a-t-il pas une «complicité balkanique» derrière ce succès?**

Bien sûr. Nous avons une sensibilité «balkanique» commune. La façon dont Angelin voulait monter Roméo et Juliette m'a immédiatement séduit: ce côté très radical, la dimension sociale du drame qui prend des proportions politiques, voire ethniques. C'était une expérience très enrichissante, qui m'a permis de me mettre au service non seulement de la plus belle histoire d'amour au monde, mais aussi d'un créateur qui passe par le corps des danseurs pour extérioriser ses idées. Pour un dessinateur, c'est fascinant de voir comment les corps s'expriment.

L'héroïne de *La Femme piège*, s'appelle Jill Bioskop. Son nom veut dire «cinéma» en serbe. *Froid Equateur* commence et se termine par des scènes de tournage. Une passion?

Le cinéma et moi, c'est une longue histoire. Il est pour moi, depuis l'enfance, un moteur de l'imaginaire. Adolescent, j'avais comme une espèce de fascination pour cet art que je sentais à la fois proche et parallèle de celui que je rêvais de faire. C'était un stimulant extraordinaire. Mais, en même temps, il me paraissait inaccessible. Je me suis donc lancé dans le dessin, qui était pour moi une façon de faire du cinéma, librement, chez moi, tout seul.

Plus tard, vous avez réalisé deux films de fiction: *Bunker Palace Hôtel* et *Tykho Moon*. Quelle est votre expérience du «vrai cinéma»? Est-il beaucoup plus contraignant que la bande dessinée?

Ça n'a rien à voir. Le cinéma, ce n'est que de la contrainte. Quand on fait de la

bande dessinée, on n'a pas besoin de penser au coût de fabrication, aux lieux de tournage, au matériel, aux acteurs. Tout dépend de l'auteur. Il est extraordinairement libre. Mais c'est justement dans cette liberté que réside le danger de dérapage. Le dessinateur doit constamment la contrôler, la brider.

Mais le monde de la cinématographie est en train de changer. Grâce aux nouveaux outils, comme les petites caméras numériques, les nouvelles générations de cinéastes pourront produire des films avec des petits moyens et, surtout, avec plus de liberté que leurs prédécesseurs. Je pense qu'on s'achemine vers une bipolarisation du cinéma: d'un côté la grosse machine spectaculaire et de l'autre, un cinéma intimiste, fait presque à la dérochée, qui sera certainement très intéressant.

Y a-t-il une parenté entre l'univers de vos bandes dessinées et celui de vos films?

C'est le même univers: mêmes préoccupations, même atmosphère. On m'a d'ailleurs reproché de faire «des films de BD». C'est complètement ridicule. Qu'est-ce que ça veut dire «un film de BD»? C'est peut-être parce qu'ils ont été perçus comme tels qu'ils n'ont pas vraiment bien marché en France. En revanche, au Japon, ils ont eu un accueil exceptionnel, tout comme mes livres.

La bande dessinée a emprunté un chemin plutôt tortueux avant d'être reconnue comme le 9^e art. Comment ses auteurs sont-ils perçus aujourd'hui?

Personnellement, je suis extrêmement bien perçu et plutôt favorisé. Je suis très médiatisé, même trop par moment. Je dois

faire attention. Mais je sens toujours, chez certains, une espèce de petit mépris pour l'expression graphique en général. Il existe encore des milieux littéraires, éditoriaux, cinématographiques aussi, qui continuent de penser que le verbe est plus noble que l'image.

En 1992, *Froid Equateur* a pourtant été désigné «livre de l'année» en France, par la rédaction du magazine *Lire*.

La nouvelle a été très mal reçue, justement, aussi bien dans le monde littéraire que dans le monde de la bande dessinée. La presse n'en a pas parlé. C'était assez cocasse. C'est curieux, mais même le monde de l'art dénigre le dessin et la bande dessinée. Il y a un an, le magazine français *Beaux-Arts* a fait une accroche sur le Festival de la bande dessinée à Angoulême. Les premiers mots de l'éditorial mettaient en garde le lecteur: attention, qu'on ne se méprenne pas, ce n'est pas parce que nous y consacrons un dossier que nous la considérons comme de l'art. Que les choses soient claires et nettes, la problématique de Daniel Buren et d'Enki Bilal n'ont rien en commun.

Quelques temps auparavant, la revue m'avait réservé cinq pages. Et là, il y a eu comme une espèce de remord, tout à coup. Il ne fallait surtout pas effaroucher les vieux abonnés. Mais en même temps, il fallait lorgner du côté des jeunes. Cette démarche est assez malhonnête. Mais j'ai bon espoir. Je crois que les tenants de ce type de pensée unique sont, heureusement, condamnés à disparaître ou à se transformer. ■

Propos recueillis par Jasmina Sopova, journaliste au *Courier de l'UNESCO*.

LISTE DES AGENTS DE VENTE

Adressez-vous à l'agent de vente de votre choix, qui vous communiquera le montant de l'abonnement en monnaie locale.

AFRIQUE DU SUD: International Subscription Services, PO Box 41095, Craighall 2024. Fax: 880 6248.
Mast Publications, PO Box 901, Parklands 2121. Fax: 886 4512.
ALLEMAGNE: German Commission for UNESCO, Colmanstr. 15, D-53115 Bonn. Fax: 63 69 12.
 Uno Verlag, Dag Hammarskjöld Haus, Poppelsdorfer Allee 55, D-53115 Bonn. Fax: 21 74 92.
ARGENTINE: Edilyr Srl, Librería Correo de la UNESCO, Tucumán 1685, 1050 Buenos Aires. Fax: 371-8194
AUSTRALIE: Hunter Publications, 58A Gipps Street, Collingwood VIC 3066. Fax 419 7154. ISA Australia, PO Box 709, Toowong QLD 4066. Fax: 371 5566.
 United Nations Assoc. of Australia/Victorian Div., 179 St George's Road, N. Fitzroy VIC 3068. Fax: 481 7693.
AUTRICHE: Gerold & Co, Import & Export, Zeitschriften/Periodicals, Graben 31, A-1011 Vienne. Fax: 512 47 31 29.
BELGIQUE: Monsieur Jean de Lannoy, 202 av du Roi, B-1060 Bruxelles. Fax: 538 08 41.
BRESIL: Fundação Getulio Vargas, Editora Divisão de Vendas, Caixa Postal 62.591, 22257-970 Rio de Janeiro RJ. Fax: 551-0948.
CANADA: Renouf Publishing Company Ltd, 5369 ch. Canotek Road, Unit 1, Ottawa, Ont K1J 9J3. Fax: (1-613) 745 7660.
 Faxon Canada, PO Box 2382, London, Ont. N6A 5A7. Fax: (1-519) 472 1072.
CHILE: Universitaria Textolbro Ltda., Casilla Postal 10220, Santiago. Fax: 681 9091.
CHINE: China National Publications, Import & Export Corp., PO Box 88, 166 Gongti East Rd, Beijing 100020. Fax: 010-65063101.
CORÉE: Korean National Commission for UNESCO, CPO Box 64, Séoul 100-600. Fax: 568 7454.
DANEMARK: Munksgaard, Norre Sogade 35, PO Box 2148, DK-1016 Copenhagen K. Fax: 12 93 87.
ESPAGNE: Mundi Prensa Libros SA, Castelló 37, 28001 Madrid. Fax: 91575 39 98.

Librería Al Andalus, Roldana 3 y 4, 410091 Séville. Fax: 95422 53 38.
 Los Amigos de la UNESCO, Avenida Urquijo 62, 2 Ld., 48011 Bilbao. Fax: 94427 51 59/69
ÉTATS-UNIS: Beman-Associates, 4611-F Assembly Drive, Lanham MD 20706-4391. Fax: 459 0056.
FINLANDE: Stockmann/Akateeminen Kirjakauppa, PO Box 23, SF-00371 Helsinki. Fax: +358 9 121 4450.
 Suomalainen Kirjakauppa Oy, PO Box 2, SF-01641 Vantaa. Fax: 852 7990.
GRÈCE: Librairie Kauffmann SA, Mauvrokordatou 9, GR-106 78 Athènes. Fax: 38 33 967.
GUATEMALA: Comisión Guatemalteca de Cooperación con la UNESCO, 3A Avenida 10 29, Zona 1, Apartado Postal 2630, Ciudad de Guatemala.
HONG KONG: Hong Kong Government Information Services Dept., 1 Battery Path Central, Hong Kong
HONGRIE: Librotrade K F T, Periodical Import/K, POB 126, H-1656 Budapest. Fax: 256-87-27.
INDE: Orient Longman Ltd (Subscr. Account), Kamani Marg, Ballard Estate, Bombay 400 038. Fax: 26 91 278.
 Oxford Book & Stationery Co, Code No D 8208052, Scindia House, New Delhi 110 001. Fax: 33 22 639.
ISRAËL: Literary Transactions Inc., C/O Steimatsky Ltd., PO Box 1444, Bnei Brak 5114. Fax: 52 81 187.
ITALIE: Licosca/Libreria Comm. Sansoni SPA, Via Duca di Calabria 1/1, I-50125 Florence. Fax: 64 12 57.
JAPON: Eastern Book Service Inc., Periodicals Account, 3 13 Hongo 3 Chome, Bunkyo Ku, Tokyo 113. Fax: 818 0864.
LUXEMBOURG: Messageries Paul Kraus, BP 2022, L-1020 Luxembourg. Fax: 99 88 84 44.
MALTE: Sapienzas & Sons Ltd., PO Box 36, 26 Republic Street, La Valette CMR 01. Fax: 24 61 82.
MAROC: UNESCO, B.P. 1777 RP, Rabat. Fax: 212-767 03 75, Tél.: 212-767 03 74/72.
MEXIQUE: Librería El Correo de la UNESCO SA, Col Roma, Guanajuato 72, Deleg Cuauhtémoc, 06700 Mexico DF. Fax: 264 09 19.

NORVÈGE: Swets Norge AS, Østensenjvæn 18-0606 Oslo, PO Box 6512, Etterstad. Fax: 47 22 97 45 45.
NOUVELLE ZÉLANDE: GP Legislation Services, PO Box 12418, Thorndon, Wellington. Fax: 496 56 98.
PAYS-BAS: Swets & Zeitlinger BV, PO Box 830, 2160 SZ Lisse. Fax: 2524 15888. Tijdschriftcentrale Wijck B V, Int. Subs. Service, W Grachtstraat 1 C, 6221 CT Maastricht. Fax: 32 50 103.
PORTUGAL: Livraria Portugal (Dias & Andrade Lda), Rua do Carmo 70 74, 1200 Lisboa. Fax: 34 70 264.
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE: Artia, Ve Smeckach 30, 111 27 Prague 1.
ROYAUME-UNIE: The Stationery Office Publications Cre., 51 Nine Elms Lane, Londres SW8 5DR. Fax: 873 84 63.
RUSSE: Mezhdunarodnaja Kniga, Ul Dimitrova 39, Moscou 113095.
SRI LANKA: Lake House Bookshop, 100 Chittampalam, Gardiner Mawatha, Colombo 2. Fax: 44 78 48.
SUÈDE: Wennergren Williams AB, PO Box 1305, S-171 25 Solna. Fax: 27 00 71.
SUISSE: Dynapresse Marketing SA, (ex-Naville SA), 38 av Vibert, CH-1227 Carouge. Fax: 308 08 59.
 Edigroup SA, Case Postale 393, CH-1225 Chêne-Bourg. Fax: (022) 348 44 82.
 Europa Verlag, Ramistrasse 5, CH-8024 Zürich. Fax: 251 60 81
 Karger Libri AG, Wissenschaftl. Buchhandlung, Petersgraben 31, CH-4009 Bâle. Fax: 306 12 34.
 Van Diermen Editions Techniques-ADECO, Chemin du Lacuez, CH-1807 Blonay. Fax: 943 36 05.
THAÏLANDE: Sulsapan Panit, Mansion 9, Rajadamnern Avenue, Bangkok 2. Fax: 28 11 639.
TUNISIE: Commission Nationale Tunisienne auprès de l'UNESCO, 22,rue de l'Angleterre, 1000RP Tunis. Fax: 33 10 14.
URUGUAY: Ediciones Trecho SA, Cuento Periódicos, Maldonado 1090, Montevideo. Fax: 90 59 83.
VENEZUELA: UNESCO/CRESALC, Edif. Asovincar, Av Los Chorrros, Cruce C/C Acueducto, Altos de Sebucan, Caracas. Fax: 286 03 26.

retrouvez
sur rfi
*le temps
des écoles*
d'emmanuelle
bastide.

le vendredi à 15h10*.

- la vie de l'École et des universités dans le monde
- des reportages et des témoignages
- des infos pratiques pour aider les étudiants du monde entier.

*heure de Paris

www.rfi.fr

Mensuel.
En vente chez votre marchand de journaux.



**Restez libre,
cultivez votre sens critique.**

Oui, je m'abonne au Monde des Débats

M. M^{me} M^{lle}
Nom : Prénom :
Adresse :
Ville : Code postal :

1 an (11 numéros) pour 209 F, au lieu de 275 F (prix au numéro).
Je bénéficie d'une réduction exceptionnelle de 22 %.
Étranger : Belgique - Suisse : 269 F TTC (40,90 euros). Autres pays : nous consulter.

Je joins mon règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de :
Le Monde des Débats / Service Abonnements
70, rue Compans 75019 Paris. Tél. 01 44 84 85 00

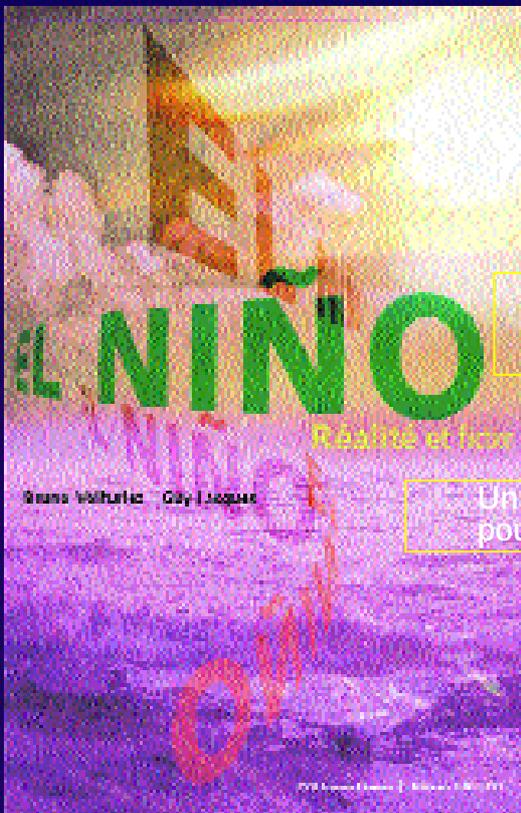
Je règle par carte bancaire n° : _____ Date d'expiration : > _____

Je souhaite recevoir une facture acquittée.

Date et signature : _____

EB13

Conformément à la «Loi Informatique et Libertés», vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux informations vous concernant.



El Niño

Réalité et fiction

Par Bruno Voituriez et Guy Jacques

Les clefs pour comprendre
la manifestation épisodique d'un
phénomène climatique global

Un livre clair et vivant
pour le grand public

2000, 15,5 x 24 cm, 140 p.
ISBN 92-3-203649-5
110 FF/16,77 €



ÉDITIONS UNESCO

7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France
Fax: +33 1 45 68 57 37
Internet: www.unesco.org/publishing
E-mail: publishing.promotion@unesco.org



Dans le prochain numéro:

Le dossier du mois:

Biodiversité:

Le meilleur ami de l'homme

- L'homme et la nature: un plus un ne font qu'un
- Dans les eaux du Brésil, avec les chasseurs d'espèces
- Des gènes à la biosphère: tout ce que nous ne savons pas
- Des extinctions en série
- Ecosystèmes: ces inconnus qui nous protègent
- La sécurité alimentaire dans la balance
- Les médicaments sortent du bois
- Bornéo: les promesses de l'écotourisme
- Comment conserver la biodiversité?

Et dans les rubriques:

- «Habibi Cairo»
- Environnement: les ravages de la guerre
- Éducation: aux sciences, citoyens!
- Banques «éthiques»: notre argent vous intéresse
- La vie quotidienne à l'ombre des temples d'Angkor
- Asie du Sud: des jeunes à l'antenne

Vous pouvez consulter l'intégralité du Courrier de l'UNESCO sur Internet, à l'adresse:

www.unesco.org/courier